



Communiqué de presse

LA BANQUE CIBC ANNONCE SES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2009

Toronto, Ontario – le 26 août 2009 – La **Banque CIBC** (CM aux Bourses de Toronto et de New York) a annoncé un bénéfice net de 434 M\$ pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2009, en comparaison du bénéfice net de 71 M\$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est élevé à 1,02 \$ en regard de 0,11 \$ il y a un an. Le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) a atteint 1,04 \$¹ par rapport à 0,13 \$¹ au troisième trimestre de 2008.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC et le ratio du total des fonds propres sont restés solides, soit respectivement 12,0 % et 16,5 % au 31 juillet 2009.

« La Banque CIBC a obtenu des résultats solides au troisième trimestre grâce à la bonne performance des activités essentielles de services bancaires de gros et de détail, la rigueur continue du contrôle des frais et du gain lié à nos activités en voie de liquidation, après plusieurs trimestres de pertes, précise Gerald T. McGaughey, président et chef de la direction de la Banque CIBC. De plus, tout en faisant croître nos activités, nous avons augmenté davantage nos fonds propres, qui demeurent un avantage stratégique certain pour la Banque CIBC. »

Les résultats du troisième trimestre de 2009 ont été influencés par les éléments d'importance suivants qui, regroupés, ont donné lieu à une incidence négative représentant 0,32 \$ par action :

- des pertes de 155 M\$ (106 M\$ après impôts, ou 0,27 \$ par action) liées à l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit contenus dans les programmes de couverture des prêts aux entreprises de la Banque CIBC par suite du rétrécissement des écarts de taux au cours du trimestre;
- un gain de 95 M\$ (65 M\$ après impôts, ou 0,17 \$ par action) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des pertes sur créances de 83 M\$ (56 M\$ après impôts, ou 0,15 \$ par action) dans les portefeuilles de prêts à effet de levier et dans d'autres activités en voie de liquidation;
- une dotation à la provision pour pertes sur créances de 42 M\$ (29 M\$ après impôts, ou 0,07 \$ par action) inscrite à la provision générale;
- les autres éléments importants décrits à la page 7 du rapport de gestion

du troisième trimestre de 2009 de la Banque CIBC qui, regroupés, ont eu une incidence positive de 2 M\$ (3 M\$ après impôts et aucune incidence sur le résultat par action) sur le bénéfice.

Le bénéfice net a atteint 434 M\$ au troisième trimestre de 2009 comparativement à une perte nette de 51 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice dilué par action et le bénéfice dilué par action (comptabilité de caisse) ont atteint respectivement 1,02 \$ et 1,04 \$¹ au cours du troisième trimestre de 2009, comparativement à une perte diluée par action et une perte diluée par action (comptabilité de caisse) de respectivement 0,24 \$ et 0,21 \$¹ pour le trimestre précédent. Le trimestre précédent comprenait des éléments importants qui, regroupés, ont eu une incidence négative de 1,65 \$ sur le résultat par action.

Le point sur les priorités d'entreprise

Solidité du capital

La Banque CIBC continue de mettre l'accent sur la solidité des fonds propres, ce qui constitue un de ses objectifs principaux.

Le ratio des fonds propres de première catégorie de la Banque CIBC s'établit à 12,0 %, soit parmi les plus élevés des grandes banques commerciales en Amérique du Nord, et dépasse nettement la cible de 8,5 % et les exigences minimales de 7,0 % en matière de fonds propres réglementaires. Grâce à la solidité de ses fonds propres, la Banque CIBC est en mesure de répondre à ses besoins continus en matière de placement de ses activités essentielles, et de se placer en bonne position pour tirer profit des occasions de croissance futures.

Solidité de l'entreprise

Marchés de détail CIBC a affiché un bénéfice net de 416 M\$.

Marchés de détail CIBC continue d'équilibrer efficacement la croissance et la rigueur du contrôle des frais et des risques.

Les revenus de 2,3 G\$ ont diminué de 32 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2008, qui incluait un gain de 28 M\$ réalisé à la vente des actions de Visa Inc. La croissance du volume a été atténuée par le rétrécissement des marges et par l'incidence du recul du marché des actions.

Les frais, qui se sont fixés à 1 324 M\$, ont diminué de 53 M\$ par rapport au troisième trimestre de 2008. La diminution de la rémunération liée au rendement et la gestion efficace des frais ont été en partie contrebalancées par l'incidence négative de la faiblesse du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la conversion des frais liés à FirstCaribbean.

Les pertes sur créances ont atteint 423 M\$, soit 199 M\$ de plus qu'au troisième trimestre de 2008, et incluaient une augmentation de 63 M\$ des

provisions. Les pertes sur créances ont été plus élevées dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel en raison de la hausse des comptes en souffrance et de l'augmentation du nombre de faillites entraînée par la détérioration du contexte économique.

Au cours du troisième trimestre de 2009, Marchés de détail CIBC a continué d'axer ses activités sur l'offre d'un meilleur accès, d'un plus grand choix et de conseils aux clients en solidifiant son réseau de centres bancaires et en améliorant les capacités concurrentielles de ses produits :

- Marchés de détail CIBC ont ouvert ou agrandi 11 autres centres bancaires dans des marchés qui présentent des possibilités de croissance importante, ce qui porte le total d'ouvertures de centres bancaires depuis le début de l'exercice à 28 sur les 40 qui sont prévues pour 2009;
- Marchés de détail CIBC a lancé le nouveau Compte d'épargne à intérêt élevé Renaissance, pour lequel la réaction du marché a été positive, par le truchement du réseau de courtage de Wood Gundy et de tiers;
- Marchés de détail CIBC a relancé sa campagne de publicité très réussie visant à aller chercher de nouveaux clients de comptes de chèques et de cartes de crédit;
- le magazine *Global Finance* a décerné à Marchés de détail CIBC le prix du meilleur fournisseur de services bancaires par Internet aux particuliers au Canada et celui du meilleur site pour le crédit à la consommation en Amérique du Nord pour la deuxième année consécutive.

Les **services bancaires de gros CIBC** ont affiché un bénéfice net de 86 M\$ au troisième trimestre.

Les revenus de 531 M\$ se sont raffermis de 772 M\$ par rapport au trimestre précédent, surtout en raison des gains sur les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes sur ces activités au trimestre précédent. Par ailleurs, les revenus des services bancaires de gros tirés des principaux marchés financiers et du secteur des services bancaires d'investissement et de services financiers aux entreprises ont progressé, traduisant le progrès réalisé par les services bancaires de gros vers l'atteinte des objectifs fixés l'an dernier et l'amélioration de la conjoncture des marchés.

Les frais ont atteint 258 M\$, ce qui représente une hausse de 11 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des salaires, des avantages sociaux et des honoraires, en partie neutralisée par la diminution de la rémunération liée au rendement.

Les pertes sur créances, qui se sont établies à 129 M\$, ont progressé de 111 M\$ comparativement au trimestre précédent surtout en raison de la hausse des pertes des portefeuilles de prêts à effet de levier, des autres activités en voie de liquidation et du segment du financement immobilier américain.

Au cours du trimestre, les services bancaires de gros ont participé aux réalisations importantes suivantes :

- les services bancaires de gros CIBC ont été nommés banque d'investissement de l'année en Amérique du Nord par *ACQ*, magazine spécialisé dans le financement d'acquisitions du Royaume-Uni, pour son leadership soutenu en fusions et acquisitions;
- les services bancaires de gros ont lancé une série d'indices négociables offrant aux investisseurs un meilleur accès à des contrats à terme standardisés sur taux d'intérêts, devises et marchandises. La Banque CIBC offrira une gamme de produits liés aux indices, notamment des dérivés hors cote, des swaps, des billets à capital à risque et des billets à capital protégé;
- au cours du trimestre, les services bancaires de gros ont raffermi davantage leur position de leader en négociation de titres de capitaux propres sur les Bourses du Canada pour ce qui est du volume et de la valeur pour le trimestre. Depuis le début de l'exercice, la Banque CIBC s'est classée au premier rang avec une part de 15,5 % du marché en termes de valeur;
- les services bancaires de gros CIBC ont agi à titre de syndicataire chef de file au moment de la nouvelle émission de 8,0 G\$ de Fiducie du Canada pour l'habitation n° 1 et de syndicataire chef de file et de coresponsable des registres dans un premier appel public à l'épargne de 946 M\$ de Genworth MI Canada Inc.;
- les services bancaires de gros CIBC ont également agi à titre de cochef de file principal au moment de l'émission de 4,2 G\$ US de tranches multiples de billets de premier rang garantis de Teck Resources Limitée et de cosyndicataire chef de file et de coresponsable des registres dans un placement de billets à moyen terme de 1,0 G\$ pour la Société Financière Manuvie.

Au cours du troisième trimestre, la Banque CIBC a également progressé au chapitre de la réduction des positions au sein de ses activités de crédit structuré en voie de liquidation :

- la Banque CIBC a racheté ses titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier, et les contrats de la Banque CIBC liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès de ce garant financier ont été transférés à une entité capitalisée nouvellement établie. Ce rachat et cette restructuration ont entraîné un gain de 163 M\$ (152 M\$ US);
- la Banque CIBC a résilié des contrats de dérivés vendus d'un montant de 2,8 G\$ (2,6 G\$ US) dans son portefeuille de corrélation pour un gain de 8 M\$ (8 M\$ US);
- la Banque CIBC a résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 494 M\$ (452 M\$ US) ayant des positions dans des titres

adossés à des créances hypothécaires commerciales pour un gain de 49 M\$ (45 M\$ US);

- l'amortissement normal de 215 M\$ (200 M\$ US) a réduit le montant nominal de référence des dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Au 31 juillet 2009, la juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, de la protection souscrite auprès des garants financiers s'établissait à 1,8 G\$ (1,7 G\$ US). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction de la performance des actifs sous-jacents et de celle des garants financiers.

Productivité

En plus de continuer d'investir dans ses activités et de les positionner en vue de leur rendement à long terme, la Banque CIBC continue de faire des progrès en matière de contrôle des frais.

Les frais autres que d'intérêts pour le troisième trimestre se sont fixés à 1 699 M\$, en baisse par rapport à 1 725 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent et un montant inférieur à la base trimestrielle ciblée de 1 776 M\$.

« Nous poursuivons la gestion de nos frais sur une base annualisée en ajustant les activités de soutien à notre infrastructure aux changements des activités commerciales et à l'évolution des conditions du marché, précise M. McCaughey. À notre avis, les améliorations à la productivité découleront surtout des meilleurs résultats en termes de revenus à mesure que la conjoncture sur les marchés et que l'économie en général se stabiliseront et s'amélioreront. »

Apporter davantage aux collectivités

Au rang des chefs de file de l'investissement communautaire, la Banque CIBC appuie des causes qui comptent dans la vie de ses clients et de ses employés ainsi que pour les collectivités où elle exerce ses activités.

« La Banque CIBC continue à apporter davantage aux collectivités où elle est établie grâce à des dons, à des commandites et à l'esprit de bénévolat de ses employés, poursuit M. McCaughey. »

Au cours du trimestre, la Banque CIBC compte les réalisations suivantes :

- la Banque CIBC a accordé trente bourses à des étudiants à l'échelle du Canada en vertu du programme de bourses d'études VisionJeunesse CIBC^(MC), soulignant ainsi le 10^e anniversaire du programme et portant l'engagement total de la Banque CIBC à plus de 10 M\$ depuis la création du programme en 1999;
- la Banque CIBC a apporté son soutien au Centre canadien de protection de l'enfance au moment du lancement de sa campagne de sensibilisation,

dont l'objectif est de rappeler aux parents qu'ils ont un grand rôle à jouer pour amener leurs enfants à faire preuve d'intelligence, d'assurance et de prudence;

- les clients et les employés de la Banque CIBC en Colombie-Britannique et au Yukon ont recueilli plus de 405 000 \$ lors de la collecte de fonds 2009 au profit du BC Children's Hospital. Cette activité fait monter le montant recueilli depuis 1995 à 4,2 M\$, incluant les dons de 1,3 M\$ de la Banque CIBC;
- Le Tour CIBC Charles Bruneau, une randonnée à vélo de quatre jours à travers le Québec destinée à aider les enfants atteints du cancer, a permis d'amasser 1 025 000 \$, montant bien supérieur à l'objectif de 850 000 \$, pour soutenir la Fondation Centre de cancérologie Charles-Bruneau. De ce montant, 250 000 \$ ont été recueillis des employés et des clients et serviront à financer la recherche et le traitement des enfants atteints du cancer.

Outre ces engagements communautaires, la Banque CIBC a été classée par Corporate Knights au nombre des 50 meilleures entreprises socialement responsables de 2009 au Canada, liste qui classe les grandes entreprises canadiennes en fonction de leurs initiatives durables et de leurs pratiques responsables. De plus, la Banque CIBC a reçu le *2009 Philanthropy Award for Outstanding Corporation* par la section régionale du Grand Toronto de l'*Association of Fundraising Professionals*, qui souligne la contribution en termes de temps, leadership et soutien financier.

¹ Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les investisseurs et les analystes peuvent obtenir de plus amples renseignements auprès de John Ferren, vice-président, Relations avec les investisseurs, au 416 980-2088. Les médias sont priés de s'adresser à Rob McLeod, premier directeur, Communications et affaires publiques, au 416 980-3714, ou à Mary Lou Frazer, première directrice, Communications financières et Communications avec les investisseurs, au 416 980-4111.

L'information figurant dans les pages qui suivent fait partie du présent communiqué de presse.

(Le conseil d'administration de la Banque CIBC a passé en revue le présent communiqué de presse avant sa publication. Le président et chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC s'appuient sur les procédures et contrôles de la Banque CIBC pour leur attestation du rapport financier du troisième trimestre et des procédures et contrôles. Le chef de la direction et le chef des services financiers de la Banque CIBC présenteront volontairement une attestation à la Securities and Exchange Commission quant à l'information financière du troisième trimestre de la Banque CIBC, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Ils présenteront les mêmes attestations aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières.)

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés figurant dans le présent rapport trimestriel et avec le rapport de gestion de notre Reddition de comptes annuelle 2008. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada et sont libellés en dollars canadiens. Ce rapport de gestion est mis à jour au 26 août 2009. D'autres renseignements concernant la Banque CIBC peuvent être obtenus sur le site SEDAR, à l'adresse www.sedar.com et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse www.sec.gov. Aucune information du site Web de la CIBC (www.cibc.com/francais) ne doit être considérée comme intégrée par renvoi aux présentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour la période considérée. Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure aux pages 167 à 169 de notre Reddition de comptes annuelle 2008.

Table des matières

5	Modifications à la présentation de l'information financière	22	Rétrospective du rendement financier	27	Marchés de détail CIBC
		22	Revenu net d'intérêts	29	Services bancaires de gros
6	Points saillants financiers du troisième trimestre	22	Revenu autre que d'intérêts	31	Siège social et autres
7	Vue d'ensemble	23	Dotation à la provision pour pertes sur créances	33	Situation financière
9	Événements importants	23	Frais autres que d'intérêts	33	Revue du bilan consolidé
9	Perspectives pour 2009	23	Impôts sur les bénéfices	33	Sources de financement
11	Activités en voie de liquidation et autres activités choisies	24	Change	34	Arrangements hors bilan
11	Activités en voie de liquidation	24	Revue de l'information financière trimestrielle	36	Gestion du risque
20	Autres activités choisies	24	Mesures non conformes aux PCGR	36	Vue d'ensemble
		25	Répartition aux secteurs d'activité	36	Risque de crédit
		27	Vue d'ensemble des secteurs d'activité	38	Risque de marché
				40	Risque d'illiquidité
				40	Risque opérationnel
				40	Autres risques
				41	Questions relatives à la comptabilité et au contrôle

UN MOT SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS : De temps à autre, nous faisons des énoncés prospectifs écrits ou oraux au sens de certaines lois en matière de valeurs mobilières, y compris dans le présent rapport, dans d'autres documents déposés auprès d'organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, et dans d'autres communications. Ces énoncés comprennent, sans toutefois s'y limiter, des déclarations faites aux sections « Le point sur les priorités d'entreprise », « Vue d'ensemble – Événements importants », « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 », « Activités en voie de liquidation », « Rétrospective du rendement financier – Impôts sur les bénéfices », « Gestion du risque – Risque d'illiquidité » et « Questions relatives à la comptabilité et au contrôle » du présent rapport de gestion et d'autres déclarations concernant nos activités, nos secteurs d'activité, notre situation financière, notre gestion des risques, nos priorités, nos cibles, nos objectifs permanents ainsi que nos stratégies et perspectives pour 2009 et les exercices subséquents. Ces énoncés se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes comme « croire », « prévoir », « compter », « s'attendre à », « estimer » et d'autres expressions de même nature et de verbes au futur et au conditionnel. De par leur nature, ces énoncés prospectifs nous obligent à faire des hypothèses, notamment des hypothèses économiques qui sont présentées dans la section « Vue d'ensemble – Perspectives pour 2009 » du présent rapport de gestion, et sont assujettis aux risques inhérents et aux incertitudes qui peuvent être de nature générale ou spécifique. Divers facteurs, dont nombre sont indépendants de notre volonté, influent sur nos activités, notre rendement et nos résultats et pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats attendus dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent : le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque stratégique, le risque opérationnel, les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation et le risque environnemental expliqués dans la section Gestion du risque du présent rapport de gestion; des changements d'ordre législatif ou réglementaire dans les territoires où nous exerçons nos activités; les changements apportés aux lignes directrices relatives au capital fondé sur les risques et aux directives d'information, et leur interprétation; l'issue de poursuites et des questions connexes; l'incidence de modifications des normes comptables et des règles et leur interprétation; les changements apportés au montant estimé des réserves et provisions; l'évolution des lois fiscales; les changements à nos cotes de crédit, la possibilité que le taux d'imposition réel normal que nous avons estimé ne se réalise pas; la situation ou les changements politiques; l'incidence possible de conflits internationaux et de la guerre au terrorisme, des catastrophes naturelles, des urgences en matière de santé publique, des perturbations occasionnées aux infrastructures des services publics et toute autre catastrophe sur nos activités; la fiabilité de tiers de fournir les infrastructures nécessaires à nos activités; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information qui nous est fournie par nos clients et contreparties; le défaut de tiers de remplir leurs obligations envers nous ou nos sociétés affiliées; l'intensification de la concurrence livrée par des concurrents existants ou de nouveaux venus dans le secteur des services financiers; l'évolution des technologies; la tenue des marchés financiers mondiaux; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; la conjoncture économique mondiale et celle du Canada, des États-Unis et d'autres pays où nous menons nos activités; les changements de prix et de taux du marché qui pourraient réduire la valeur des produits financiers; notre capacité à élaborer et à lancer des produits et services, à élargir nos canaux de distribution existants et à en créer de nouveaux, et à accroître les revenus que nous en tirons; les changements des habitudes des clients en matière de consommation et d'économie; notre capacité d'attirer et de retenir des employés et des cadres clés et notre capacité à anticiper et à gérer les risques associés à ces facteurs. Cette énumération ne couvre pas tous les facteurs susceptibles d'influer sur nos énoncés prospectifs. Aussi ces facteurs et d'autres doivent-ils éclairer la lecture des énoncés prospectifs sans toutefois que les lecteurs ne s'y fient indûment. Nous ne nous engageons à mettre à jour aucun énoncé prospectif du présent rapport ou d'autres communications, sauf si la loi l'exige.

MODIFICATIONS À LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Troisième trimestre

- La dotation à la provision pour pertes sur créances au titre de la provision générale a été incluse au secteur Siège social et autre. L'information des périodes antérieures a été retraitée.

Deuxième trimestre

- Nous avons changé le nom du secteur des services bancaires de gros de la Banque CIBC, Marchés mondiaux CIBC, par services bancaires de gros CIBC.
- L'effectif permanent est désormais calculé en équivalents temps plein plutôt que selon le nombre d'employés.

Premier trimestre

- Nous avons remanié les activités de Marchés de détail CIBC et les services bancaires de gros. L'information des périodes antérieures a été retraitée pour tenir compte de ces changements. La nouvelle présentation des activités est la suivante :

Marchés de détail CIBC :

- Services bancaires personnels – comprenant les dépôts personnels et le crédit personnel, les cartes de crédit, les prêts hypothécaires à l'habitation et l'assurance
- Services bancaires aux entreprises – comprenant les dépôts commerciaux et le crédit commercial, les prêts hypothécaires commerciaux et le Groupe Entreprises
- Gestion des avoirs – comprenant les segments Courtage de détail et Gestion d'actifs
- FirstCaribbean
- Divers

Services bancaires de gros :

- Marchés financiers – comprenant les titres de participation, les dérivés mondiaux et le risque stratégique, les titres à revenu fixe, les monnaies et les activités de distribution
- Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement – comprenant les produits de crédit aux entreprises, les services bancaires d'investissement, le financement immobilier américain et les services de base de Banque d'affaires
- Divers – comprenant les services inactifs de Banque d'affaires, les activités de crédit structuré et les autres activités en voie de liquidation, les activités abandonnées et les programmes de couverture des prêts aux entreprises

- Nous avons transféré l'incidence de la titrisation du poste Divers de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures a été retraitée.
- Nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location et les coûts d'exploitation connexes de nos installations de New York de services bancaires de gros vers Siège social et autres. L'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.
- Nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE

Non vérifié	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le			Aux dates indiquées ou pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Données relatives aux actions ordinaires					
Par action					
– bénéfice (perte) de base	1,02 \$	(0,24) \$	0,11 \$	1,08 \$	(7,05) \$
– bénéfice (perte) de base (comptabilité de caisse) ¹	1,04	(0,21)	0,13	1,14	(6,99)
– bénéfice (perte) dilué(e)	1,02	(0,24)	0,11	1,08	(7,05)
– bénéfice (perte) dilué(e) (comptabilité de caisse) ¹	1,04	(0,21)	0,13	1,14	(6,99)
– dividendes	0,87	0,87	0,87	2,61	2,61
– valeur comptable	27,87	27,95	28,40	27,87	28,40
Cours de l'action					
– haut	67,20	54,90	76,75	67,20	99,81
– bas	53,02	37,10	49,56	37,10	49,56
– clôture	66,31	53,57	61,98	66,31	61,98
Nombre d'actions en circulation (en milliers)					
– moyen de base	381 584	381 410	380 877	381 300	366 686
– moyen dilué	382 556	381 779	382 172	381 921	368 352
– à la fin de la période	382 657	381 478	380 732	382 657	380 732
Capitalisation boursière (en millions de dollars)	25 374 \$	20 436 \$	23 598 \$	25 374 \$	23 598 \$
Mesures de valeur					
Ratio cours/bénéfice (sur 12 mois)	31,0	43,7	négl.	31,0	négl.
Rendement des actions (selon le cours de clôture de l'action)	5,2 %	6,7 %	5,6 %	5,3 %	5,6 %
Ratio dividendes/bénéfice	85,0 %	négl.	négl.	négl.	négl.
Cours/valeur comptable	2,38	1,92	2,18	2,38	2,18
Résultats financiers (en millions de dollars)					
Total des revenus	2 857 \$	2 161 \$	1 905 \$	7 040 \$	1 510 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	547	394	203	1 225	551
Frais autres que d'intérêts	1 699	1 639	1 725	4 991	5 274
Bénéfice net (perte nette)	434	(51)	71	530	(2 496)
Mesures financières					
Coefficient d'efficacité	59,4 %	75,9 %	90,5 %	70,9 %	négl.
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse), base d'imposition équivalente (BIE) ¹	59,0 %	74,9 %	88,0 %	70,1 %	négl.
Rendement des capitaux propres	14,6 %	(3,5) %	1,6 %	5,1 %	(30,3) %
Marge d'intérêts nette	1,59 %	1,48 %	1,54 %	1,50 %	1,48 %
Marge d'intérêts nette sur l'actif productif d'intérêts moyen	1,95 %	1,85 %	1,82 %	1,85 %	1,74 %
Rendement de l'actif moyen	0,51 %	(0,06) %	0,08 %	0,20 %	(0,96) %
Rendement de l'actif productif d'intérêts moyen	0,62 %	(0,07) %	0,10 %	0,25 %	(1,14) %
Rendement total des actionnaires	25,69 %	17,03 %	(15,25) %	27,77 %	(36,79) %
Données du bilan et hors bilan (en millions de dollars)					
Encaisse, dépôts auprès d'autres banques et valeurs mobilières	90 872 \$	94 523 \$	89 468 \$	90 872 \$	89 468 \$
Prêts et acceptations	166 040	162 962	173 386	166 040	173 386
Total de l'actif	335 917	347 363	329 040	335 917	329 040
Dépôts	214 227	221 912	228 601	214 227	228 601
Capitaux propres des porteurs d'actions ordinaires	10 664	10 661	10 813	10 664	10 813
Actif moyen	340 661	353 819	343 396	354 585	345 618
Actif productif d'intérêts moyen	277 919	282 414	290 598	286 535	293 373
Capitaux propres moyens des porteurs d'actions ordinaires	10 601	10 644	10 664	10 736	11 384
Biens administrés	1 160 473	1 096 028	1 134 843	1 160 473	1 134 843
Mesures de qualité du bilan					
Actions ordinaires/actif pondéré en fonction du risque	9,2 %	8,9 %	9,1 %	9,2 %	9,1 %
Actif pondéré en fonction du risque (en milliards de dollars)	115,4 \$	119,6 \$	118,5 \$	115,4 \$	118,5 \$
Ratio des fonds propres de première catégorie	12,0 %	11,5 %	9,8 %	12,0 %	9,8 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	15,9 %	14,4 %	16,5 %	14,4 %
Autres renseignements					
Ratio détail/gros ²	69 % / 31 %	64 % / 36 %	67 % / 33 %	69 % / 31 %	67 % / 33 %
Équivalents temps plein	42 474	42 305	44 583	42 474	44 583

1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

2) Le ratio représente le capital attribué aux secteurs d'activité à la fin de la période.

Négl. Négligeable

VUE D'ENSEMBLE

Le bénéfice net pour le trimestre s'est établi à 434 M\$, en regard d'un bénéfice net de 71 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et d'une perte nette de 51 M\$ au trimestre précédent.

Nos résultats pour le trimestre considéré ont été touchés par les facteurs suivants :

- une incidence négative de 155 M\$ (106 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises par suite du resserrement des écarts de taux au cours du trimestre;
- un gain de 95 M\$ (65 M\$ après impôts) lié aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des pertes sur créances de 83 M\$ (56 M\$ après impôts) dans nos portefeuilles de prêts à effet de levier et nos autres portefeuilles de crédit structuré en voie de liquidation;
- une provision pour pertes sur créances de 42 M\$ (29 M\$ après impôts) inscrite à la provision générale;
- une hausse de 27 M\$ (18 M\$ après impôts) de la provision pour les questions judiciaires et autres frais d'exploitation;
- une diminution des rajustements de l'évaluation du crédit de 26 M\$ (18 M\$ après impôts) découlant de contreparties de dérivés, autres que les garants financiers, sur des produits de crédit non structurés;
- un revenu d'intérêts de 25 M\$ (17 M\$ après impôts) sur les nouvelles cotisations d'impôts;
- des baisses de valeur de 22 M\$ (14 M\$ après impôts) relativement à certaines positions disponibles à la vente dans des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation.

Comparaison avec le troisième trimestre de 2008

Les revenus ont progressé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au même trimestre il y a un an. Le trimestre considéré a également profité d'une croissance des volumes de la plupart des produits de Services bancaires personnels, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges sur les produits de détail. Le trimestre considéré a également été touché par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une diminution des revenus connexes tirés des commissions de gestion des avoirs et de la baisse des revenus de trésorerie. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait des pertes et des frais d'intérêts liés à des baux adossés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, à la hausse des pertes dans les prêts à effet de levier, les autres activités en voie de liquidation et le segment de financement immobilier aux États-Unis et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant de la détérioration du contexte économique.

Les frais autres que d'intérêts ont reculé par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions et à la publicité, en partie contrebalancée par la hausse de la rémunération liée au rendement et l'accroissement de la provision pour les questions judiciaires.

Les pertes liées aux activités de crédit structuré au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent ont donné lieu à une hausse de l'économie d'impôts au cours de ce trimestre.

Comparaison avec le deuxième trimestre de 2009

Les revenus ont progressé au trimestre considéré, principalement en raison de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au trimestre précédent. Le trimestre considéré a également profité des baisses de valeur de certaines positions disponibles à la vente et détenues à des fins de négociation dans des activités en voie de liquidation et des activités abandonnées, des baisses de valeur des portefeuilles de Banque d'affaires, de l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de l'élargissement des marges des produits de Services bancaires personnels et de la croissance des volumes des produits de détail. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des gains sur les valeurs disponibles à la vente. Le trimestre précédent a profité d'un gain de change sur les activités de rapatriement.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et du nombre de faillites, à la hausse des pertes dans les prêts à effet de levier, les autres activités en voie de liquidation et le segment de financement immobilier aux États-Unis et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant du contexte économique difficile.

Les frais autres que d'intérêts ont été plus élevés qu'au trimestre précédent, surtout en raison de l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de la hausse de la provision pour les questions judiciaires et des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions et

au matériel informatique et matériel de bureau, contrebalancées en partie par la baisse de la rémunération liée au rendement et des frais de publicité et d'occupation.

Le trimestre précédent comprenait une charge d'impôts relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement mentionnées précédemment et une radiation des actifs d'impôts futurs en raison des taux d'imposition futurs moins élevés prévus par la loi. Les pertes liées aux activités de crédit structuré ont également donné lieu à une hausse de l'économie d'impôts au cours du trimestre précédent.

Comparaison avec les neuf mois terminés le 31 juillet 2008

Les revenus pour la période considérée ont progressé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement parce que les pertes sur les activités de crédit structuré subies à la même période il y a un an étaient plus faibles et que les gains sur les valeurs disponibles à la vente étaient plus élevés. Le gain de change sur les activités de rapatriement, comparativement à une perte de change au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, et la perte de l'exercice précédent subie à la vente de certaines de nos activités aux États-Unis ont également contribué à la hausse. La période considérée a également profité d'une croissance des volumes de la plupart des produits de Services bancaires personnels, de la hausse du revenu d'intérêts tirés des produits de crédit aux entreprises et du segment de financement immobilier aux États-Unis. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes subies par les programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains réalisés durant la période correspondante de l'exercice précédent, la diminution des revenus connexes tirés des commissions de gestion des avoirs, le rétrécissement des marges sur les produits de prêts de détail, les baisses de valeurs plus importantes du portefeuille de Banque d'affaires et les hausses de valeur plus importantes relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation et la baisse des revenus de trésorerie.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté surtout en raison de l'accentuation des pertes dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel, attribuable à la hausse des comptes en souffrance et à l'augmentation du nombre de faillites, à la hausse des pertes dans les prêts à effet de levier, les autres activités en voie de liquidation et le segment de financement immobilier aux États-Unis et à la hausse des provisions, ces facteurs découlant de la détérioration du contexte économique.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 ont diminué par rapport à la période correspondante de 2008, surtout en raison de la diminution des charges relatives aux salaires, aux

avantages, aux commissions et au matériel informatique et matériel de bureau, aux honoraires et aux frais de publicité, contrebalancée en partie par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Une charge d'impôts a été constatée comparativement à une économie d'impôts pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la hausse des pertes sur les activités de crédit structuré subies au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Nos résultats pour les périodes précédentes ont été touchés par les éléments suivants :

Deuxième trimestre de 2009

- une perte de 475 M\$ (324 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence négative de 168 M\$ (115 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur de marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de change de 159 M\$ (3 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement;
- des baisses de valeur de 100 M\$ (65 M\$ après impôts) relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et d'autres activités en voie de liquidation;
- une provision pour pertes sur créances de 65 M\$ (44 M\$ après impôts) inscrite à la provision générale;
- des radiations d'actifs d'impôts futurs de 57 M\$;
- des pertes ou des baisses de valeur nettes de 49 M\$ (29 M\$ après impôts) du portefeuille inactif de Banque d'affaires.

Premier trimestre de 2009

- une perte de 708 M\$ (483 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- une incidence positive de 94 M\$ (64 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur les dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises;
- des baisses de valeur de 92 M\$ (51 M\$ après impôts) liées à l'évaluation à la valeur de marché, sur les couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'était pas admissible à la comptabilité de couverture;
- des pertes ou des baisses de valeur de 87 M\$ (52 M\$ après impôts) du portefeuille de Banque d'affaires;
- des pertes de change de 48 M\$ (gain de 4 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement.

Troisième trimestre de 2008

- une perte de 885 M\$ (596 M\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des indemnités de départ à payer plus élevées que la normale s'établissant à 16 M\$ (11 M\$ après impôts);

- une incidence positive de 30 M\$ (20 M\$ après impôts) de la variation des écarts de taux sur l'évaluation à la valeur au marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises;
- un gain de 28 M\$ (20 M\$ après impôts et participation minoritaire) provenant de la vente de nos actions de Visa Inc.;
- un revenu d'intérêts de 27 M\$ (18 M\$ après impôts) sur les nouvelles cotisations d'impôt;
- des pertes et des frais d'intérêts de 55 M\$ (33 M\$ après impôts) sur les baux adossés.

Deuxième trimestre de 2008

- une perte de 2,5 G\$ (1,7 G\$ après impôts) liée aux activités de crédit structuré en voie de liquidation;
- des baisses de valeur de 50 M\$ (34 M\$ après impôts) découlant de l'exposition au risque de crédit des contreparties aux instruments dérivés, autres que les garants financiers;
- des indemnités de départ à payer de 26 M\$ (18 M\$ après impôts);
- une perte de 22 M\$ (19 M\$ après impôts et participation minoritaire) sur le rajustement au titre du premier appel public à l'épargne (PAPE) de Visa Inc.;
- une perte de change de 65 M\$ (21 M\$ après impôts) sur les activités de rapatriement;
- un montant de 14 M\$ (9 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur les dérivés de crédit adossés à des prêts aux entreprises.

Premier trimestre de 2008

- un montant de 171 M\$ (115 M\$ après impôts) représentant l'incidence positive de la variation des écarts de taux sur notre portefeuille de dérivés de crédit adossés aux prêts aux entreprises (128 M\$, 86 M\$ après impôts) et aux couvertures du risque de crédit lié aux garants financiers (43 M\$, 29 M\$ après impôts);
- un montant de 56 M\$ au titre de l'incidence positive d'éléments fiscaux favorables;
- une perte de 2,8 G\$ (1,9 G\$ après impôts) liée aux positions de crédit structuré connexes;
- une perte combinée de 108 M\$ (64 M\$ après impôts) liée à la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer Holdings Inc. (Oppenheimer), aux changements apportés à l'équipe de direction et à notre retrait de certaines autres activités et à leur restructuration.

Événements importants

Problématique du marché mondial du crédit

Nos activités de crédit structuré, au sein des services bancaires de gros, ont entraîné un bénéfice avant impôts

de 95 M\$ pour le trimestre (perte avant impôts de 1 088 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009). Nous poursuivons la réduction de notre exposition au risque en mettant fin aux dérivés de crédit vendus et souscrits. Ces activités sont traitées plus en détail à la section Activités en voie de liquidation.

Billets de catégorie 1 novateurs

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A à 9,976 % d'un capital de 1,3 G\$ échéant le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B à 10,25 % d'un capital de 300 M\$ échéant le 30 juin 2108 (ensemble, les billets). Les billets sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie.

Baux adossés

Depuis le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté l'abrégié 46 modifié intitulé *Baux adossés* du Comité sur les problèmes nouveaux (CPN-46) de l'Institut Canadien des comptables Agréés (ICCA) qui exige qu'un changement de l'échéancier estimatif des flux de trésorerie liés aux impôts sur les bénéfiques entraîne l'établissement d'un nouvel échéancier de constatation du revenu découlant du bail adossé.

Les ententes finales relatives aux baux adossés ont été réglées avec l'Internal Revenue Service (IRS) au cours du deuxième trimestre. La CIBC a entamé le processus visant à confirmer les montants auprès des autorités fiscales américaines relativement aux années d'imposition concernées. Il est prévu que ce processus sera terminé, ou presque entièrement terminé, en 2009. La CIBC croit que ses provisions et imputations jusqu'à maintenant reflètent de façon précise les modalités de l'offre de règlement de l'IRS et les éclaircissements fournis subséquemment par l'IRS, mais il est possible que des imputations supplémentaires soient effectuées au cours du processus de conclusion des montants réels auprès des autorités fiscales américaines.

Perspectives pour 2009

La reprise sur les marchés des capitaux à l'échelle mondiale semble imminente, la nouvelle remontée du marché de l'habitation et des activités de vente au détail au Canada en raison des faibles taux d'intérêt, et la reprise possible de la demande d'exportation pourraient entraîner le retour à la croissance de l'économie canadienne au troisième trimestre de l'année civile, soit un trimestre plus tôt que prévu. Le rythme de la croissance pourrait tout de même être trop faible pour permettre de réduire le taux de chômage pour le reste de l'exercice, et les taux d'intérêt devraient rester bas alors que la Banque du Canada stimule la relance tant attendue.

Marchés de détail CIBC devrait profiter de la forte demande continue du crédit des ménages. Le nombre de faillites personnelles devrait continuer à être important en

raison du taux de chômage élevé, et le nombre de faillites de PME devrait, selon toute vraisemblance, augmenter en réaction tardive aux conditions de récession vécues plus tôt au cours de l'année.

Selon toute vraisemblance, la dotation à la provision pour créances douteuses de services bancaires de gros devrait augmenter en raison de la morosité continue du climat des affaires. Les activités des services bancaires d'investissement se déroulent dans l'incertitude, mais une reprise soutenue de nouvelles émissions d'actions et d'obligations de sociétés pourrait contribuer à l'accroissement des activités de financement de sociétés. La réduction des activités de prêts par les banques étrangères pourrait entraîner la hausse de la demande de prêts liés aux produits de crédit aux entreprises.

ACTIVITÉS EN VOIE DE LIQUIDATION

Étant donné la conjoncture de marché incertaine et afin de nous concentrer sur les activités essentielles de service bancaires de gros, nous avons réduit nos activités de crédit structuré et nos activités de financement à effet de levier autres que canadiennes et avons mis sur pied une équipe spécialisée dont le mandat consiste à gérer les positions résiduelles et à les réduire.

Renseignements généraux sur les structures d'accueil
 Les activités de crédit structuré sont généralement associées aux structures d'accueil. Les structures d'accueil sont des entités juridiques, prenant le plus souvent la forme d'une fiducie, conçues pour répondre à des besoins précis et limités. Les structures d'accueil sont utilisées pour procurer une certaine liquidité du marché aux clients et créer des produits de placement, en regroupant des blocs d'actifs homogènes ou une variété d'actifs distincts et en émettant une tranche unique de titres de créance à court terme, appelés papier commercial adossé à des créances (PCAC), ou des titres de créance multi-tranches à plus long terme, notamment des tranches super prioritaires, prioritaires, subordonnées, mezzanines ou de capitaux propres. Les structures d'accueil sont souvent désignées en fonction du type d'actifs qu'elles regroupent, comme les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation (TAC hypothécaires à l'habitation), lesquels englobent des prêts hypothécaires ou des titres adossés à des prêts avec flux groupés (TAP flux groupés) qui, à leur tour, regroupent des créances d'entreprises. En outre, les structures d'accueil peuvent regrouper des titres d'emprunt émis par d'autres structures d'accueil, notamment des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation; et sont alors appelées titres adossés à des créances avec flux groupés (TAC flux groupés). Au sein de structures plus complexes, les structures d'accueil qui sont composées de titres émis par d'autres structures de TAC flux groupés, qui émettent à leur tour une tranche supplémentaire de titres d'emprunt, sont appelées des TAC flux groupés de TAC flux groupés. Notre participation dans les structures d'accueil est présentée dans la section Arrangements hors bilan du rapport de gestion.

Activités de crédit structuré en voie de liquidation Vue d'ensemble et résultats

Les activités de crédit structuré de services bancaires de gros englobaient nos activités exercées à titre de contrepartiste et aux fins des activités de facilitation pour le compte de clients. Comme ces activités incluent des prêts sur créance hypothécaire et la structuration de structures d'accueil, il est possible que certaines des positions que nous détenons soient non couvertes. Nos autres activités comprenaient l'intermédiation, la corrélation et la

négociation, laquelle permet de dégager une marge sur les positions appariées.

Positions

Nos positions sont principalement réparties entre les catégories suivantes :

Non couvertes :

- titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;
- titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation;

Couvertes :

- par des garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation);
- par d'autres contreparties (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation).

Résultats avant impôts

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2009
Compte de négociation	83 \$	(514) \$	(1 189) \$
Détenues jusqu'à l'échéance	14	28	111
Disponibles à la vente	(2)	11	(10)
Total	95 \$	(475) \$	(1 088) \$

Les résultats du trimestre considéré ont été principalement touchés par les gains réalisés au cours de la restructuration des positions auprès d'un garant financier et la résiliation de dérivés de crédit. Ces gains ont été en partie contrebalancés par la détérioration de la qualité du crédit des garants financiers, ce qui a donné lieu à des rajustements plus importants liés à l'évaluation du crédit. Les pertes subies au cours des trimestres antérieurs découlaient principalement de la détérioration de la qualité du crédit des garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de certains actifs sous-jacents.

Reclassement de certaines positions

En raison de la détérioration sans précédent de la conjoncture à l'échelle mondiale et du manque d'activité sur le marché de négociation au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons changé d'intention sur certaines positions pour faire passer des valeurs détenues à des fins de négociation à des valeurs détenues jusqu'à leur échéance. Par conséquent, nous avons reclassé un montant nominal de référence de 5 973 M\$ (5 833 M\$ US) de TAP flux groupés et 455 M\$ (444 M\$ US) de TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation pour les faire passer du portefeuille de négociation au portefeuille de

valeurs autres que de négociation détenues jusqu'à l'échéance, depuis le 1^{er} août 2008. Au 31 juillet 2009, les durées de vie restantes moyennes pondérées estimatives des TAP flux groupés et des titres privilégiés de fiducies étaient de respectivement 4,6 et 15 ans. L'incidence de ces reclassements est résumée à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2008.

Si le reclassement n'avait pas été effectué, le bénéfice avant impôts aurait augmenté de 512 M\$ (383 M\$ US) et de 113 M\$ (66 M\$ US) respectivement pour le trimestre considéré et les neuf mois terminés le 31 juillet 2009.

Changements apportés aux positions

Voici un sommaire de nos positions dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation :

En millions de dollars US, au	31 juillet 2009	31 octobre 2008
Montant nominal de référence		
Placements et prêts	10 734 \$	10 304 \$
Dérivés de crédit vendus ¹	23 104	30 931
Total des positions, montant brut	33 838 \$	41 235 \$
Dérivés de crédit souscrits	32 423 \$	37 039 \$

1) Incluent le montant nominal de référence des dérivés de crédit vendus ainsi que les facilités de trésorerie et de crédit.

Opération conclue avec Cerberus

Au cours du quatrième trimestre de 2008, nous avons conclu une entente avec Cerberus Capital Management LP (Cerberus) afin d'obtenir une protection contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux TAC flux groupés liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation tout en conservant le potentiel d'appréciation lié à la reprise de valeur des titres sous-jacents. Au 31 juillet 2009, le solde du capital et la juste valeur du billet à recours limité émis au cours de l'opération conclue avec Cerberus s'établissaient respectivement à 570 M\$ (529 M\$ US) et à 243 M\$ (226 M\$ US). La juste valeur des positions dans des TAC flux groupés sous-jacents était de 379 M\$ (351 M\$ US) au 31 juillet 2009. Nous avons comptabilisé une perte de 6 M\$ (7 M\$ US) et un gain de 264 M\$ (214 M\$ US) sur le billet à recours limité respectivement au cours du trimestre considéré et de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Rachat de contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et restructuration auprès d'un garant financier

En juillet 2009, nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier (appelé contrepartie « V ») pour une contrepartie en espèces de 207 M\$ (192 M\$ US) et des titres évalués à 34 M\$ (32 M\$ US), pour un total de 241 M\$ (224 M\$ US). En outre, nos contrats liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation conclus avec cette contrepartie ont été transférés à une entité capitalisée nouvellement établie. Ce rachat et cette restructuration ont entraîné un gain avant

impôts de 163 M\$ (152 M\$ US) et une réduction notable du montant brut à recevoir et du rajustement de l'évaluation du crédit. Les risques liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents qui sont devenus non couverts par suite du rachat sont composés de dérivés de crédit vendus d'un montant nominal de référence de 1 923 M\$ (1 785 M\$ US) et d'une juste valeur de 1 690 M\$ (1 568 M\$ US) et de valeurs d'un montant nominal de référence de 779 M\$ (723 M\$ US) et d'une juste valeur de 78 M\$ (72 M\$ US).

En raison du rachat, nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire de certains TAC flux groupés structurés par des tiers et nous devons donc les consolider. La consolidation des TAC flux groupés a entraîné la constatation au bilan consolidé au 31 juillet 2009 de titres adossés à des créances hypothécaires et à des créances mobilières de 621 M\$, de dépôts désignés à la juste valeur de 428 M\$ et de dérivés de taux d'intérêt connexes ayant une évaluation à la valeur du marché négative de 193 M\$. Seuls nos investissements directs et nos expositions au moyen de dérivés de crédit vendus à ces TAC flux groupés sont inclus dans le tableau du total des positions à la page 12 et les notes s'y rattachant.

Autres changements dans les positions

Outre la résiliation de 5,3 G\$ (4,3 G\$ US) de dérivés de crédit vendus et l'amortissement normal de 274 M\$ (226 M\$ US) de nos dérivés de crédit souscrits au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons conclu un certain nombre d'opérations au cours du trimestre considéré afin de réduire davantage nos positions, comme il est précisé ci-dessous :

- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus d'un montant de 2,8 G\$ (2,6 G\$ US) dans le portefeuille de corrélation, ce qui a donné lieu à un gain avant impôts de 8 M\$ (8 M\$ US). Par suite de cette opération, des dérivés de crédit souscrits de 2,6 G\$ US qui couvraient ces positions sont devenus non appariés.
- Nous avons résilié des contrats de dérivés de crédit vendus de 494 M\$ (452 M\$ US) comprenant des positions dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, ce qui a donné lieu à un gain avant impôts de 49 M\$ (45 M\$ US). Par suite de cette opération, des dérivés de crédit souscrits de 452 M\$ US qui couvraient ces positions sont devenus non appariés.
- L'amortissement normal a réduit de 215 M\$ (200 M\$ US) le montant nominal de référence de nos dérivés de crédit souscrits auprès de garants financiers.

Total des positions

Le tableau qui suit présente le sommaire des positions détenues dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation de services bancaires de gros. Ce tableau n'inclut pas la protection de Cerberus contre le risque de perte à l'égard de notre exposition aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009

	Positions ¹					Couvertures				Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts
	Dérivés de crédit vendus et facilités de trésorerie et de crédit ²					Dérivés de crédit et couvertures indicelles souscrits				
	Placements et prêts ²									
	Garants financiers		Divers		Positions, montant net ⁶					
Montant nominal de référence	Juste valeur	Valeur comptable	Montant nominal de référence	Juste valeur ⁵	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{4,5}	Montant nominal de référence	Juste valeur ^{4,5}		
Couverts										
<u>Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation</u>										
Autres TAC flux groupés	527 \$	35 \$	35 \$	489 \$	449 \$	597 \$	527 \$	419 \$	412 \$	
	527	35	35	489	449	597	527	419	412	
<u>Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation</u>										
TAP flux groupés	210	186	186	7 834	760	7 790	765	255	30	
TAP flux groupés détenus jusqu'à l'échéance ⁷	5 726	4 869	5 155	-	-	5 521	566	228	27	
Titres d'emprunt d'entreprises	-	-	-	9 739	462	2 559	159	7 184	314	
Titres d'emprunt d'entreprises (non appariés)	-	-	-	-	-	4 400	95	-	-	
TACHC	-	-	-	2	2	2	2	-	-	
TACHC (non appariés)	-	-	-	-	-	775	642	-	-	
Divers	241	59	59	1 646	676	1 471	808	471	57	
Autres titres détenus jusqu'à l'échéance ⁸	707	263	442	-	-	709	455	-	-	
Autres dérivés de crédit souscrits non appariés	-	-	-	-	-	-	-	42	-	
Total couverts	7 411 \$	5 412 \$	5 877 \$	19 710 \$	2 349 \$	23 824 \$	4 019 \$	8 599 \$	840 \$	
Non couverts										
<u>Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation⁹</u>										
TAC flux groupés super prioritaires de TAC hypothécaires à l'habitation mezzanines	1 174 \$	73 \$	73 \$	2 331 \$	2 109 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	295 \$
TAC hypothécaires à l'habitation entreposés	281	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Divers	342	1	1	343	317	-	-	-	-	27
	1 797	75	75	2 674	2 426	-	-	-	-	323 \$
<u>Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation</u>										
TAP flux groupés	67	1	1	94	9	-	-	-	-	
TAP flux groupés détenus jusqu'à l'échéance	209	187	199	-	-	-	-	-	-	
Titres d'emprunt d'entreprises	189	125	125	-	-	-	-	-	-	
Billets liés à la Proposition de Montréal ^{3, 10}	410	199	199	278	s.o.	-	-	-	-	
Fonds multicédants de PCAC soutenus par des tiers ³	131	131	131	106	s.o.	-	-	-	-	
Titres entreposés, autres que des TAC hypothécaires à l'habitation	155	1	1	-	-	-	-	-	-	
Divers ³	192	183	183	242	39	-	-	-	-	
Autres titres détenus jusqu'à l'échéance	173	148	148	-	-	-	-	-	-	
Total non couverts	3 323 \$	1 050 \$	1 062 \$	3 394 \$	2 474 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	
Total	10 734 \$	6 462 \$	6 939 \$	23 104 \$	4 823 \$	23 824 \$	4 019 \$	8 599 \$	840 \$	
31 oct. 2008	10 304 \$	6 430 \$	6 952 \$	30 931 \$	5 924 \$	27 108 \$	5 711 \$	9 931 \$	1 195 \$	

- Nous avons exclu la totalité de nos placements, y compris ceux liés à nos activités de trésorerie, dont le montant nominal de référence est de 2 134 M\$ US et la juste valeur, de 2 125 M\$ US. Ces placements comprennent des titres d'emprunt émis par la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), dont le montant nominal de référence s'élevait à 1 107 M\$ US et la juste valeur, à 1 102 M\$ US; par la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), d'un montant nominal de référence de 259 M\$ US et d'une juste valeur de 254 M\$ US; par la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), d'un montant nominal de référence de 118 M\$ US et d'une juste valeur de 119 M\$ US; par la Federal Home Loan Banks, d'un montant nominal de référence de 550 M\$ US et d'une juste valeur de 550 M\$ US; et par la Federal Farm Credit Bank, d'un montant nominal de référence de 100 M\$ US et d'une juste valeur de 100 M\$ US.
- Exclut les billets sur actions et les billets sur le surplus obtenus en contrepartie du rachat de nos contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation avec un garant financier d'un montant nominal de référence de 261 M\$ et d'une juste valeur de 39 M\$ au 31 juillet 2009.
- Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des billets liés à la Proposition de Montréal (278 M\$ US), à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques (106 M\$ US) et à divers titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation non couverts (37 M\$ US).
- Compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit des dérivés de crédit souscrits de 2,3 G\$ US.
- Juste valeur brute des contrats, qui était généralement nulle, ou presque nulle, au moment où ils ont été conclus.
- Après les réductions de valeur.
- Les placements et les prêts comprennent des engagements de placement non capitalisés d'un montant nominal de référence de 275 M\$ US.
- Représentent des TAC flux groupés avec des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie.
- Au 31 juillet 2009, les titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation avaient une cote de qualité inférieure (en fonction de la valeur du marché).
- Incluaient une position estimative dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation de 110 M\$ au 31 juillet 2009.
- Sans objet.

Protection souscrite auprès de garants financiers (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation)

Une charge totale de 148 M\$ (125 M\$ US) au titre des rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des garants financiers a été constatée pour le trimestre considéré (1 441 M\$ (1 145 M\$ US) pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009). Au 31 juillet 2009, les rajustements de l'évaluation du crédit à l'égard des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers ont atteint 2,5 G\$ (2,3 G\$ US) (4,6 G\$ au 31 octobre 2008 (3,8 G\$ US)), et la juste valeur des contrats de dérivés de crédit avec des garants financiers, déduction faite des rajustements de valeur, a atteint 1,8 G\$ (1,7 G\$ US) (2,3 G\$ au 31 octobre 2008 (1,9 G\$ US)). D'autres pertes importantes pourraient être comptabilisées en fonction de la performance des actifs sous-jacents et de celle des garants financiers.

En outre, nos portefeuilles d'activités en voie de liquidation comportent également des prêts et des titres décomposés par tranche qui sont en partie directement garantis par les garants financiers ou par des obligations garanties par les garants financiers. Au 31 juillet 2009, ces positions étaient performantes et la garantie fournie par les garants financiers totalisait environ 82 M\$ (76 M\$ US).

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs de la protection souscrite auprès des garants financiers, par contrepartie. La juste valeur, déduction faite des rajustements de valeur, est incluse dans les instruments dérivés présentés dans les autres actifs du bilan consolidé.

Contrepartie	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation					Total
	Standard and Poor's	Moody's Investors Services	Fitch Ratings	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	Juste valeur ¹	Rajustement de l'évaluation du crédit	Montant nominal de référence	
I ⁵	BBB ²	B3 ²	- ⁴	70 \$	37 \$	(26) \$	1 558 \$	804 \$	(560) \$	1 628 \$	255 \$
II	CC ³	Caa2 ³	- ⁴	527	490	(342)	1 692	549	(384)	2 219	313
III ⁶	CC ²	Ba3 ³	- ⁴	-	-	-	1 464	211	(150)	1 464	61
IV	- ⁴	Caa3 ²	- ⁴	-	-	-	2 157	233	(196)	2 157	37
V ⁵	- ⁴	- ⁴	- ⁴	-	-	-	2 640	285	(77)	2 640	208
VI	A ²	Ba1	AA ²	-	-	-	5 200	204	(66)	5 200	138
VII	AAA ²	Aa2 ²	AA ²	-	-	-	4 866	669	(258)	4 866	411
VIII	AAA ²	Aa3 ²	AA+ ²	-	-	-	1 427	235	(107)	1 427	128
IX	BBB- ²	Ba1	- ⁴	-	-	-	2 223	302	(142)	2 223	160
Total, garants financiers				597 \$	527 \$	(368) \$	23 227 \$	3 492 \$	(1 940) \$	23 824 \$	1 711 \$
31 oct. 2008				3 786 \$	3 086 \$	(2 260) \$	23 322 \$	2 625 \$	(1 520) \$	27 108 \$	1 931 \$

- 1) Compte non tenu des rajustements de l'évaluation du crédit.
- 2) Fait l'objet d'une surveillance de crédit assortie d'une perspective négative.
- 3) Sous surveillance évolutive.
- 4) Cote retirée.
- 5) Les contreparties I et V ont fait l'objet d'une restructuration respectivement en février 2009 et en juillet 2009 qui a donné lieu à la cession d'une partie de leurs activités vers d'autres entités.
- 6) La contrepartie III a été restructurée en janvier 2009.

Les actifs sous-jacents de la protection souscrite auprès des garants financiers déjà mentionnés figurent dans le tableau ci-dessous :

Contrepartie	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation				
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence				
	TAC flux groupés	TAP flux groupés	Titres d'emprunt d'entreprises		TACHC	Divers	Total
I	70 \$	584 \$	- \$	777 \$ ¹	-	197 \$	1 558 \$
II	527	873	-	-	-	819	1 692
III	-	1 341	-	-	-	123	1 464
IV	-	1 885	-	-	-	272	2 157
V	-	2 640	-	-	-	-	2 640
VI	-	-	5 200 ¹	-	-	-	5 200
VII	-	4 616	-	-	-	250	4 866
VIII	-	1 297	-	-	-	130	1 427
IX	-	75	1 759	-	-	389	2 223
Total, garants financiers	597 \$	13 311 \$	6 959 \$	777 \$	2 180 \$	23 227 \$	
31 oct. 2008	3 786 \$	13 125 \$	6 959 \$	777 \$	2 461 \$	23 322 \$	

- 1) Comprend des protections non appariées souscrites de 4,4 G\$ US et 775 M\$ US respectivement pour les titres de créance d'entreprise et les TACHC.

Titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Les positions liées aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, d'un montant nominal de référence de 643 M\$ (597 M\$ US) couvert par les garants financiers, comprennent des TAC flux groupés super prioritaires dont les actifs sous-jacents sont composés à environ 35 % de TAC hypothécaires à l'habitation à risque élevé, à environ 43 % de TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, à environ 15 % de TAC flux groupés liés aux titres adossés à des créances mobilières (TACM) et à environ 7 % de titres autres que du marché des prêts hypothécaires à l'habitation. Environ 42 % des actifs sous-jacents à risque élevé et des actifs assortis d'une cote Alt-A ont été émis avant 2006, et 58 %, en 2006 et en 2007. Les positions à risque élevé sont celles qui ont obtenu un résultat inférieur à 660 de la Fair Isaac Corporation (FICO), et les actifs sous-jacents cotés Alt-A sont ceux dont le résultat de la FICO se situe entre 660 et 720.

Titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Le tableau suivant présente des données et une description supplémentaires des actifs sous-jacents à notre exposition aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sous-jacents à la protection souscrite auprès de garants financiers.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009	Montant nominal de référence	Juste valeur de la protection souscrite	Total des tranches ¹	Montant nominal de référence/Tranche		Juste valeur/Tranche		Durée moyenne pondérée (en années) ^{2,3}	Subordination/rattachement ⁴		Détachement ⁵	
				Haute	Faible	Haute	Faible		Moyenne	Fourchette	Moyenne	Fourchette
TAP flux groupés (y compris les titres détenus jusqu'à l'échéance)	13 311 \$	1 331 \$	82 \$	375 \$	22 \$	56 \$	2 \$	4,6	31 %	6-67 %	99 %	50-100 %
Titres d'emprunt d'entreprises	2 559	159	5	800	259	109	9	4,3	24 %	15-30 %	48 %	30-60 %
Titres d'emprunt d'entreprises (non appariés)	4 400	95	6	800	400	45	4	2,5	16 %	15-20 %	39 %	30-45 %
TACHC américains	2	2	-	1	1	1	1	5,4	44 %	43-46 %	100 %	100 %
TACHC américains (non appariés)	775	642	2	452	323	361	281	5,4	44 %	43-46 %	100 %	100 %
Divers												
Titres privilégiés de fiducie (y compris les titres détenus jusqu'à l'échéance)	803	522	12	128	24	88	16	15,0	49 %	45-57 %	100 %	100 %
Autres que des TAC hypothécaires à l'habitation américains	166	89	3	73	30	39	16	2,9	53 %	53 %	100 %	100 %
Divers	1 211	652	9	263	5	226	-	6,8	20 %	0-53 %	100 %	100 %
Total	23 227 \$	3 492 \$	119 \$	2 892 \$	1 064 \$	925 \$	329 \$					

- 1) Une tranche constitue une partie des titres offerts dans le cadre d'une même opération dont l'actif sous-jacent peut être un seul actif, un groupe d'actifs, un indice ou une autre tranche. La valeur de la tranche dépend de la valeur de l'actif sous-jacent, de la subordination et de la structure propre à la transaction, notamment les tests et les déclencheurs.
- 2) La durée moyenne pondérée des positions est influencée par les hypothèses formulées sur les garanties, sur les reports d'intérêts et les défaillances de paiement d'intérêts, et sur les paiements anticipés, et pour les TAC flux groupés de titres de fiducie, également par les possibilités de succès d'enchères futures. Ces hypothèses et la durée moyenne pondérée qui en découle, particulièrement dans le cas des TAC flux groupés de titres de fiducie, peuvent varier considérablement d'un trimestre à l'autre.
- 3) La durée moyenne pondérée de notre tranche sera généralement plus courte que celle des actifs sous-jacents donnés en garantie pour un ou plusieurs motifs de l'utilisation des flux de trésorerie découlant des remboursements et des recouvrements des défaillances pour rembourser notre tranche.
- 4) Les points de rattachement et de subordination correspondent au niveau de pertes qui peuvent être subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence sans que ces pertes influent sur les tranches présentées ci-dessus.
- 5) Les points de détachement correspondent aux pertes subies par les actifs donnés en garantie sous-jacents aux actifs de référence à partir desquelles toute perte additionnelle n'a plus d'incidence sur les tranches présentées ci-dessus.

TAP flux groupés

Les actifs sous-jacents des TAP flux groupés sont composés de 82 tranches. Environ 99 % du total du montant nominal de référence des tranches de TAP flux groupés ont une cote équivalente à AAA, et le reste est coté AA au 31 juillet 2009. Environ 2 % des actifs sous-jacents donnés en garantie avaient une cote d'au moins BBB-, et 57 % d'entre eux, une cote qui se situe entre B- et B+ au 31 juillet 2009. Les actifs donnés en garantie comprennent des actifs d'un large éventail de secteurs, et sont surtout concentrés dans le secteur des services (personnels et alimentaires) (29 %), le secteur de la diffusion, de l'édition et des télécommunications (17 %) et le secteur manufacturier (14 %). Seulement 3 % des actifs se trouvent dans le secteur de l'immobilier. L'exposition aux titres américains et aux titres européens représente respectivement 65 % et 32 % des actifs.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les actifs sous-jacents des titres d'emprunt d'entreprises comprennent 11 tranches de TAC flux groupés synthétiques super prioritaires qui se reportent à des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises américains (56 %) et européens (29 %) de divers secteurs, notamment le secteur manufacturier (28 %), le secteur des institutions financières (13 %), le secteur des télécommunications et de la câblodiffusion (11 %) et le secteur de la vente au détail et de la vente en gros (9 %). Une tranche d'environ 66 % du total du montant nominal de référence des titres d'emprunt d'entreprises sous-jacents de 6,9 G\$ US avait une cote équivalente à BBB- ou plus, et la tranche restante avait une cote équivalente à BB+ ou moins au 31 juillet 2009.

TACHC

Les deux tranches des portefeuilles de TACHC de référence synthétiques adossés à des blocs de prêts hypothécaires immobiliers commerciaux sont situées surtout aux États-Unis. Les cotes d'environ 27 % des actifs sous-jacents sont encore équivalentes à BBB- ou plus, et le reste continue de recevoir une cote équivalente à BB+ ou moins, au 31 juillet 2009.

Divers

Les titres divers comprennent les TAC flux groupés ayant des titres privilégiés de fiducies donnés en garantie, qui sont des instruments de fonds propres de deuxième catégorie novateurs émis par des banques régionales américaines et des assureurs américains, des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation non américains (notamment des prêts hypothécaires à l'habitation européens) et d'autres actifs, y compris les tranches de TAC flux groupés, les contrats de location de wagons et les créances afférentes liées au domaine du cinéma.

Protection souscrite auprès d'autres contreparties

Le tableau suivant présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs (avant le rajustement de valeur du crédit de 16 M\$ US (21 M\$ US au 31 octobre 2008)) des dérivés de crédit souscrits auprès de contreparties autres que les garants financiers, à l'exclusion des dérivés de crédit souscrits non appariés :

En millions de dollars US, au	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Total			
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence		Juste valeur	
					31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009
Institutions financières non bancaires	419 \$	412 \$	101 \$	8 \$	520 \$	561 \$	420 \$	441 \$
Banques	-	-	851	106	851	810	106	121
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	7 184	314	7 184	6 740	314	416
Divers	-	-	2	-	2	2	-	-
Total	419 \$	412 \$	8 138 \$	428 \$	8 557 \$	8 113 \$	840 \$	978 \$

La contrepartie autre qu'un garant financier couvrant nos positions dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation est une importante société américaine de services financiers et d'assurance multinationale diversifiée avec laquelle la CIBC a conclu des ententes de garantie standard. Parmi les autres contreparties qui couvrent le risque lié aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, environ 99 % ont une cote de crédit interne correspondant à une cote de première qualité.

Les actifs sous-jacents de la position couverte par des contreparties autres que les garants financiers figurent dans le tableau ci-dessous :

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009	Liés aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation		Liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation	
	Montant nominal de référence		Montant nominal de référence	
	TAC flux groupés ¹	TAP flux groupés ²	Titres d'emprunt d'entreprises	Divers ³
Institutions financières non bancaires	419 \$	- \$	- \$	101 \$
Banques	-	483	-	368
Fonds multisécuritaires canadiens	-	-	7 184	-
Divers	-	-	-	2
Total	419 \$	483 \$	7 184 \$	471 \$

- Le montant de 419 M\$ US représente les TAC flux groupés super prioritaires dont environ 71 % sont des TAC hypothécaires à l'habitation à risque, 3 %, des TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A, 13 %, des TAC flux groupés de TACM et 13 %, des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les TAC hypothécaires à l'habitation à risque et les TAC hypothécaires à l'habitation assortis d'une cote Alt-A ont tous été émis avant 2006.
- Tous les actifs sous-jacents sont de qualité inférieure. Les positions nord-américaines représentent 5 % des actifs et les positions européennes, 95 %. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services (40 %), le secteur manufacturier (18 %) et les secteurs de la diffusion et des communications (14 %), alors que seulement 3 % des actifs appartiennent au secteur de l'immobilier.
- Les actifs sous-jacents sont composés à environ 64 % d'actifs de première qualité ou sont assortis d'une cote équivalente, la majorité des positions étant aux États-Unis et en Europe. Les principales concentrations sectorielles se trouvent dans le secteur des services financiers et des banques, les secteurs de la fabrication, de la diffusion, de l'édition et des télécommunications et les secteurs minier, pétrolier et gazier, alors que moins de 3 % des actifs sont du secteur de l'immobilier.

Fonds multisécuritaires canadiens

Nous avons souscrit une protection de dérivés de crédit auprès de fonds multisécuritaires canadiens et généré des revenus en cédant cette protection à des tiers. Les portefeuilles de référence sont constitués d'indices diversifiés de créances d'entreprises et d'obligations de sociétés. Ces fonds multisécuritaires respectent leurs ententes quant aux garanties données et ont consenti des garanties d'un montant supérieur au risque de marché courant. Great North Trust, soutenue par la CIBC et l'autre contrepartie aux fonds multisécuritaires, soit MAV I, était partie à la Proposition de Montréal.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009	Actifs sous-jacents	Montant nominal de référence ¹	Évaluation à la valeur du marché (avant le rajustement de l'évaluation du crédit)	Montant nominal de référence des biens donnés en garantie ²
Fonds multicédants				
Great North Trust	Indice de crédit des entreprises, qualité supérieure ³	4 586 \$	247 \$	278 \$ ⁴
MAV I	160 entreprises de qualité supérieure ⁵	2 598	67	327
Total		7 184 \$	314 \$	605 \$
31 oct. 2008		8 453 \$	660 \$	944 \$

- 1) Ces positions ont une échéance allant de 4 à 8 ans.
- 2) Comprend les billets de première qualité émis par des fonds multicédants soutenus par des tiers, les billets à taux variables des sociétés, les acceptations bancaires et les engagements en matière de financement. La juste valeur des garanties au 31 juillet 2009 s'établissait à 561 M\$ US (921 M\$ US au 31 octobre 2008).
- 3) Portefeuille statique de 126 sociétés nord-américaines de référence, qui ont obtenu une cote de première qualité à la date de création de l'indice. Parmi ces sociétés, 80 % ont une cote d'au moins BBB-. Parmi ces entités, 98 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 1,6 % du portefeuille. Une tranche de 2,4 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point de rattachement se situe à 30 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.
- 4) La valeur des engagements financiers (avec indemnités) de certains investisseurs tiers dans Great North Trust s'établissait à néant au 31 juillet 2009 (219 M\$ US au 31 octobre 2008).
- 5) Ces opérations ont été transférées des fiducies Nemertes I et Nemertes II aux instruments MAV I et MAV II (avant d'être dénouées en mars 2009) à la restructuration conformément à la Proposition de Montréal. Le portefeuille sous-jacent est constitué d'un portefeuille statique de 160 sociétés de référence, dont 91,3 % étaient des sociétés de qualité supérieure à la date de l'opération. Parmi ces sociétés, 83,1 % ont actuellement une cote d'au moins BBB- (première qualité). Parmi ces entités, 54 % sont des entités américaines. Les garants financiers constituent environ 2,5 % du portefeuille. Une tranche de 1,88 % du portefeuille a connu des incidents de crédit. Le point de rattachement se situe à 20 % et il n'existe aucune exposition directe aux titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation ou au marché immobilier commercial américain.

Positions non couvertes dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Notre position résiduelle non couverte (à l'exclusion de la protection de Cerberus) dans des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, compte tenu des réductions de valeur, atteignait 348 M\$ (323 M\$ US) au 31 juillet 2009.

Positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation

Nos positions non couvertes dans des titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation sont principalement réparties entre les catégories suivantes : des TAP flux groupés, des titres d'emprunt d'entreprises, des billets liés à la Proposition de Montréal, des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par les banques, des titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation, et d'autres titres.

TAP flux groupés

Nos TAP flux groupés non couverts, y compris les titres détenus jusqu'à l'échéance, d'un montant nominal de référence de 399 M\$ (370 M\$ US), étaient principalement des tranches pour la plupart cotées AAA au 31 juillet 2009 et étaient adossés à des blocs diversifiés de prêts européens à effet de levier garantis prioritaires.

Titres d'emprunt d'entreprises

Les positions non couvertes dans des titres d'emprunt d'entreprises, dont le montant nominal de référence s'établit à 204 M\$ (189 M\$ US), sont constituées environ

à 20 % de titres européens, à 55 % de titres canadiens et à 25 % de titres d'autres pays.

Billets liés à la Proposition de Montréal

Le plan de restructuration approuvé par la Cour et le moratoire proposés par les signataires de la Proposition de Montréal ont été ratifiés le 21 janvier 2009. Par conséquent, nous avons reçu des billets prioritaires de catégorie A-1 d'un montant de 141 M\$, des billets prioritaires de catégorie A-2 d'un montant de 152 M\$ et divers billets subordonnés et billets reflet totalisant 178 M\$, en échange de notre PCAC de tiers non soutenus par des banques d'une valeur nominale de 471 M\$. À l'instar des instruments en titres de PCAC originaux, les nouveaux billets sont adossés à des titres à revenu fixe, à des créances titrisées traditionnelles, à des titres adossés à des créances avec flux groupés et à des swaps sur défaillance super prioritaires dans des entreprises de qualité supérieure. Les actifs sous-jacents exposés au marché américain des prêts hypothécaires à risque ont été isolés et sont liés particulièrement à des billets reflet d'un montant nominal de 110 M\$ au 31 juillet 2009. Au cours du trimestre considéré, des billets reflet d'un montant de 6 M\$ ont été payés à la valeur nominale. Au 31 juillet 2009, le montant nominal de référence restant sur tous les billets était de 442 M\$ (410 M\$ US).

Les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 portent intérêt à un taux variable inférieur à celui du marché. Les intérêts et le capital des billets subordonnés, sous forme de billets à coupon zéro, ne seront versés que lorsque les billets de catégorie A-1 et de catégorie A-2 auront été acquittés en totalité. Les billets reflet seront remboursés à même les flux de trésorerie des actifs sous-jacents. Tous les billets restructurés devraient venir à échéance en décembre 2016.

Sur la base de la valeur estimative combinée de ces effets, qui s'élève à 214 M\$ au 31 juillet 2009, nous avons constaté un gain de 39 M\$ pour le trimestre

considéré (perte de 5 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Par ailleurs, conformément au plan de restructuration, nous participons à une facilité de financement sur marge afin de satisfaire aux exigences en matière de garantie des fonds multicédants restructurés. Selon les modalités de la facilité de financement sur marge proposée, nous avons fourni une facilité de prêt intacte de 300 M\$ qui sera utilisée si les conditions modifiées relatives aux déclencheurs d'appel de garantie des dérivés de crédit connexes n'étaient pas respectées et que les nouvelles fiducies qui seront créées conformément au plan de restructuration ne disposaient pas de suffisamment d'actifs pour satisfaire aux demandes de garantie. Dans le cas où la facilité de prêt était entièrement utilisée et que d'autres garanties étaient exigées, en raison du non respect des conditions relatives à d'autres déclencheurs d'appel de garantie, nous ne serions pas tenus de financer d'autres garanties, bien que cela pourrait se traduire éventuellement par la perte de notre prêt de 300 M\$.

Fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques

Nous avons fourni des facilités de trésorerie et de crédit à des fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques. Au 31 juillet 2009, un montant de 255 M\$ (237 M\$ US) sur ces facilités était engagé. De ce montant, une tranche de 53 M\$ (51 M\$ US), encore inutilisée au 31 juillet 2009, a été fournie à un fonds multicédants, comprenant des actifs de prêts automobiles américains, soutenus par un fabricant automobile américain.

La tranche restante de 200 M\$ (186 M\$ US) se rapporte principalement à des fonds multicédants de TAC flux groupés américains, dont 141 M\$ (131 M\$ US) avaient été utilisés au 31 juillet 2009. Une tranche de 39 M\$ (36 M\$ US) des facilités inutilisées est assujettie aux ententes sur les facilités de trésorerie en vertu desquelles les fonds multicédants conservent leur droit de rendre leurs actifs à la CIBC à la valeur nominale. Les actifs sous-jacents de ces fonds multicédants de TAC flux groupés américains sont assortis d'échéances allant de trois à sept ans.

Titres entreposés autres que des TAC hypothécaires à l'habitation

Une tranche de 75 % des actifs entreposés non couverts autres que des TAC hypothécaires à l'habitation d'un montant nominal de référence de 167 M\$ (155 M\$ US) représente des placements dans des TAP flux groupés adossés à des blocs diversifiés de prêts américains à effet de levier garantis prioritaires. Une tranche d'environ 12 % de ces actifs représente des placements dans des TAC flux groupés adossés à des titres privilégiés de fiducies exposées au marché américain des fiducies de

placement immobilier. Une tranche de 8 % est exposée au marché immobilier commercial américain.

Divers

Nos autres positions non couvertes, dont le montant nominal de référence s'établit à 468 M\$ (434 M\$ US), consistent en des facilités de crédit de 213 M\$ (197 M\$ US) (dont 160 M\$ US utilisés et 37 M\$ US inutilisés) fournies à des structures d'accueil avec des droits cinématographiques à recevoir (27 %), des gains de loterie à recevoir (22 %) et des prêts hypothécaires américains assortis d'une clause d'extinction (51 %).

La tranche restante de 255 M\$ (237 M\$ US) représente surtout la protection vendue pour la plupart des portefeuilles de titres d'emprunt d'entreprises à rendement élevé assortis d'une cote AAA. Nous sommes tenus de payer pour les pertes seulement en cas de défaut de paiement relativement aux titres d'emprunts d'entreprises sous-jacents ou de la part du principal garant financier, qui a fait l'objet d'une restructuration en février 2009.

Les autres titres détenus jusqu'à l'échéance non couverts dont le montant nominal s'établit à 186 M\$ (173 M\$ US) ont trait à la garantie reçue par suite du dénouement des instruments MAV II et représente principalement le papier commercial de première qualité.

Activités de financement à effet de levier

Nous avons fourni du financement à effet de levier à des clients présentant un risque élevé afin de faciliter leurs activités d'acquisition, d'acquisition par emprunt et de restructuration. De façon générale, nous avons monté le crédit financier à effet de levier et syndiqué la majorité des prêts, activités pour lesquelles nous touchons des honoraires tout au long du processus.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons vendu nos activités américaines de financement à effet de levier, lors de la vente de certaines de nos activités américaines à Oppenheimer et n'entreprenons plus de nouvelles activités de financement à effet de levier en Europe.

De même que pour les activités de crédit structuré en voie de liquidation, le risque inhérent à nos activités de financement à effet de levier en Europe en voie d'être liquidées est surveillé par une équipe axée sur la gestion proactive de l'ensemble des comptes du portefeuille. Au 31 juillet 2009, nous avons utilisé des prêts à effet de levier de 907 M\$ (935 M\$ au 31 octobre 2008), dont 113 M\$ (néant au 31 octobre 2008) étaient considérés comme des prêts douteux, ainsi que des lettres de crédit et des engagements non capitalisés de 155 M\$ (210 M\$ au 31 octobre 2008).

Au cours du trimestre, nous avons constaté une dotation à la provision pour pertes sur créances de crédit de 65 M\$ pour les prêts douteux. En outre, des prêts non douteux et des engagements d'une valeur nominale de

466 M\$ ont été ajoutés à la liste de surveillance par suite de la détérioration de la situation de crédit générale.

Nos positions par secteurs dans des prêts à effet de levier européens (déduction faite des réductions de valeur et de la provision pour pertes sur créances) sont présentées ci-dessous :

En millions de dollars, au 31 juillet 2009	Montants utilisés	Montants non utilisés
Édition et impression	45 \$	- \$
Télécommunications	13	14
Secteur manufacturier	282	51
Services aux entreprises	19	16
Matériel informatique et logiciels	238	23
Transports	16	8
Négociation en gros	229	43
Total	842 \$	155 \$
31 oct. 2008	935 \$	210 \$

Portefeuille américain de swaps sur rendement total

Notre portefeuille américain de swaps sur rendement total est composé de swaps sur rendement total principalement liés à des prêts de qualité inférieure et à des parts de fonds de couverture. Les prêts sous-jacents restants consistent en cinq prêts à terme accordés aux grandes entreprises. Les actifs sous-jacents ont une cote de Baa2 ou inférieure. Les échéances moyennes du portefeuille sont de 340 jours. Le montant nominal de référence total des swaps sur rendement total est d'environ 136 M\$ (126 M\$ US). De ce total, un montant de 28 M\$ (26 M\$ US) est lié à des prêts et est adossé à des garanties au comptant de 17 M\$ (16 M\$ US). Les positions dans les fonds de couverture qui restent sont soumises à des tests de valeur de l'actif net qui établissent les exigences en matière de dépôt de garantie, ce qui permet de conserver un actif total disponible équivalent à 133 % du montant nominal de référence. Le tableau ci-après résume la valeur nominale de nos positions.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009	Montant nominal de référence
Prêts	26 \$
Fonds de couverture	100
Total	126 \$
31 oct. 2008	1 458 \$

Au cours du trimestre, nous avons continué à réduire le portefeuille en résiliant une partie des swaps sur rendement total et en cédant les actifs sous-jacents connexes. La perte nette du portefeuille de swaps sur rendement total a atteint 3 M\$ pour le trimestre (16 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

AUTRES ACTIVITÉS CHOISIES

Conformément aux recommandations du Financial Stability Forum, cette section donne des précisions sur d'autres activités choisies.

Activités de titrisation

Nos activités de titrisation offrent à nos clients un accès à du financement sur le marché des titres de créance. Nous soutenons plusieurs fonds multicédants au Canada qui acquièrent des blocs d'actifs financiers de nos clients, puis émettent du PCAC aux investisseurs pour financer ces acquisitions. Nous procurons généralement aux fonds multicédants des facilités de garantie de liquidité pour papier commercial et des services de distribution de titres, de comptabilité, de gestion des liquidités et d'autres services financiers.

Au 31 juillet 2009, nous détenions des titres de PCAC émis par les fonds multicédants non consolidés que nous soutenons qui offrent des titres de PCAC à des investisseurs externes totalisant 453 M\$ (729 M\$ au 31 octobre 2008), et les facilités de garantie de liquidité consenties à ces fonds multicédants s'élevaient à 4,6 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2008). Nous avons également procuré des facilités de crédit (inutilisées) de 40 M\$ (70 M\$ au 31 octobre 2008) et des acceptations bancaires de 70 M\$ (76 M\$ au 31 octobre 2008) à ces fonds multicédants au 31 juillet 2009.

Le tableau suivant présente les actifs sous-jacents donnés en garantie et l'échéance moyenne de chaque type d'actif détenu dans ces fonds multicédants.

En millions de dollars, au 31 juillet 2009	Montant ¹	Durée estimative moyenne pondérée (en années)
Catégorie d'actif		
Prêts hypothécaires à l'habitation canadiens	1 454 \$	1,8
Location de véhicules	907	0,9
Prêts aux franchises	719	0,7
Prêts automobiles	189	0,8
Cartes de crédit	975	3,6 ²
Locations de matériel et prêts pour le matériel	163	1,1
Divers	6	1,2
Total	4 413 \$	1,8
31 oct. 2008	8 440 \$	1,9

1) La facilité de garantie engagée au titre de ces actifs correspond aux montants présentés dans le tableau, à l'exclusion des prêts aux franchises pour lesquels la facilité atteignait 900 M\$.

2) Sur la base de la période de renouvellement et de la période d'amortissement considérées pour l'opération.

Les billets à court terme émis par les fonds multicédants sont adossés aux actifs susmentionnés. Ces actifs ont dégagé une performance conforme aux critères qu'ils sont tenus de remplir pour conserver la cote de crédit des billets émis par les fonds multicédants.

Une tranche de 151 M\$ des 1 454 M\$ liés aux prêts hypothécaires à l'habitation canadiens a trait au montant titrisé par la filiale de la division du financement d'un fabricant automobile américain.

Une tranche de 290 M\$ des 907 M\$ liés aux contrats de crédit-bail automobile a trait aux soldes découlant d'entreprises canadiennes spécialisées dans la location de flottes de véhicules, et le reste se rapporte à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

Des 189 M\$ liés aux prêts automobiles, une tranche d'environ 40 M\$ a trait aux soldes découlant de la division du financement de deux fabricants automobiles américains, et le reste, à des fabricants automobiles autres que nord-américains.

En outre, au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons acquis la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust, fonds multicédants soutenu par la CIBC. Au cours du deuxième trimestre, MACRO Trust a acquis des contrats de crédit-bail automobile à recevoir de l'un de nos fonds multicédants. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 111 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des concessionnaires, de 372 M\$ au titre des créances sur contrats de location de voitures et de 13 M\$ au titre des billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens au 31 juillet 2009. Les créances liées au financement de stocks des concessionnaires et les créances sur contrats de crédit-bail automobile sont issues de la division de financement d'un fabricant automobile américain et ont une durée de vie moyenne pondérée estimative de moins d'un an.

Nous avons également conclu une facilité consortiale pour un engagement de 364 jours de 475 M\$ avec un fonds monocédant soutenu par la CIBC qui fournit du financement à des franchisés d'un important détaillant canadien. La tranche de notre engagement s'élève à 95 M\$. Au 31 juillet 2009, nous avons financé 70 M\$ (76 M\$ au 31 octobre 2008) au moyen de l'émission d'acceptations bancaires.

Nous avons aussi titrisé nos prêts hypothécaires et nos créances sur cartes de crédit. D'autres renseignements sur les opérations consolidées liées à la titrisation et aux entités à détenteurs de droits variables effectuées au cours du trimestre figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Financement immobilier aux États-Unis

Dans notre segment de financement immobilier aux États-Unis, nous exploitons une plateforme de services complets qui assure le montage des prêts hypothécaires commerciaux à des clients du marché intermédiaire, et ce, en vertu de trois programmes. Le programme de prêts à la construction offre un taux de financement variable sur les propriétés en construction. Le programme de crédit-relais offre des taux de financement fixes et variables sur les propriétés qui sont entièrement louées ou dont une partie reste encore à louer ou à

renover. Ces programmes fournissent la matière pour le programme de prêts à taux fixe permanent du groupe et sont généralement assortis d'une échéance moyenne de 1 an à 3 ans.

Après la phase de construction et la phase de crédit-relais et une fois que les biens sont productifs, nous offrons aux emprunteurs du financement à taux fixe dans le cadre du programme permanent (généralement assorti d'une échéance de 10 ans). Le segment a aussi des capacités de négociation et de distribution de TACHC. Au 31 juillet 2009, nous détenions des TACHC d'une valeur marchande de moins de 1 M\$ US (2 M\$ US au 31 octobre 2008).

Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une dotation à la provision pour pertes sur créances de 42 M\$ (39 M\$ US).

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos positions dans ce segment au 31 juillet 2009.

En millions de dollars US, au 31 juillet 2009	Engagements non capitalisés	Prêts financés
Programme de prêt à la construction	74 \$	384 \$
Programme de crédit-relais	194	1 774
Prêts hypothécaires commerciaux à taux fixe	-	-
Total	268 \$	2 158 \$
31 oct. 2008	416 \$	2 018 \$

Risque lié au secteur de l'automobile en Amérique du Nord

Nous sommes exposés au risque lié au secteur de l'automobile en Amérique du Nord par nos activités de titrisation et au risque lié à nos activités en voie de liquidation relativement au fonds multicédants de PCAC de tiers non soutenus par des banques, comme il a été mentionné précédemment. Le tableau ci-dessous présente les prêts et les engagements de crédit inutilisés que nous détenons auprès de l'industrie automobile en Amérique du Nord au 31 juillet 2009. En outre, nous avons des créances évaluées à la valeur de marché d'environ 37 M\$ découlant d'opérations de dérivés avec ces contreparties.

En millions de dollars, au 31 juillet 2009	Prêts ²	Engagements de crédit inutilisés
Divisions du financement lié aux fabricants automobiles américains ¹	162 \$	1 \$
Fournisseurs et grossistes de pièces d'automobiles	95	305
Détaillants d'automobiles canadiens	443	549
Total	690 \$	855 \$
31 oct. 2008	819 \$	865 \$

- 1) Une tranche de 109 M\$ du risque lié à la division du financement est couverte sur le plan économique au moyen de dérivés de crédit dans nos programmes de couverture de prêts aux entreprises.
- 2) Comprennent les prêts douteux de 3 M\$, 1 M\$ déduction faite des provisions, au 31 juillet 2009 (prêts douteux de 9 M\$, 6 M\$ déduction faite des provisions, au 31 octobre 2008).

RÉTROSPECTIVE DU RENDEMENT FINANCIER

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêts	1 369 \$	1 273 \$	1 327 \$	3 975 \$	3 830 \$
Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 488	888	578	3 065	(2 320)
Total des revenus	2 857	2 161	1 905	7 040	1 510
Dotations à la provision pour pertes sur créances	547	394	203	1 225	551
Frais autres que d'intérêts	1 699	1 639	1 725	4 991	5 274
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	611	128	(23)	824	(4 315)
Charge (économie) d'impôts	172	174	(101)	279	(1 834)
Participations sans contrôle	5	5	7	15	15
(Perte nette) bénéfice net	434 \$	(51) \$	71 \$	530 \$	(2 496) \$

Revenu net d'intérêts

Le revenu net d'intérêts a progressé de 42 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la croissance des volumes de la plupart des produits de Services bancaires personnels et de la hausse des intérêts créditeurs tirés des produits de crédit aux entreprises, en partie atténuées par le rétrécissement des marges sur les produits de prêts au détail et la baisse des revenus de trésorerie. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait les frais d'intérêts sur les baux adossés.

Le revenu net d'intérêts a augmenté de 96 M\$, ou 8 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de l'élargissement des marges des produits de Services bancaires personnels et de la croissance des volumes sur les produits de prêts au détail. Le trimestre considéré comprenait aussi un revenu d'intérêts sur les nouvelles cotisations d'impôt.

Le revenu net d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 a augmenté de 145 M\$, ou 4 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des volumes de la plupart des produits de Services bancaires personnels, de la hausse du revenu d'intérêts des produits de crédit aux entreprises et du financement immobilier aux États-Unis. Ces majorations ont été en partie réduites par les revenus de la trésorerie moindres et le rétrécissement des marges sur les produits de détail.

Revenu autre que d'intérêts

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 910 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au même trimestre il y a un an. Le trimestre considéré a également profité de la hausse des gains réalisés sur les valeurs disponibles à la vente et de la diminution des rajustements de l'évaluation du crédit de contreparties autres que des garants financiers. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait un gain réalisé à la vente des actions de Visa Inc. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés

par l'incidence négative de l'évaluation à la valeur du marché du portefeuille de dérivés de crédit de nos programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à une incidence positive au trimestre correspondant de l'exercice précédent, une diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs et des baisses de valeur de certaines positions disponibles à la vente dans les activités en voie de liquidation.

Le revenu autre que d'intérêts s'est accru de 600 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la constatation de gains dans les activités de crédit structuré en voie de liquidation comparativement à des pertes subies au trimestre précédent. Le trimestre considéré a en outre profité des baisses de valeurs de certaines positions disponibles à la vente et détenues à des fins de négociation dans des activités en voie de liquidation et des activités abandonnées, des dépréciations moins prononcées du portefeuille de Banque d'affaires, de la diminution des rajustements de l'évaluation du crédit de contreparties autres que des garants financiers et de la hausse des revenus tirés des frais de gestion des avoirs. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par la diminution des gains sur les valeurs disponibles à la vente. Le trimestre précédent a profité d'un gain de change sur les activités de rapatriement.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, le revenu autre que d'intérêts a augmenté de 5 385 M\$ en comparaison avec la même période de 2008, essentiellement en raison de la baisse des pertes sur les activités de crédit structuré et de la hausse des gains sur les valeurs disponibles à la vente de 285 M\$. Le gain de change sur les activités de rapatriement, comparativement à une perte de change au cours de la période précédente, et la perte de l'exercice précédent subie à la vente de certaines de nos activités aux États-Unis ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par les pertes subies par les programmes de couverture des prêts aux entreprises, comparativement à des gains réalisés durant la période correspondante de l'exercice précédent, la diminution des revenus tirés des frais de gestion des avoirs, les dépréciations accrues du portefeuille de Banque d'affaires, les baisses de valeurs accrues sur certaines positions détenues à des fins de

négociation et disponibles à la vente des activités abandonnées et des activités en voie de liquidation et la hausse des pertes liées à l'évaluation à la valeur du marché relativement aux couvertures de taux d'intérêt pour le portefeuille de baux adossés qui n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 344 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de 153 M\$, ou 39 %, par rapport au trimestre précédent et de 674 M\$, ou 122 %, au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2009 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts à la consommation a augmenté de 137 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et de 32 M\$ par rapport au trimestre précédent, alors que la dotation à la provision pour les neuf mois jusqu'à maintenant est en hausse de 346 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle de l'accentuation des comptes en souffrance et de l'augmentation du nombre de faillites dans les portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel.

La dotation à la provision pour pertes sur créances dans le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements a augmenté de 166 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 144 M\$ par rapport au trimestre précédent, alors que la dotation à la provision pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 est en hausse de 188 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La progression découle surtout de la hausse des pertes dans les activités en voie de liquidation et le segment de financement immobilier américain.

En outre, la provision générale a connu une hausse de 42 M\$ au cours du trimestre considéré et de 144 M\$ au cours des neuf mois terminés le 31 juillet 2009 du fait principalement des prêts aux entreprises et des cartes de crédit, reflet de la détérioration du contexte économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont reculé de 26 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions et à la publicité, en partie contrebalancée par la hausse de la rémunération liée au rendement et l'accroissement de la provision pour les questions judiciaires.

Les frais autres que d'intérêts ont progressé de 60 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, surtout en raison de la hausse de la provision pour les questions judiciaires et des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions, au matériel informatique et

matériel de bureau, et aux honoraires, contrebalancée en partie par la diminution de la rémunération liée au rendement et des frais de publicité et d'occupation. Le trimestre précédent a profité du fait qu'il comptait trois jours de moins.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 ont diminué de 283 M\$, ou 5 %, par rapport à la période correspondante de 2008, surtout en raison de la diminution des charges relatives aux salaires, aux avantages, aux commissions et au matériel informatique et matériel de bureau, aux honoraires et aux frais de publicité, contrebalancée en partie par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 172 M\$ par rapport à une économie d'impôts de 101 M\$ au même trimestre de l'exercice précédent. Ce changement découle principalement de l'incidence fiscale de la hausse du bénéfice au cours du trimestre considéré.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 172 M\$ par rapport à une charge d'impôts de 174 M\$ au trimestre précédent. Malgré la baisse du bénéfice, les résultats du trimestre précédent comprenaient une charge d'impôts de 156 M\$ relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement et une charge d'impôts de 57 M\$ surtout liée à la radiation des actifs d'impôts futurs en raison des taux d'imposition moins élevés prévus par la loi.

La charge d'impôts sur les bénéfices pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 s'est fixée à 279 M\$, comparativement à une économie d'impôts sur les bénéfices de 1 834 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ce changement découle principalement de l'incidence fiscale de la hausse du bénéfice au cours du trimestre considéré.

À la fin du trimestre, notre actif d'impôts futurs atteignait 1 853 M\$, déduction faite d'une provision pour moins-value de 57 M\$ US (61 M\$). L'actif d'impôts futurs comprend des reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 242 M\$ qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 68 M\$ lié aux reports sur les exercices suivants de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 342 M\$ lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Le 5 août 2009, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis un avis de nouvelle cotisation préliminaire dans lequel

elle envisage d'interdire la déduction des paiements d'environ 3 G\$ se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron en 2005. Lorsque la nouvelle cotisation sera établie, nous avons l'intention d'entamer une action en justice pour défendre notre position fiscale. Nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et ainsi rembourser l'intérêt. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôts additionnelle d'environ 826 M\$, majorée des intérêts connexes, nous incomberait.

Dans son budget de 2009, le gouvernement de l'Ontario a proposé de réduire le taux d'imposition des sociétés de 14 % à 10 % d'ici 2013. Ces réductions n'étaient pas pratiquement en vigueur aux fins comptables en date du 31 juillet 2009. Si ces réductions étaient pratiquement en vigueur, nous devrions réduire la valeur de nos actifs d'impôts futurs d'un montant pouvant aller jusqu'à 45 M\$.

Change

Nos résultats libellés en dollars américains ont subi l'incidence des fluctuations des taux de change du dollar américain par rapport au dollar canadien. Le dollar canadien a reculé de 10 % en moyenne par rapport au dollar américain, en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une hausse de 12 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est apprécié de 11 % en moyenne par rapport au dollar américain en regard du trimestre précédent, ce qui a entraîné une diminution de 15 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Le dollar canadien s'est déprécié de 19 % en moyenne par rapport au dollar américain pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 en regard de la période correspondante de 2008, ce qui a donné lieu à une hausse de 48 M\$ de la valeur convertie des bénéfices libellés en dollars américains.

Revue de l'information financière trimestrielle

En millions de dollars, sauf les données par action Pour les trois mois terminés le	2009			2008			2007	
	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.	31 juill.	30 avril	31 janv.	31 oct.
Revenus								
Marchés de détail CIBC	2 339 \$	2 251 \$	2 413 \$	2 361 \$	2 371 \$	2 278 \$	2 409 \$	2 855 \$
Services bancaires de gros	531	(241)	(368)	(318)	(598)	(2 166)	(2 957)	5
Siège social et autres	(13)	151	(23)	161	132	14	27	86
Total des revenus	2 857	2 161	2 022	2 204	1 905	126	(521)	2 946
Dotation à la provision pour pertes sur créances	547	394	284	222	203	176	172	132
Frais autres que d'intérêts	1 699	1 639	1 653	1 927	1 725	1 788	1 761	1 874
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	611	128	85	55	(23)	(1 838)	(2 454)	940
Charge (économie) d'impôts	172	174	(67)	(384)	(101)	(731)	(1 002)	45
Participations sans contrôle	5	5	5	3	7	4	4	11
Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(51) \$	147 \$	436 \$	71 \$	(1 111) \$	(1 456) \$	884 \$
Bénéfice (perte) par action								
- de base	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,07 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,55 \$
- dilué(e) ¹	1,02 \$	(0,24) \$	0,29 \$	1,06 \$	0,11 \$	(3,00) \$	(4,39) \$	2,53 \$

1) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

Les facteurs saisonniers ont eu une incidence modérée sur nos résultats trimestriels. Le premier trimestre est généralement caractérisé par une hausse des achats par carte de crédit pendant la période des Fêtes. Le deuxième trimestre compte moins de jours comparativement aux autres trimestres, ce qui engendre une diminution du bénéfice. Pendant les mois d'été (juillet – troisième trimestre et août – quatrième trimestre), les niveaux d'activité sur les marchés financiers sont généralement à la baisse, ce qui a une incidence sur nos activités de courtage, de gestion de placements et de services bancaires de gros.

Les revenus ont été plus élevés au quatrième trimestre de 2007 en raison principalement du gain lié à la restructuration de Visa. Les revenus de services bancaires de gros ont été touchés négativement depuis 2007 par les baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des TAC flux groupés et des titres adossés à des créances hypothécaires à l'habitation, tout particulièrement pendant

l'exercice 2008 en raison des charges pour la protection de crédit souscrite auprès de garants financiers et des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché des titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008 comprenaient des pertes de change sur les activités de rapatriement, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2009 et des quatrième trimestres de 2008 et de 2007 comprenaient des gains de change sur les activités de rapatriement.

Les provisions liées au crédit de détail ont augmenté au début du second semestre de 2008, surtout en raison de la hausse des pertes des portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel. Cette situation découle de la croissance des volumes de même que de la détérioration de l'économie dans le secteur des biens de consommation. Les recouvrements et les reprises dans les services bancaires de gros ont reculé, comparativement aux niveaux élevés

atteints dans le passé. Les provisions liées aux services bancaires de gros ont augmenté au cours des derniers trimestres, reflet des récessions aux États-Unis et en Europe. Tous les trimestres de 2009 comprenaient une augmentation de la provision générale.

La rémunération liée au rendement a diminué depuis 2007. La reprise nette sur les provisions pour les questions judiciaires a également entraîné des frais inférieurs au quatrième trimestre de 2007. Les résultats du quatrième trimestre de 2008 comprennent les charges liées aux indemnités de départ.

Une économie d'impôts sur les bénéfices découlant de la perte subie au cours de la période a été réalisée au cours des trois premiers trimestres de 2008. Une réduction d'impôts de 486 M\$ découlant de la hausse des économies d'impôts attendues par suite du règlement de poursuites judiciaires liées à Enron a été constatée au quatrième trimestre de 2008. Des recouvrements d'impôts sur les bénéfices liés au règlement favorable de diverses vérifications fiscales et aux éventualités d'ordre fiscal

moindres ont été constatés dans les résultats des deuxième et quatrième trimestres de 2008 et du dernier trimestre de 2007. En règle générale, le revenu exonéré d'impôts a progressé tout au long de la période, jusqu'au troisième trimestre de 2008. Depuis, le revenu exonéré d'impôts accuse une baisse constante. Les dividendes exonérés d'impôts reçus au quatrième trimestre de 2007 ont été plus élevés. Les résultats du dernier trimestre de 2007 ont bénéficié d'un taux d'imposition moindre sur la reprise nette sur les provisions liées aux questions judiciaires et sur le gain lié à la restructuration de Visa. Les économies d'impôts sur les pertes de change découlant de nos activités de rapatriement ont été incluses dans les résultats du premier trimestre de 2009 et du deuxième trimestre de 2008. Le deuxième trimestre de 2009 et les quatrième trimestres de 2008 et de 2007 comprenaient des charges d'impôts relatives aux activités de rapatriement. Le deuxième trimestre de 2009 comprenait une radiation des actifs d'impôts futurs.

Mesures non conformes aux PCGR

Nous recourons à différentes mesures financières pour évaluer le rendement de nos secteurs d'activité. Certaines mesures sont calculées conformément aux PCGR, tandis que d'autres n'ont pas de signification normalisée en vertu des PCGR et ne peuvent donc pas être comparées à des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR peuvent être utiles aux investisseurs pour l'analyse du rendement financier. Pour plus de renseignements sur nos mesures non conformes aux PCGR, se reporter à la page 54 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Le tableau suivant présente un rapprochement entre les mesures non conformes aux PCGR et les mesures conformes aux PCGR se rapportant à la CIBC consolidée. Les rapprochements des mesures non conformes aux PCGR par secteurs d'activité sont présentés dans leur section respective.

Mesure des résultats

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu net d'intérêts	1 369 \$	1 273 \$	1 327 \$	3 975 \$	3 830 \$
Revenu autre que d'intérêts	1 488	888	578	3 065	(2 320)
Total des revenus présentés selon les états financiers	A 2 857	2 161	1 905	7 040	1 510
Rajustement selon la BIE	B 6	14	44	35	165
Total des revenus (BIE) ¹	C 2 863 \$	2 175 \$	1 949 \$	7 075 \$	1 675 \$
Frais autres que d'intérêts présentés selon les états financiers	D 1 699 \$	1 639 \$	1 725 \$	4 991 \$	5 274 \$
Moins : amortissement des autres actifs incorporels	10	12	11	33	31
Frais autres que d'intérêts – comptabilité de caisse ²	E 1 689 \$	1 627 \$	1 714 \$	4 958 \$	5 243 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle présenté(e) selon les états financiers	F 611 \$	128 \$	(23) \$	824 \$	(4 315) \$
Rajustement selon la BIE	B 6	14	44	35	165
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle (BIE) ¹	G 617 \$	142 \$	21 \$	859 \$	(4 150) \$
(Perte nette) bénéfice net applicable aux actions ordinaires	K 390 \$	(90) \$	41 \$	411 \$	(2 586) \$
Ajouter : effet après impôts de l'amortissement des autres actifs incorporels	7	9	8	25	24
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions ordinaires – comptabilité de caisse ¹	L 397 \$	(81) \$	49 \$	436 \$	(2 562) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires de base (en milliers)	M 381 584	381 410	380 877	381 300	366 686
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées (en milliers)	N 382 556	381 779	382 172	381 921	368 352
Coefficient d'efficacité – comptabilité de caisse (BIE) ¹	E/C 59,0 %	74,9 %	88,0 %	70,1 %	négl.
Bénéfice (perte) de base par action – comptabilité de caisse ¹	L/M 1,04 \$	(0,21) \$	0,13 \$	1,14 \$	(6,99) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action – comptabilité de caisse ^{1, 2}	L/N 1,04 \$	(0,21) \$	0,13 \$	1,14 \$	(6,99) \$

1) Mesures non conformes aux PCGR.

2) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

négl. Négligeable en raison de la perte nette

Répartition aux secteurs d'activité

Les activités de trésorerie ont une incidence sur les résultats financiers présentés par les secteurs d'activité stratégiques (Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros).

Chaque secteur d'activité stratégique se voit imputer ou créditer un coût de financement établi en fonction du marché respectivement pour les actifs et les passifs, ce qui a une incidence sur la performance des secteurs d'activité en termes de revenus. Lorsque le risque de taux d'intérêt et le risque d'illiquidité inhérents de nos actifs et passifs liés aux clients font l'objet d'une cession interne à la Trésorerie, il est géré conformément au cadre et aux limites du risque de la CIBC. La majorité des revenus découlant des activités de trésorerie sont par la suite affectés au segment « autres » de Marchés de détail CIBC et des services bancaires de gros.

La Trésorerie répartit également les capitaux aux secteurs d'activité stratégique de façon à évaluer constamment les coûts économiques et jumeler ces coûts aux avantages sous-jacents et aux risques associés aux activités des secteurs d'activité stratégique. Les bénéfices sur le capital non réparti et l'incidence des activités de titrisation continuent d'être constatés au segment Siège social et autres.

En outre, les frais autres que d'intérêts sont attribués aux secteurs auxquels ils se rapportent. Les frais indirects sont répartis entre les secteurs selon des critères appropriés.

Nous examinons continuellement nos méthodes de fixation des prix de cession interne et de répartition des revenus de la Trésorerie afin de nous assurer qu'elles tiennent compte des conditions changeantes du marché et des pratiques du secteur. Nous avons apporté certaines modifications à nos méthodes de répartition au cours du trimestre pour mieux refléter les coûts de financement des activités et des produits et le comportement observé des clients dans le contexte actuel. Ces modifications ont entraîné une hausse des revenus de Marchés de détail CIBC et une diminution correspondante des revenus des services bancaires de gros, y compris les activités de crédit structuré en voie de liquidation, et du segment Siège social et autres. Compte tenu de ces modifications, les répartitions totales des revenus de la Trésorerie à Marchés de détail CIBC au cours du trimestre considéré se rapprochaient de celles du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et les répartitions totales des revenus de la Trésorerie à services bancaires de gros, y compris les activités de crédit structuré en voie de liquidation, au cours du trimestre considéré étaient inférieures à celles du trimestre précédent et du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces modifications ont été appliquées de façon prospective et l'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

MARCHÉS DE DÉTAIL CIBC

Marchés de détail CIBC offrent une gamme complète de produits et services financiers à des particuliers et à des clients de services bancaires d'entreprise, ainsi que des services de gestion de placements à des clients de détail et à des clients institutionnels partout dans le monde.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenus					
Services bancaires personnels	1 518 \$	1 398 \$	1 478 \$	4 370 \$	4 295 \$
Services bancaires aux entreprises	343	312	340	985	1 020
Gestion des avoirs	318	297	393	938	1 169
FirstCaribbean	169	204	165	553	413
Divers	(9)	40	(5)	157	161
Total des revenus (a)	2 339	2 251	2 371	7 003	7 058
Dotation à la provision pour pertes sur créances	423	366	224	1 105	633
Frais autres que d'intérêts (b)	1 324	1 304	1 377	3 933	4 110
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	592	581	770	1 965	2 315
Charge d'impôts	171	161	198	552	574
Participations sans contrôle	5	5	7	15	13
Bénéfice net (c)	416 \$	415 \$	565 \$	1 398 \$	1 728 \$
Coefficient d'efficacité (b/a)	56,6 %	57,9 %	58,1 %	56,2 %	58,2 %
Amortissement des autres actifs incorporels (d)	8 \$	9 \$	8 \$	25 \$	23 \$
Coefficient d'efficacité (comptabilité de caisse) ² ((b-d)/a)	56,3 %	57,6 %	57,8 %	55,8 %	57,9 %
RCP ²	33,2 %	34,1 %	45,0 %	37,5 %	46,9 %
Montant au titre du capital économique ² (e)	(170) \$	(166) \$	(163) \$	(504) \$	(472) \$
Bénéfice économique ² (c+e)	246 \$	249 \$	402 \$	894 \$	1 256 \$
Équivalents temps plein	29 331	29 241	30 060	29 331	30 060

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre s'est établi à 416 M\$, en baisse de 149 M\$, ou 26 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces résultats continuent de refléter la conjoncture économique difficile qui a donné lieu à une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une diminution des revenus tirés de la gestion des avoirs. Les diminutions ont été en partie contrebalancées par une croissance des volumes dans la plupart des produits et par des activités de gestion des coûts.

Le bénéfice net a correspondu à celui du trimestre précédent, compte tenu que la hausse des revenus a été compensée par une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et la majoration des frais autres que d'intérêts.

Le bénéfice net pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 s'est fixé à 1 398 M\$, en baisse de 330 M\$, ou 19 % par rapport à la période correspondante de 2008. L'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances a été en partie contrebalancée par des dépenses moindres.

Revenus

Les revenus ont diminué de 32 M\$, ou 1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont bondi de 40 M\$ en raison de la croissance des volumes dans la plupart des produits, particulièrement les dépôts et les prêts garantis, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges. Les marges se sont rétrécies dans l'ensemble en raison d'une baisse des taux d'intérêt touchant les marges sur les dépôts et d'une diminution des honoraires liés à la pénalité de remboursement anticipé, en partie contrebalancées par l'élargissement des marges des produits de prêts aux particuliers. Le trimestre correspondant de l'exercice précédent faisait état du gain réalisé à la vente des actions de Visa Inc.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises se sont accrus de 3 M\$, puisque les fluctuations positives du taux client ont été contrebalancées par l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

Le repli de 75 M\$ des revenus de Gestion des avoirs est essentiellement attribuable à la diminution des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs engendré par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont augmenté de 4 M\$ en raison surtout de la faiblesse du dollar canadien et de la hausse des revenus de trésorerie répartis, en partie contrebalancées par le rétrécissement des marges dans la plupart des produits.

Les revenus se sont accrus de 88 M\$, ou 4 %, en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Services bancaires personnels ont bondi de 120 M\$, surtout en raison du fait que le trimestre comptait trois jours de plus, de l'élargissement des marges des produits de prêts et de la croissance des volumes dans la plupart des produits.

Les revenus des Services bancaires aux entreprises ont augmenté de 31 M\$, principalement à cause de meilleurs taux client, de l'incidence du fait que le trimestre comptait trois jours de plus et de la hausse de revenus de trésorerie répartis, en partie neutralisés par l'incidence de la baisse des taux d'intérêt.

L'essor de 21 M\$ des revenus de Gestion des avoirs est essentiellement imputable à l'augmentation des revenus tirés des honoraires découlant de la majoration de la valeur des actifs engendrée par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont décliné de 35 M\$ principalement en raison de la vigueur du dollar canadien, du rétrécissement des marges et des gains moins élevés liés au remboursement de créances subordonnées.

Les revenus du segment Divers ont chuté de 49 M\$ surtout en raison de la baisse des revenus de trésorerie répartis.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les revenus ont diminué de 55 M\$, ou 1 % en regard de la même période en 2008.

Les revenus de Services bancaires personnels ont augmenté de 75 M\$ principalement en raison de la croissance des volumes dans la plupart des produits, en partie contrebalancée par le rétrécissement des marges découlant de la diminution des frais liés aux pénalités de remboursement anticipé et de la baisse des taux d'intérêt.

Le recul de 35 M\$ des revenus de Services bancaires aux entreprises reflète surtout le rétrécissement des marges, en partie contrebalancé par la croissance des volumes.

Les revenus de Gestion des avoirs ont chuté de 231 M\$ essentiellement à cause de la baisse des revenus tirés des honoraires découlant du déclin de la valeur des actifs, entraîné par les conditions du marché.

Les revenus de FirstCaribbean ont bondi de 140 M\$ principalement en raison de la faiblesse du dollar canadien, des pertes moins élevées sur les valeurs et des gains liés au remboursement de créances subordonnées.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est relevée de 199 M\$, ou 89 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et fait état d'une augmentation nette de 63 M\$ de la provision pour pertes sur créances. L'augmentation est en grande partie

attribuable aux portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel découlant de la hausse des comptes en souffrance et d'un plus grand nombre de faillites liés au contexte économique général.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accrue de 57 M\$, ou 16 %, comparativement au trimestre précédent à cause surtout d'une hausse des faillites dans le portefeuille de cartes et de l'accentuation des pertes dans le portefeuille du Groupe Entreprises.

La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 a progressé de 472 M\$, ou 75 % en regard de la même période en 2008 et fait état d'une augmentation nette de 95 M\$ de la provision pour pertes sur créances. La progression est surtout attribuable aux portefeuilles de cartes de crédit et de crédit personnel découlant de la hausse des comptes en souffrance et d'un plus grand nombre de faillites liés la détérioration du contexte économique.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 53 M\$, ou 4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les diminutions s'expliquent surtout par la baisse de la rémunération liée au rendement et des activités de gestion des coûts, en partie contrebalancée par la faiblesse du dollar canadien ayant une incidence sur FirstCaribbean et par la hausse de la provision pour questions judiciaires.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 20 M\$, ou 2 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation s'explique surtout par la hausse de la rémunération liée au rendement et l'accroissement de la provision pour questions judiciaires, en partie contrebalancés par la baisse des frais de communication et la vigueur du dollar canadien ayant une incidence sur FirstCaribbean.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les frais autres que d'intérêts ont chuté de 177 M\$, ou 4 %, comparativement à la période correspondante de 2008. Cette chute s'explique surtout par la baisse de la rémunération liée au rendement et des activités de gestion des coûts, en partie contrebalancée par la faiblesse du dollar canadien ayant une incidence sur FirstCaribbean.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont régressé de 27 M\$, ou 14 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 22 M\$, ou 4 %, pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 par rapport à la même période en 2008, surtout en raison d'une diminution des bénéfices.

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 10 M\$, ou 6 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison d'une augmentation des bénéfices.

SERVICES BANCAIRES DE GROS

Les **services bancaires de gros** offrent un large éventail de produits des marchés financiers, de produits de crédit, des services bancaires d'investissement, des Services de banque d'affaires et des services de recherche aux gouvernements, aux clients institutionnels, aux grandes entreprises et aux particuliers au Canada et sur les principaux marchés dans le monde. Au cours du deuxième trimestre, le nom du secteur des services bancaires de gros de la Banque CIBC, soit Marchés mondiaux CIBC, est devenu services bancaires de gros CIBC.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenus (BIE) ²					
Marchés financiers	325 \$	318 \$	209 \$	950 \$	627 \$
Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement	221	200	110	577	400
Divers	(9)	(745)	(873)	(1 570)	(6 583)
Total des revenus (BIE) ²	537	(227)	(554)	(43)	(5 556)
Rajustement selon la BIE	6	14	44	35	165
Total des revenus	531	(241)	(598)	(78)	(5 721)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	129	18	11	136	19
Frais autres que d'intérêts	258	247	266	772	975
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	144	(506)	(875)	(986)	(6 715)
Charge (économie) d'impôts	58	(152)	(334)	(325)	(2 388)
Participations sans contrôle	-	-	-	-	2
Bénéfice net (perte nette) (a)	86 \$	(354) \$	(541) \$	(661) \$	(4 329) \$
RCP ²	13,0 %	(56,1) %	(102,2) %	(35,9) %	(263,9) %
Montant au titre du capital économique ² (b)	(83) \$	(92) \$	(71) \$	(269) \$	(216) \$
Gain (perte) économique ² (a+b)	3 \$	(446) \$	(612) \$	(930) \$	(4 545) \$
Équivalents temps plein	1 091	1 084	1 164	1 091	1 164

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

2) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Aperçu financier

Le bénéfice net du trimestre considéré s'est établi à 86 M\$, contre une perte nette de 541 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, compte tenu surtout du bénéfice réalisé par les activités de crédit structuré en voie de liquidation contre des pertes subies au cours du trimestre de l'exercice précédent. Les résultats du trimestre considéré comprenaient également une hausse des revenus dans les produits des marchés financiers et des Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement, en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre considéré.

Le bénéfice net a bondi de 440 M\$ comparé au trimestre précédent, principalement en raison du bénéfice réalisé au cours du trimestre considéré par les activités de crédit structuré en voie de liquidation contre des pertes subies au trimestre précédent. Les résultats du trimestre précédent comprenaient aussi des baisses de valeur dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires et une hausse de valeur relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans des activités abandonnées et d'autres activités en voie de

liquidation. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances au cours du trimestre considéré.

La perte nette pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 a chuté de 3 668 M\$ par rapport à la période correspondante de 2008, surtout en raison du ralentissement des activités de crédit structuré. La période considérée comprenait également une hausse des revenus dans les produits des marchés financiers et des Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement, en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises. La période correspondante de l'exercice précédent a été touchée par des pertes liées à la vente de certaines de nos activités américaines. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par des baisses de valeur plus élevées dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires, une augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des baisses de valeur plus élevées relativement à certaines positions détenues à des fins de négociation et disponibles à la vente dans les activités abandonnées et les autres activités en voie de liquidation.

Revenus

Les revenus ont progressé de 1 129 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les revenus des Marchés financiers se sont accrus de 116 M\$, principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des actions, des titres à revenu fixe et des activités de change, et des émissions d'actions.

L'accroissement de 111 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement résulte surtout de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis, des produits de crédit aux entreprises et de Banque d'investissement.

Les revenus du segment Divers ont augmenté de 864 M\$ surtout en raison de la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré. L'augmentation a été en partie contrebalancée par des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises.

Les revenus se sont raffermis de 772 M\$ en regard du trimestre précédent.

Les revenus de Marchés financiers ont augmenté de 7 M\$ en raison surtout de la hausse des revenus tirés des activités de change et des titres à revenu fixe, en partie contrebalancée par la baisse des revenus tirés de la négociation de titres de participation.

L'accroissement de 21 M\$ des revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement reflète surtout l'augmentation des revenus tirés des produits de crédit aux entreprises et du portefeuille de base de Banque d'affaires.

Les revenus du segment Divers ont bondi de 736 M\$ essentiellement à cause de la diminution des pertes subies sur les activités de crédit structuré, les autres activités en voie de liquidation et le portefeuille inactif de Banque d'affaires.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les revenus se sont accrus de 5 643 M\$ en regard de la même période en 2008.

Les revenus des Marchés financiers ont augmenté de 323 M\$ principalement en raison de l'augmentation des revenus tirés des actions, des titres à revenu fixe et des activités de change, ainsi que de la hausse des revenus tirés des émissions d'actions.

Les revenus de Services financiers aux entreprises et de Banque d'investissement se sont améliorés de 177 M\$ surtout à cause de l'augmentation des revenus tirés des activités de financement immobilier aux États-Unis et des produits de crédit aux entreprises, en partie contrebalancée par la diminution des honoraires de consultation.

Le bond de 5 013 M\$ des revenus du segment Divers traduit principalement la diminution des pertes sur les activités de crédit structuré, en partie contrebalancée par une augmentation des baisses de valeur liées à l'évaluation à la valeur du marché de couvertures de prêts aux entreprises et des baisses de valeur plus élevées dans les

activités en voie de liquidation et dans le portefeuille inactif de Banque d'affaires. La période correspondante de l'exercice précédent a été touchée par des pertes liées à la vente de certaines de nos activités américaines.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 118 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 111 M\$ par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 a également progressé de 117 M\$ en regard de la même période en 2008. La progression découle surtout de la hausse des pertes dans les prêts à effet de levier, les autres activités en voie de liquidation et le segment de financement immobilier aux États-Unis.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 8 M\$, ou 3 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison de la diminution des coûts de soutien aux infrastructures et des salaires, en partie contrebalancée par l'augmentation de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts ont connu une hausse de 11 M\$, ou 4 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'augmentation des salaires et des avantages sociaux et des honoraires, en partie neutralisée par la diminution de la rémunération liée au rendement.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 ont chuté de 203 M\$, ou 21 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement à cause de la baisse des frais liés à des questions judiciaires et des indemnités de départs et de l'incidence de la vente de certaines de nos activités américaines, en partie contrebalancées par la hausse de la rémunération liée au rendement.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'est établie à 58 M\$, contre un recouvrement respectivement de 334 M\$ et de 152 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et le trimestre précédent. Le recouvrement d'impôts sur les bénéfices pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 a reculé de 2 063 M\$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces variations sont surtout la conséquence de la baisse marquée des pertes sur les produits de crédit structuré.

Équivalents temps plein

Il y avait 73 équivalents temps plein de moins comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent principalement en raison des compressions des coûts.

SIÈGE SOCIAL ET AUTRES

Le groupe **Siège social et autres** comprend les cinq groupes fonctionnels, soit Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration ainsi que Gestion du risque, qui soutiennent les secteurs d'activité de la CIBC, en plus des coentreprises CIBC Mellon, et d'autres postes de l'état des résultats et du bilan, y compris la provision générale, non directement attribuables aux secteurs d'activité. La provision générale s'appliquant à FirstCaribbean est calculée localement et figure au poste Marchés de détail CIBC. L'incidence de la titrisation revient au groupe Siège social et autres. La portion restante des revenus et des frais est généralement répartie entre les secteurs d'activité.

Résultats¹

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenus	(13) \$	151 \$	132 \$	115 \$	173 \$
(Reprise sur) dotation à la provision pour pertes sur créances	(5)	10	(32)	(16)	(101)
Frais autres que d'intérêts	117	88	82	286	189
(Perte) bénéfice avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	(125)	53	82	(155)	85
(Économie) charge d'impôts	(57)	165	35	52	(20)
(Perte nette) bénéfice net	(68) \$	(112) \$	47 \$	(207) \$	105 \$
Équivalents temps plein	12 052	11 980	13 359	12 052	13 359

1) Pour de l'information sectorielle additionnelle, se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Aperçu financier

La perte nette du trimestre considéré s'est établie à 68 M\$ par rapport à un bénéfice net de 47 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation. Le recouvrement de pertes sur créances a été moindre au cours du trimestre considéré compte tenu de l'augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

Le recul de 44 M\$ de la perte nette par rapport au trimestre précédent représente essentiellement le revenu d'intérêts lié à de nouvelles cotisations d'impôts et la diminution de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances. Ces éléments ont été en majeure partie compensés par la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation et l'augmentation des coûts de soutien non répartis. Les résultats du trimestre précédent ont été touchés par le rajustement des actifs d'impôts futurs selon les taux d'imposition futurs moins élevés prévus par la loi.

La perte nette s'est fixée à 207 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 contre un bénéfice net de 105 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation, une augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances et du rajustement des actifs d'impôts futurs selon les taux d'imposition futurs prévus par la loi, lesquels sont moins élevés. Ces pertes ont été en partie contrebalancées par le gain net réalisé sur les activités de rapatriement.

Revenus

Le repli de 145 M\$ des revenus par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent est surtout imputable à la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation.

Les revenus ont diminué de 164 M\$ par rapport au trimestre précédent surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation, en partie neutralisée par le revenu d'intérêts lié à de nouvelles cotisations d'impôt. Les résultats du trimestre précédent comprenaient un gain de change de 159 M\$ réalisé sur les activités de rapatriement.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, les revenus ont baissé de 58 M\$ en regard de la même période en 2008, surtout en raison de la diminution des revenus de trésorerie non répartis, lesquels comprennent les activités de titrisation. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par un gain de change de 111 M\$ réalisé sur les activités de rapatriement contre une perte de 65 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La période de l'exercice précédent a été marquée par des pertes liées aux opérations de couverture portant sur les attributions de droits à la plus-value des actions (DPVA).

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Le recouvrement de pertes sur créances a diminué de 27 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par le recouvrement de pertes sur créances attribuable à la titrisation de créances.

Le recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 5 M\$ contre une provision de 10 M\$ par rapport au

trimestre précédent, en raison surtout de la diminution de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances.

Le recouvrement de pertes sur créances a diminué de 85 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation de la dotation à la provision générale pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par le recouvrement de pertes sur créances attribuable à la titrisation de créances.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 35 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 29 M\$ comparativement au trimestre précédent, essentiellement à cause de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis.

Les frais autres que d'intérêts pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009 se sont accrus de 97 M\$ comparativement à la même période en 2008, en raison surtout de la progression des coûts de soutien du siège social non répartis. La période correspondante de l'exercice précédent comprenait des recouvrements plus élevés liés aux DPVA.

Impôts sur les bénéfices

L'économie d'impôts sur les bénéfices a été de 57 M\$ contre une charge de 35 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des bénéfices au cours du trimestre considéré.

L'économie d'impôts a atteint 57 M\$ en regard d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 165 M\$ au trimestre précédent. Le trimestre précédent comprenait une charge d'impôts de 156 M\$ relativement aux gains de change réalisés sur les activités de rapatriement et une radiation de 36 M\$ des actifs d'impôts futurs en raison des taux d'imposition futurs moins élevés prévus par la loi.

Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009, la charge d'impôts s'est accrue de 72 M\$ par rapport à la même période en 2008, surtout en raison de la charge d'impôts de 103 M\$ découlant du gain réalisé sur les activités de rapatriement contre une économie d'impôts de 44 M\$ découlant des pertes liées au rapatriement au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La période considérée comprenait aussi la radiation des actifs d'impôts futurs.

Équivalents temps plein

Les équivalents temps plein comptaient 1 307 employés de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent, surtout en raison des compressions continues des coûts et de la réduction du soutien à l'infrastructure découlant de la vente de certaines de nos activités américaines.

SITUATION FINANCIÈRE

Revue du bilan consolidé

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Actif		
Encaisse et dépôts auprès d'autres banques	6 895 \$	8 959 \$
Valeurs mobilières	83 977	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	31 029	35 596
Prêts	157 111	171 475
Instruments dérivés	28 357	28 644
Autres actifs	28 548	30 085
Total de l'actif	335 917 \$	353 930 \$
Passif et capitaux propres		
Dépôts	214 227 \$	232 952 \$
Instruments dérivés	31 455	32 742
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres	47 190	44 947
Autres passifs	22 764	22 015
Titres secondaires	5 691	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	170	185
Capitaux propres	13 820	13 831
Total du passif et des capitaux propres	335 917 \$	353 930 \$

Actif

Le total de l'actif a diminué de 18 G\$, ou 5 %, pour la période de neuf mois par rapport au total du 31 octobre 2008.

L'encaisse et les dépôts auprès d'autres banques ont reculé de 2,1 G\$, ou 23 %, surtout en raison des activités normales de trésorerie.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 4,8 G\$, ou 6 %, et comprennent les valeurs disponibles à la vente, les valeurs du compte de négociation, les valeurs désignées à la juste valeur et les valeurs détenues jusqu'à l'échéance. Au cours de la période de neuf mois, les valeurs du compte de négociation venues à échéance ont été réinvesties dans des titres d'emprunt et des titres du gouvernement, lesquels sont classés à titre de valeurs disponibles à la vente. Les valeurs désignées à la juste valeur se sont accrues compte tenu de la poursuite des opérations de titrisation des prêts hypothécaires à l'habitation.

Les valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres ont diminué de 4,6 G\$, ou 13 %, en raison surtout des exigences de financement et des décisions d'entreprise visant à réduire certains risques sous-jacents.

Les prêts ont baissé de 14,4 G\$, ou 8 %, principalement en raison de la diminution des prêts aux entreprises et aux gouvernements et de la titrisation des prêts hypothécaires.

Les autres actifs ont reculé de 1,5 G\$, ou 5 %, surtout en raison des remboursements d'impôts reçus, neutralisés par l'augmentation des garanties sur dérivés à recevoir.

Passif

Le total du passif a diminué de 18 G\$, ou 5 %, pour la période de neuf mois par rapport au total du 31 octobre 2008.

La baisse des dépôts de 18,7 G\$, ou 8 %, s'explique en majeure partie par une réduction des dépôts d'entreprises et de gouvernements et des dépôts de banques découlant de nos exigences de financement et de la conjoncture des marchés, contrebalancée en partie par la croissance des dépôts de particuliers.

Les engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues à découvert ou en vertu de mises en pension de titres ont augmenté de 2,2 G\$, ou 5 %, principalement à cause des exigences de financement.

Capitaux propres

La variation des capitaux propres au cours de la période inclut les bénéfices de la période considérée et le produit de l'émission d'actions privilégiées au deuxième trimestre, contrebalancés par le versement de dividendes.

Sources de financement

Nous gérons notre capital de façon à maintenir des sources de capitaux solides et efficaces, à augmenter le plus possible le rendement en fonction du risque pour les actionnaires, et à satisfaire aux exigences réglementaires. Pour plus de précisions, se reporter aux pages 63 à 66 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Activités importantes de gestion du capital

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1, série A à 9,976 % d'un capital de 1,3 G\$ échéant le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1, série B à 10,25 % d'un capital de 300 M\$ échéant le 30 juin 2108 (ensemble, les billets). Les billets sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie.

Le tableau ci-après offre un sommaire des principales activités de gestion de capital :

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009
Émission d'actions ordinaires	71 \$	99 \$
Émission d'actions privilégiées	-	525
Remboursement de titres secondaires	(750)	(750)
Dividendes		
Actions privilégiées - classées à titre de capitaux propres	(44)	(119)
Actions privilégiées - classées à titre de passif	(7)	(23)
Actions ordinaires	(332)	(995)

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 6, 7 et 8 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF).

Les changements dans les éléments constitutifs de nos fonds propres réglementaires sont présentés dans le tableau ci-après :

	31 juillet 2009	31 oct. 2008
En millions de dollars, au		
Fonds propres de première catégorie	13 845 \$	12 365 \$
Fonds propres de deuxième catégorie	5 175	5 764
Total des fonds propres réglementaires	19 020	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	115 426	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	12,0 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	16,2x	17,9x

Le ratio des fonds propres de première catégorie a augmenté de 1,5 % et le ratio du total des fonds propres, de 1,1 % depuis la fin de l'exercice, principalement en raison des billets émis par CIBC Capital Trust et de l'émission d'actions privilégiées. Les ratios ont également

profité de la baisse des actifs pondérés en fonction du risque en raison de plusieurs facteurs, dont le raffermissement du dollar canadien, l'achat d'assurance pour prêts hypothécaires à l'habitation et l'atténuation du risque de marché, contrebalancés en partie par la hausse des actifs pondérés en fonction du risque par rapport à notre exposition aux garants financiers.

Les ratios ont subi l'incidence négative des charges liées aux activités de crédit structuré au cours de l'exercice.

Par ailleurs, le ratio des fonds propres de première catégorie a été durement touché par la fin des dispositions transitoires du BSIF visant les droits acquis au titre des investissements importants avant le 31 décembre 2006, lesquels ont été entièrement déduits des fonds propres de deuxième catégorie à la fin de l'exercice. Le rachat de nos créances subordonnées de 750 M\$ le 1^{er} juin 2009 a également contribué à la réduction du ratio total des fonds propres.

Arrangements hors bilan

Nous concluons plusieurs types d'arrangements hors bilan dans le cours normal de nos affaires. Ces arrangements hors bilan comprennent des titrisations, des dérivés, des ententes relatives au crédit et des garanties. Les précisions sur nos arrangements hors bilan figurent aux pages 67 à 69 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des créances sur cartes de crédit de 54 M\$ dans Cards II (la fiducie), structure d'accueil admissible, et avons acheté, pour un montant équivalent, des billets de soutien d'une nouvelle série émis par la fiducie. Les billets de la fiducie sont subordonnés aux billets existants et en cours de série 2005-1, 2005-2, 2005-3, 2005-4, 2006-1 et 2006-2 émis par la fiducie. Nous avons également titrisé 114 M\$ de prêts hypothécaires à l'habitation au cours du trimestre. De plus amples précisions sur nos activités de titrisation de créances figurent à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires.

Les risques associés aux entités non consolidées prenant part à la titrisation de créances de tiers (entités soutenues ou structurées par la CIBC et structurées par des tiers) sont résumés dans le tableau suivant. Les placements, généralement des valeurs mobilières, sont présentés à la juste valeur. Les prêts, dont aucun n'est douteux, sont comptabilisés à la valeur nominale. Les facilités de liquidité et de crédit inutilisées ainsi que les dérivés de crédit vendus sont présentés selon les montants nominaux de référence.

	31 juillet 2009			31 oct. 2008		
	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²	Placements et prêts ¹	Facilités de liquidité et de crédit inutilisées ³	Dérivés de crédit vendus (montant nominal de référence) ²
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	525 \$	4 179 \$ ³	- \$	805 \$	7 984 \$ ³	- \$
Entités émettrices de TAC flux groupés structurés par la CIBC	745 ⁴	63	638	772 ⁴	69	766
Entités structurées par des tiers	6 837 ⁴	815	11 377	8 167 ⁴	1 091	17 174

- 1) Compte non tenu des valeurs émises par les entités créées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae), la Federal Home Loan Banks, la Federal Farm Credit Banks et la Student Loan Marketing Association (Sallie Mae). Un montant de 5,8 G\$ (6,7 G\$ au 31 octobre 2008) du risque lié aux entités émettrices de TAC flux groupés structurés par la CIBC et aux entités structurées par des tiers a été couvert par des dérivés de crédit.
- 2) Comprennent les options vendues à titre de dérivés de crédit et les swaps sur rendement total en vertu desquels nous assumons le risque. La juste valeur négative comptabilisée dans le bilan consolidé a été de 4,7 G\$ (5,6 G\$ au 31 octobre 2008). Un montant nominal totalisant 10,7 G\$ (16,0 G\$ au 31 octobre 2008) a été couvert par une protection de dérivés de crédit obtenue de tiers. La juste valeur de ces couvertures, déduction faite du rajustement lié à l'évaluation du crédit, s'est établie à 0,7 G\$ (1,2 G\$ au 31 octobre 2008). Le cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus non couverts s'est fixé à 2,7 G\$ (1,3 G\$ au 31 octobre 2008).
- 3) Déduction faite d'un investissement et de prêts de 525 M\$ (805 M\$ au 31 octobre 2008) dans les fonds multicédants soutenus par la CIBC.
- 4) Comprend un montant de la juste valeur de 5,7 G\$ (6,1 G\$ au 31 octobre 2008) lié aux titres détenus jusqu'à leur échéance. La valeur comptable de ces titres s'élève à 6,2 G\$ (6,8 G\$ au 31 octobre 2008).

Tel qu'il est décrit dans la section Activités en voie de liquidation, nous avons consolidé certains TAC flux groupés structurés par des tiers après avoir déterminé que nous étions le principal bénéficiaire par suite du rachat de notre protection auprès d'un garant financier au cours du trimestre considéré. Le tableau précédent exclut nos investissements (juste valeur de 77 M\$ au 31 juillet 2009) dans ces TAC flux groupés, ainsi que des dérivés de crédit (montant nominal de référence de 1,9 G\$ et juste valeur négative de 1,7 G\$ au 31 juillet 2009) vendus sur ces billets.

Au cours du deuxième trimestre, MACRO Trust, un fonds multicédants soutenu par la CIBC, a acquis des créances sur contrats de location de voitures de l'un de nos fonds multicédants. Au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons fait l'acquisition de la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 111 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des concessionnaires, de 372 M\$ au titre des créances sur contrats de location de voitures et de 13 M\$ au titre des billets à moyen terme soutenus par des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens au 31 juillet 2009. Les créances liées au financement de stocks des concessionnaires et les créances sur contrat de location de voitures de concessionnaires sont issues de la division de financement d'un fabricant automobile américain et ont une durée de vie moyenne pondérée estimative de moins d'un an. Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC de 1,6 G\$.

Pour plus de précisions, se reporter aux notes 5 et 8 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires.

GESTION DU RISQUE

Notre approche à l'égard de la gestion du risque est sensiblement la même que celle décrite aux pages 70 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Vue d'ensemble

Nous gérons le risque et les ressources connexes au bilan en fonction de niveaux de tolérance établis par nos comités de gestion et approuvés par le conseil d'administration et ses comités. Les principales politiques de gestion du risque sont approuvées ou renouvelées chaque année par les comités du conseil et les comités de gestion applicables. Des renseignements additionnels sur la gestion du risque par les comités du conseil et les comités de gestion sont donnés à la section Gouvernance de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Plusieurs divisions au sein du groupe Gestion du risque, indépendamment de leurs activités d'origine, contribuent à la gestion du risque. Par suite de la restructuration de la gestion du risque au cours du premier trimestre, ce groupe est maintenant constitué des quatre divisions suivantes :

- La division **Gestion des risques liés aux marchés financiers** qui offre une surveillance indépendante des politiques, procédures et normes liées à la mesure, à la surveillance et au contrôle du risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), du risque de crédit dans nos activités de négociation et du risque opérationnel de négociation dans tous les portefeuilles de la CIBC.
- La division **Gestion des risques liés aux marchés de détail** qui surveille la gestion du risque de crédit et de fraude dans les portefeuilles de cartes de crédit, de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts de détail, notamment l'optimisation de la rentabilité des prêts.
- La division **Crédit sur stock et Gestion du risque de placement** qui est responsable de la gestion du risque de crédit des portefeuilles de la CIBC pondérés en fonction du risque au moyen de la gestion générale de l'approbation du risque de crédit relatif aux PME, aux grandes entreprises et au crédit sur stock, ainsi que la gestion des portefeuilles de créances spéciales et des portefeuilles de placement.
- La division **Services liés au risque** qui est responsable d'une gamme d'activités, dont l'analyse stratégique des risques; la gestion du portefeuille de crédit; les fonds propres réglementaires; le capital économique; l'analyse du risque de crédit; la méthode de notation du risque; la gestion du risque opérationnel et des risques d'entreprise; l'approbation et la validation des modèles et des paramètres.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle essentiellement de nos activités directes de prêt et de nos activités de négociation, d'investissement et de couverture. Le risque de crédit est le risque de perte financière résultant du manquement d'un emprunteur ou d'une contrepartie à ses obligations conformément aux dispositions contractuelles.

Processus et contrôle

Le contrôle du processus d'approbation du crédit est centralisé, toutes les demandes de crédit importantes étant envoyées à une unité de gestion du risque de crédit qui n'a aucun lien avec les activités de montage de prêts. Les pouvoirs d'approbation dépendent du niveau de risque et du montant demandé. Dans certains cas, les demandes de crédit doivent être soumises au Comité de gestion du risque (CGR) pour approbation.

Après l'approbation initiale, chaque risque de crédit continue d'être surveillé et, au moins chaque année, une évaluation complète du risque, y compris la révision des notes, est consignée en dossier. Les comptes très risqués sont surveillés de près et sont revus au moins chaque trimestre. De plus, des groupes de recouvrement et des groupes spécialisés de restructuration gèrent au quotidien les prêts très risqués pour maximiser les recouvrements.

Limites de risque de crédit

Des limites de crédit sont établies pour les prêts aux entreprises et aux gouvernements afin de diversifier le portefeuille et de gérer la concentration du risque. Il s'agit par exemple de limites fixées pour des emprunteurs, des groupes d'emprunteurs liés, des secteurs, des pays ou des régions géographiques, et des produits ou des portefeuilles. La vente directe de prêts, les opérations de couverture de dérivés de crédit ou d'opérations structurées servent à réduire les concentrations de risque.

Atténuation du risque de crédit

Nos politiques en matière de gestion du risque de crédit comprennent des exigences liées à l'évaluation et à la gestion des garanties, notamment des exigences sur le plan de la vérification et de la certitude juridique. Les évaluations sont mises à jour périodiquement selon la nature des garanties. Les principaux types de garanties sont les suivants : des liquidités ou des valeurs s'il s'agit de prêts de valeurs et d'opérations de prise en pension de titres; des droits grevant les stocks, les débiteurs et les immeubles pour les prêts accordés aux emprunteurs commerciaux; des prêts hypothécaires sur des biens immeubles résidentiels dans le cas de prêts de détail et des actifs d'exploitation pour ce qui est des emprunts de grandes entreprises et de PME.

Nous obtenons des cautionnements et des assurances de tiers afin de réduire le risque associé à nos portefeuilles de prêts. La plus importante de ces garanties est liée à la tranche de notre portefeuille de prêts hypothécaires à l'habitation garantie par la SCHL, société détenue par le gouvernement du Canada, ou par d'autres contreparties de qualité supérieure.

Nous utilisons les dérivés de crédit pour atténuer les concentrations de prêts dans des secteurs d'activité et le risque lié aux prêts relatifs à un débiteur particulier, ou aux fins de techniques de diversification du portefeuille.

Nous limitons le risque de crédit des dérivés négociés hors Bourse par l'utilisation d'accords généraux de compensation de dérivés multiproduits et de garanties.

Exposition au risque de crédit

Notre exposition brute au risque de crédit évaluée à titre d'exposition en cas de défaillance (ECD) pour les instruments financiers au bilan et hors bilan était de 457,7 G\$ au 31 juillet 2009 (458,7 G\$ au 31 octobre 2008). Notre exposition globale est demeurée relativement inchangée, mais une importante augmentation des montants utilisés dans la catégorie des entités souveraines a été contrebalancée par des diminutions dans la plupart des autres catégories. L'augmentation des montants utilisés depuis octobre 2008 dans la catégorie des entités souveraines est grandement attribuable aux titres des gouvernements du Canada et des États-Unis ainsi que de leurs organismes respectifs.

Exposition brute en cas de défaillance, compte non tenu de l'atténuation du risque de crédit

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée¹		
Montants utilisés	105 176 \$	83 686 \$
Engagements non utilisés	21 926	21 309
Transactions assimilées à des mises en pension	80 611	82 975
Divers – hors bilan	33 384	41 163
Produits dérivés de gré à gré	16 536	18 763
	257 633 \$	247 896 \$
Portefeuille de détail – approche NI avancée¹		
Montants utilisés	123 609 \$	128 648 \$
Engagements non utilisés	45 730	44 003
Divers – hors bilan	328	105
	169 667 \$	172 756 \$
Portefeuilles standardisés	12 770 \$	14 714 \$
Expositions liées à la titrisation	17 601	23 356
	457 671 \$	458 722 \$

1) Approche fondée sur les notations internes avancée (NI avancée).

Au 31 juillet 2009, le portefeuille de prêts aux entreprises et aux gouvernements – approche NI avancée comportait un montant de 2,6 G\$ (1,7 G\$ au 31 octobre 2008) comptabilisé au titre de l'exposition en cas de défaillance incluse dans la fourchette devant être inscrite sur la liste de surveillance.

L'augmentation des expositions à inscrire sur la liste de surveillance au cours du trimestre s'explique principalement par la dévaluation de certains clients de notre portefeuille d'activités à effet de levier européen en voie de liquidation. La majeure partie des expositions à inscrire sur la liste de surveillance découle du secteur des services financiers, notamment les expositions ayant trait aux garants financiers, lesquelles sont expliquées plus en détails à la section Activités en voie de liquidation.

Risque de crédit de contrepartie

Nous nous exposons à un risque de crédit de contrepartie qui découle de nos activités de gestion de portefeuilles et de couverture et négociation de risques de crédit sur marchandises, sur actions, sur devises et sur taux d'intérêt au moyen de dérivés, comme il est précisé à la note 14 des états financiers consolidés de 2008.

Nous établissons un rajustement de valeur du crédit pour les pertes sur créances futures prévues pour chacune des contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés. Au 31 juillet 2009, le rajustement de valeur du crédit pour toutes les contreparties avec lesquelles nous avons conclu des contrats de dérivés s'élevait à 2,6 G\$ (4,7 G\$ au 31 octobre 2008).

Notation des créances évaluées à la valeur du marché liées à des dérivés¹

En milliards de dollars, au	31 juillet 2009		31 oct. 2008	
<i>Équivalent de Standard & Poor's</i>				
AAA à BBB-	7,0 \$	74,5 %	8,3 \$	80,9 %
BB+ à B-	1,2	13,1	1,2	11,5
CCC+ à CCC-	1,0	10,9	0,7	6,6
Inférieure à CCC-	0,1	1,5	-	0,2
Sans cote	-	-	0,1	0,8
Total	9,3 \$	100,0 %	10,3 \$	100,0 %

1) Évaluation à la valeur du marché des contrats de dérivés, compte tenu des rajustements de l'évaluation du crédit et des accords généraux de compensation de dérivés, mais compte non tenu des garanties.

Prêts douteux, provision et dotation à la provision pour pertes sur créances

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Prêts douteux bruts		
Prêts à la consommation	738 \$	584 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	930	399
Total des prêts douteux bruts	1 668 \$	983 \$
Provision pour pertes sur créances		
Prêts à la consommation	1 075 \$	888 \$
Prêts aux entreprises et aux gouvernements ¹	824	558
Total de la provision pour pertes sur créances	1 899 \$	1 446 \$
Se compose de ce qui suit :		
Provision spécifique pour prêts ²	949 \$	631 \$
Provision générale pour prêts ²	950	815
Total de la provision pour pertes sur créances	1 899 \$	1 446 \$

- 1) Comprennent des portefeuilles de cotation du risque PME qui sont gérés en groupes en vertu de l'Accord de Bâle II.
- 2) Exclut la provision spécifique et générale au titre lettres de crédit et des facilités de crédit inutilisées respectivement de 1 M\$ et 80 M\$ (néant et 77 M\$ au 31 octobre 2008).

Les prêts douteux bruts se sont accrus de 685 M\$, ou 70 %, en regard du 31 octobre 2008. Les prêts douteux bruts à la consommation ont augmenté de 154 M\$, ou 26 %, surtout en raison de l'augmentation de nouvelles classifications de prêts hypothécaires à l'habitation et de prêts personnels au Canada. La majeure partie de l'accroissement s'est produite au troisième trimestre et est surtout attribuable à notre portefeuille d'activités à effet de levier européen, ainsi qu'à la détérioration de notre exposition aux titres du secteur immobilier américain.

Depuis le 31 octobre 2008, la provision pour pertes sur créances a augmenté de 453 M\$, ou 31 %. La provision spécifique s'est accrue de 318 M\$, ou 50 %, principalement en raison des secteurs des cartes de crédit, de l'édition et de la diffusion, de l'immobilier et de la construction. La provision générale a connu une

hausse de 135 M\$, ou 17 %, compte tenu des cartes de crédit et des prêts aux entreprises.

Pour plus de précisions sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rétrospective du rendement financier.

Risque de marché

Activités de négociation

Le tableau suivant montre la valeur à risque (VAR) par catégorie de risque pour l'ensemble des activités de négociation de la CIBC.

La VAR pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009 présentée dans le tableau et dans le graphique sur les essais à rebours ci-dessous ne tient pas compte du risque lié aux activités en voie de liquidation, comme il est précisé aux pages 9 à 16 du présent rapport de gestion. En raison de la volatilité et du manque de liquidités sur les marchés, le degré d'incertitude à l'égard de l'évaluation quantitative du risque pour ces positions est très élevé. Ces positions sont gérées de façon indépendante de nos activités de négociation.

Le risque moyen total a diminué de 21 % par rapport au dernier trimestre, surtout en raison de la variation de notre risque de marché des portefeuilles de négociation, et de l'amélioration générale de la conjoncture des marchés, particulièrement dans les marchés du crédit.

La perte du marché réalisée réelle peut différer de la perte supposée par la mesure de la VAR pour diverses raisons. Les fluctuations des taux et des cours du marché peuvent différer de celles du passé qui sont utilisées pour calculer la mesure de la VAR. Par ailleurs, la mesure de la VAR ne tient pas compte des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 99 %.

VAR par catégorie de risque – portefeuille de négociation

En millions de dollars	Aux dates indiquées ou pour les trois mois terminés le								Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009				30 avril 2009		31 juillet 2008		31 juillet 2009	31 juillet 2008
	Haute	Faible	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	À cette date	Moyenne	Moyenne	Moyenne
Risque de taux d'intérêt	7,2 \$	1,7 \$	6,3 \$	3,9 \$	2,8 \$	3,3 \$	5,5 \$	8,1 \$	4,0 \$	7,7 \$
Risque d'écart de taux	1,4	0,6	0,7	0,9	1,2	1,3	5,9	5,1	1,4	7,6
Risque lié aux actions	2,8	1,0	1,3	1,5	1,8	3,3	5,5	5,2	3,2	5,2
Risque de change	4,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,6	0,2	0,5	0,9	0,6
Risque lié aux marchandises	1,2	0,5	0,5	0,7	0,6	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8
Risque spécifique de la dette	5,2	1,2	1,2	2,6	5,1	3,9	6,9	7,6	2,9	8,7
Effet de diversification ¹	négl.	négl.	(4,1)	(5,2)	(5,4)	(6,6)	(12,1)	(14,2)	(6,5)	(16,3)
Risque total	7,0 \$	3,0 \$	6,4 \$	5,2 \$	6,5 \$	6,6 \$	12,6 \$	13,0 \$	6,6 \$	14,3 \$

- 1) La VAR globale est inférieure à la somme des VAR des différents risques de marché, en raison de la réduction du risque découlant de l'effet de diversification du portefeuille.
- Négl. Négligeable. Comme la valeur maximale (haut) et la valeur minimale (bas) peuvent se présenter pendant des jours différents pour divers types de risque, le calcul de l'effet de diversification est négligeable.

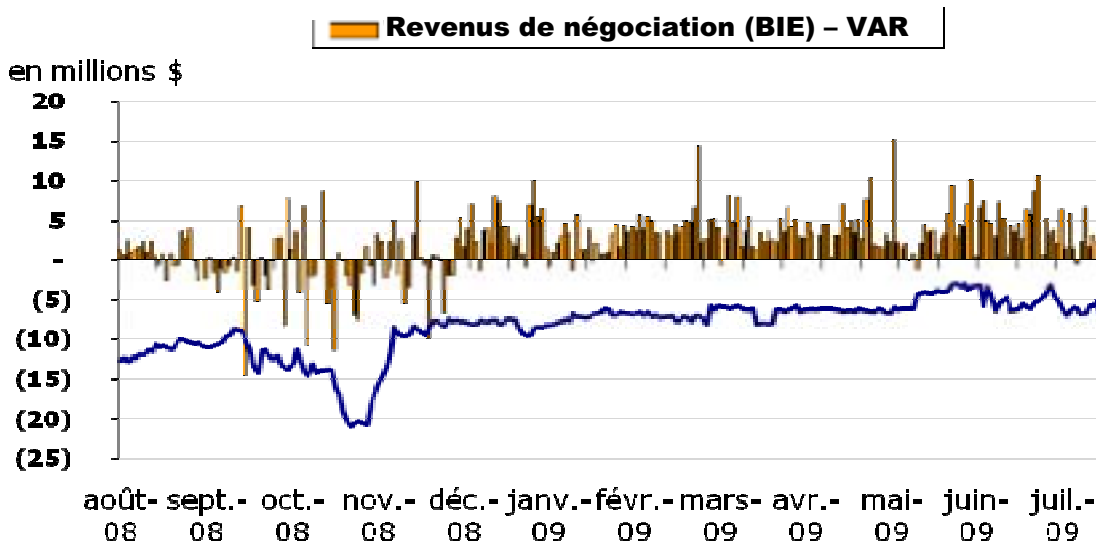
Revenus de négociation

Le graphique d'essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ et de la VAR ci-après compare les revenus quotidiens réels de négociation (BIE)¹ du trimestre considéré et des trois trimestres précédents et les mesures de la VAR du jour précédent.

Les revenus de négociation (BIE)¹ ont été positifs pendant 95 % des jours du trimestre. Les pertes découlant des activités de négociation n'ont pas dépassé la VAR au cours du trimestre. Les revenus quotidiens moyens de négociation (BIE)¹ se sont élevés à 3,9 M\$ au cours du trimestre.

Les revenus de négociation (BIE)¹ pour le trimestre considéré ne tiennent pas compte d'un gain de 105 M\$ ayant trait aux variations des risques et de la juste valeur du crédit structuré, ni de pertes découlant des activités de négociation de 1,5 M\$ liées aux pertes subies des autres positions dans les portefeuilles en cours de liquidation.

Essais à rebours des revenus de négociation (BIE)¹ c. la VAR



1) Pour plus de précisions, voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

Activités autres que de négociation

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt à l'égard du portefeuille autre que de négociation s'entend essentiellement du risque inhérent à la gestion de l'actif et du passif (GAP) et aux activités des filiales au Canada et à l'étranger. Le risque de taux d'intérêt résulte des différences entre les échéances ou les dates de réévaluation des actifs et passifs au bilan et hors bilan, ainsi que des options intégrées des produits de détail. Divers instruments de trésorerie et instruments dérivés, principalement des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme standardisés et des options, sont employés pour gérer et contrôler ces risques.

Le tableau ci-après fait état de l'incidence possible sur les douze prochains mois d'une hausse ou d'une baisse immédiate de 100 points de base des taux d'intérêt, rajustée pour tenir compte des remboursements anticipés estimatifs ainsi que pour tenir compte de la chute soudaine des taux d'intérêts dans le contexte actuel.

Sensibilité aux taux d'intérêt – activités autres que de négociation (après impôts)

En millions de dollars, au	31 juillet 2009			30 avril 2009			31 juillet 2008		
	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers	\$	\$ US	Divers
Hausse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	132 \$	(9) \$	8 \$	158 \$	(17) \$	6 \$	42 \$	5 \$	3 \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	193	(16)	(5)	203	(47)	3	151	17	42
Baisse de 100 points de base des taux d'intérêt									
Bénéfice net	17 \$	8 \$	(9) \$	(11) \$	2 \$	(5) \$	(89) \$	(5) \$	(3) \$
Variation de la valeur actuelle des capitaux propres	(195)	16	5	(160)	26	1	(218)	(18)	(41)

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité lié à la gestion de nos actifs et de nos passifs découle de nos activités générales de financement. Il s'agit du risque de ne pas dégager les fonds nécessaires pour faire face à des engagements financiers courants sans la mobilisation de fonds à des taux défavorables ou la vente forcée d'actifs.

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité visent à maintenir des ressources financières suffisamment liquides pour financer continuellement notre bilan, que les conditions du marché soient normales ou difficiles.

Nous obtenons du financement auprès de sources de détail et de gros. Les dépôts personnels de base demeurent une source principale de financement de détail. Au 31 juillet 2009, les dépôts de particuliers en dollars canadiens totalisaient 98,5 G\$ (90,5 G\$ au 31 octobre 2008).

Nos stratégies de gestion du risque d'illiquidité incluent la diversification des sources du financement de gros à terme, à l'intérieur de limites imposées par la prudence, parmi une gamme d'échéances à l'aide de la titrisation des créances, d'une capitalisation adéquate et de blocs distincts d'actifs liquides de grande qualité pouvant être vendus ou donnés en garantie pour nous assurer une source immédiate de fonds. Ensemble, ces stratégies diminuent la dépendance envers le financement de gros à court terme.

De nouvelles facilités mises en œuvre en 2008 par divers gouvernements et des banques centrales du monde entier, y compris la Banque du Canada et la Federal Reserve Bank, approvisionnent en liquidités les systèmes financiers. Ces mesures exceptionnelles d'approvisionnement en liquidités comprennent l'élargissement des types admissibles de garanties, et la disponibilité de liquidités à terme au moyen de prises en pension de titres et la vente à la SCHL de blocs de titres hypothécaires à l'habitation couverts par la *Loi nationale sur l'habitation*. De temps à autre, nous utilisons ces facilités de financement à terme, donnant en garantie de ces obligations une combinaison d'actifs des secteurs public et privé.

Le sommaire des actifs liquides au bilan est présenté dans le tableau qui suit :

En milliards de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Encaisse	1,3 \$	1,1 \$
Dépôts auprès d'autres banques	5,6	7,9
Valeurs émises par le gouvernement du Canada ¹	22,0	5,5
Titres adossés à des créances hypothécaires ¹	21,3	20,7
Autres valeurs ²	27,9	39,6
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	31,0	35,6
	109,1 \$	110,4 \$

- 1) Représentent des valeurs dont la durée résiduelle du contrat est de plus d'un an.
- 2) Comprennent les valeurs disponibles à la vente et les titres désignés à leur juste valeur dont la durée résiduelle du contrat est d'un an ou moins et les valeurs du compte de négociation.

Dans le cours normal des affaires, la gestion des garanties prévoit la cession en garantie de certains actifs, y compris ceux nécessaires aux activités quotidiennes de compensation et de règlement de paiements et de valeurs. Au 31 juillet 2009, les actifs cédés en garantie, y compris à l'égard des obligations couvertes et des valeurs empruntées ou financées au moyen de mises en pension de titres, atteignaient 46,6 G\$ (44,6 G\$ au 31 octobre 2008).

L'accès aux sources de financement de gros et le coût de financement dépendent de divers facteurs, dont les cotes de crédit. Au cours du trimestre à l'étude, DBRS Limited (DBRS) a abaissé la cote des actions privilégiées et des billets de catégorie 1 novateurs de toutes les banques canadiennes, y compris la CIBC, après une période d'examen par suite d'un changement à la méthode de notation. Nos perspectives demeurent négatives à DBRS. En outre, au cours du trimestre, S&P a revu ses prévisions de négative à stable, et a confirmé nos cotes à long et à court terme.

Nos niveaux de financement et de liquidité sont demeurés stables et solides au cours de la période et nous ne prévoyons pas d'événements, d'engagements ou de demandes qui pourraient avoir une incidence notable sur notre position en matière de risque d'illiquidité.

Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles donnent lieu à des engagements de paiements futurs ayant une incidence sur nos besoins en matière de liquidité et de capital à court et à long terme. Ces obligations comprennent des passifs financiers, des engagements au titre du crédit et des liquidités et d'autres obligations contractuelles.

Les précisions sur nos obligations contractuelles figurent aux pages 81 à 82 de la Reddition de comptes annuelle 2008. Il n'y pas eu de changements importants aux obligations contractuelles autres que dans le cours normal des affaires.

Risque opérationnel

En décembre 2008, nous avons reçu l'approbation formelle du BSIF pour l'application de l'approche des mesures avancées visant le risque opérationnel.

Autres risques

Nous avons également des politiques et des procédés pour mesurer, surveiller et contrôler les autres risques, notamment les risques juridiques et de réputation, le risque de réglementation, le risque stratégique et le risque environnemental.

Pour plus de précisions, se reporter aux pages 82 à 83 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

QUESTIONS RELATIVES À LA COMPTABILITÉ ET AU CONTRÔLE

Conventions comptables critiques et estimations

Un sommaire des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de 2008.

Certaines conventions comptables de la CIBC sont essentielles à la compréhension des résultats d'exploitation et de la situation financière de la CIBC. Ces conventions comptables critiques exigent de la direction qu'elle pose des jugements et fasse des estimations, dont certains pourraient avoir trait à des questions encore incertaines. Pour une description des jugements et estimations sur lesquels repose l'application des conventions et hypothèses comptables critiques dans le cas des régimes de retraite et autres régimes d'avantages sociaux, se reporter aux pages 83 à 88 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

Évaluation des instruments financiers

Les techniques d'évaluation utilisées pour déterminer les sources d'établissement de la juste valeur des instruments financiers devant être détenus à la juste valeur dans le bilan consolidé et le pourcentage des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen de ces techniques figurent dans le tableau ci-après :

Au 31 juillet 2009	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables du marché	Technique d'évaluation – données observables autres que du marché
Actif			
Valeurs du compte de négociation	64 %	25 %	11 %
Valeurs disponibles à la vente	83	14	3
Instruments financiers désignés à la juste valeur	6	93	1
Instruments dérivés	2	87	11
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	78 %	22 %	-
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	90	10
Instruments dérivés	2	78	20

Au 31 octobre 2008	Cours du marché	Technique d'évaluation – données observables du marché	Technique d'évaluation – données observables autres que du marché
Actif			
Valeurs du compte de négociation	87 %	10 %	3 %
Valeurs disponibles à la vente	54	39	7
Instruments financiers désignés à la juste valeur	3	96	1
Instruments dérivés	4	82	14
Passif			
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	74 %	26 %	-
Instruments financiers désignés à la juste valeur	-	88	12
Instruments dérivés	4	73	23

Le tableau ci-après présente les montants des instruments financiers, classés par catégorie, qui font l'objet d'une évaluation à la juste valeur au moyen d'une technique d'évaluation basée sur les données observables autres que du marché en ce qui a trait à l'ensemble de la CIBC et aux activités de crédit structuré en voie de liquidation.

En millions de dollars, au 31 juillet 2009	Activités de crédit structuré en voie de liquidation	Total CIBC	Total CIBC
Actif			
Valeurs du compte de négociation	1 139 \$	1 505 \$	11 %
Valeurs disponibles à la vente	20	1 300	3
Instruments financiers désignés à la juste valeur	200	207	1
Instruments dérivés	2 771	3 072	11
Passif			
Instruments financiers désignés à la juste valeur	675	675	10 %
Instruments dérivés	5 257	6 243	20

Nous faisons preuve de jugement pour établir les rajustements de la valeur compte tenu de divers facteurs touchant l'évaluation. Ces facteurs comprennent, entre autres, sans s'y limiter, l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur, l'illiquidité découlant des problèmes d'absorption du marché, l'incertitude des paramètres et d'autres risques de marché, le risque lié aux modèles, le risque de crédit et les frais d'administration futurs.

Le tableau suivant résume nos rajustements de valeur.

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Valeurs du compte de négociation		
Risque de marché	12 \$	43 \$
Dérivés		
Risque de marché	106	223
Risque de crédit	2 572	4 672
Frais d'administration	34	30
Divers	2	6
	2 726 \$	4 974 \$

La plupart de nos activités de crédit structuré en voie de liquidation nécessitent l'application de techniques d'évaluation faisant appel à des données observables autres que du marché. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (éléments que nous considérons tous comme des données observables autres que du marché), servent principalement à l'évaluation de ces positions.

Nous jugeons si un rajustement de valeur du crédit est nécessaire pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Nos rajustements de valeur du crédit reposent sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties, ou des données de remplacement d'une qualité de crédit comparable lorsque des écarts de taux observables n'existent pas, ou lorsque les écarts de taux observables sont considérés comme n'étant pas représentatifs d'un marché actif. Ces écarts sont appliqués en relation à la durée moyenne pondérée des instruments sous-jacents protégés par ces contreparties, et les probabilités de défaillance liées à ces écarts sont prises en compte. Par ailleurs, notre méthode tient en compte la corrélation entre le rendement des actifs sous-jacents et les contreparties.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions sous-jacentes entraînerait une perte pour le trimestre d'environ 34 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et de 62 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus.

Une diminution de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette pour le trimestre d'environ 38 M\$, compte non tenu de la protection de Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement contrebalancer toute variation de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit, des garants financiers entraînerait pour le trimestre une perte nette d'environ 187 M\$.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres non observables du marché, s'est élevée à 607 M\$ (perte nette de 69 M\$ pour le semestre terminé le 31 juillet 2009).

Facteurs de risque liés aux rajustements de la juste valeur

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement et effectué les baisses de valeur appropriées jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur. Les montants des rajustements de la juste valeur et des baisses de valeur pourraient être modifiés si des événements le justifient.

Nos politiques établissent des normes exigeant que la vérification indépendante du prix des instruments négociés

se fasse au moins chaque mois. Si aucun prix adéquat n'est disponible sur le marché et que cette situation engendre la non-conformité pour une position particulière, la direction doit évaluer le besoin d'établir un rajustement de valeur pour faire face aux incertitudes à l'égard de l'évaluation.

Reclassement des actifs financiers

En octobre 2008, certains actifs financiers détenus à des fins de négociation, pour lesquels il n'existait pas de marché actif et que la direction a l'intention de conserver jusqu'à leur échéance ou de conserver pour un avenir prévisible, ont été reclassés en date du 1^{er} août 2008, à la juste valeur à cette date respectivement comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Au cours du premier trimestre, nous avons également reclassé 144 M\$ d'actifs financiers détenus à des fins de négociation comme valeurs disponibles à la vente.

Si le reclassement susmentionné n'avait pas été effectué, les résultats au cours du trimestre liés aux valeurs reclassées dans les catégories valeurs détenues jusqu'à l'échéance et valeurs disponibles à la vente auraient été respectivement supérieurs de 512 M\$ et supérieurs de 3 M\$ (respectivement supérieurs de 113 M\$ et 14 M\$ pour les valeurs détenues jusqu'à l'échéance et pour les valeurs disponibles à la vente pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

Faits nouveaux en matière de comptabilité

Instruments financiers

Le 29 juillet 2009, le Conseil des normes comptables de l'ICCA (CNC) a modifié le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », en ce qui a trait aux états financiers intermédiaires et annuels pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2008.

Selon la norme modifiée, les titres de créance non cotés sur un marché actif font maintenant partie de la définition de prêts et créances (mais les prêts et titres de créance détenus à des fins de transaction ou détenus jusqu'à l'échéance en sont exclus). De plus, la norme modifie la méthode d'évaluation de la moins-valeur des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance de façon à ce que les dépréciations durables imputées aux résultats soient constatées pour les pertes sur créances seulement plutôt qu'à titre de réduction à la juste valeur. Nous évaluons l'incidence de la norme et l'appliquons au quatrième trimestre de 2009.

En juin 2009, le CNC a publié des modifications au chapitre 3862, « Instruments financiers – information à fournir » afin de s'aligner sur les modifications apportées à la norme IFRS 7, « Instruments financiers : Informations à fournir », publiée par l'IASB. Le nouveau chapitre 3862 ajoute des exigences en matière d'information à fournir relativement aux évaluations à la juste valeur des instruments financiers et à la gestion du risque d'illiquidité. Nous appliquerons le nouveau chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* au quatrième trimestre.

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450 du *Manuel de l'ICCA*, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Transition aux Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le CNC a affirmé son intention de remplacer les PCGR du Canada par les IFRS. La CIBC adoptera la présentation selon les IFRS à compter du 1^{er} novembre 2011 et présentera les données à des fins de comparaison pour l'exercice ouvert le 1^{er} novembre 2010.

Le projet de transition aux IFRS de la CIBC se poursuit avec la mise en place d'une infrastructure formelle de gouvernance et d'un plan de transition. À ce stade-ci, il est encore trop tôt pour nous prononcer sur l'incidence financière prévue qu'aura la transition aux IFRS sur le bilan et sur les résultats d'exploitation courants puisque des modifications aux normes comptables sont prévues avant la transition aux IFRS.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction de la CIBC, en collaboration avec le chef de la direction et le chef des services financiers, a évalué, au 31 juillet 2009, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la CIBC (conformément aux règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières). Ces contrôles et procédures ont été jugés efficaces.

Modification du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant le trimestre terminé le 31 juillet 2009, le contrôle interne de la CIBC à l'égard de l'information financière n'a fait l'objet d'aucun changement qui a modifié de façon importante son contrôle interne à l'égard de l'information financière, ou qui aurait raisonnablement pu le faire.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

Table des matières

45	Bilan consolidé
46	État des résultats consolidé
47	État de l'évolution des capitaux propres consolidé
48	État du résultat étendu consolidé
49	État des flux de trésorerie consolidé
50	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

50	Note 1 – Modifications des conventions comptables
50	Note 2 – Juste valeur des instruments financiers
51	Note 3 – Valeurs mobilières
52	Note 4 – Prêts
52	Note 5 – Titrisations et entités à détenteurs de droits variables
54	Note 6 – Titres secondaires

54	Note 7 – Capital-actions
55	Note 8 – Titres de Capital Trust
56	Note 9 – Garants financiers
56	Note 10 – Impôts sur les bénéfices
56	Note 11 – Salaires et avantages sociaux
57	Note 12 – Résultat par action
58	Note 13 – Cautionnements
58	Note 14 – Informations sectorielles

BILAN CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
ACTIF		
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 852 \$	1 558 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	5 043	7 401
Valeurs mobilières (note 3)		
Compte de négociation	14 391	37 244
Disponibles à la vente	39 672	13 302
Désignées à la juste valeur	23 509	21 861
Détenues jusqu'à l'échéance	6 405	6 764
	83 977	79 171
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	31 029	35 596
Prêts		
Prêts hypothécaires à l'habitation	83 550	90 695
Particuliers	33 471	32 124
Cartes de crédit	11 134	10 829
Entreprises et gouvernements	30 855	39 273
Provision pour pertes sur créances (note 4)	(1 899)	(1 446)
	157 111	171 475
Divers		
Instruments dérivés	28 357	28 644
Engagements de clients en vertu d'acceptations	8 929	8 848
Terrains, bâtiments et matériel	1 580	1 623
Écart d'acquisition	1 992	2 100
Logiciels et autres actifs incorporels	650	812
Autres actifs (note 10)	15 397	16 702
	56 905	58 729
	335 917 \$	353 930 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Dépôts		
Particuliers	106 274 \$	99 477 \$
Entreprises et gouvernements (note 8)	101 254	117 772
Banques	6 699	15 703
	214 227	232 952
Divers		
Instruments dérivés	31 455	32 742
Acceptations	8 930	8 848
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	6 175	6 924
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres	41 015	38 023
Autres passifs	13 834	13 167
	101 409	99 704
Titres secondaires (note 6)	5 691	6 658
Passif au titre des actions privilégiées	600	600
Participations sans contrôle	170	185
Capitaux propres		
Actions privilégiées (note 7)	3 156	2 631
Actions ordinaires (note 7)	6 161	6 062
Actions autodétenues	1	1
Surplus d'apport	101	96
Bénéfices non répartis	4 886	5 483
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(485)	(442)
	13 820	13 831
	335 917 \$	353 930 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Revenu d'intérêts					
Prêts	1 712 \$	1 637 \$	2 212 \$	5 257 \$	7 104 \$
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres	36	86	326	293	1 274
Valeurs mobilières	419	480	671	1 561	2 032
Dépôts auprès d'autres banques	5	18	104	77	526
	2 172	2 221	3 313	7 188	10 936
Frais d'intérêts					
Dépôts	618	694	1 483	2 352	5 438
Autres passifs	131	194	430	675	1 445
Titres secondaires	47	52	66	163	200
Passif au titre des actions privilégiées	7	8	7	23	23
	803	948	1 986	3 213	7 106
Revenu net d'intérêts	1 369	1 273	1 327	3 975	3 830
Revenu autre que d'intérêts					
Rémunération de prise ferme et honoraires de consultation	132	112	68	346	332
Frais sur les dépôts et les paiements	199	188	197	580	583
Commissions sur crédit	87	72	58	219	174
Honoraires d'administration de cartes	80	85	81	260	225
Honoraires de gestion de placements et de garde	103	96	129	307	396
Revenu tiré des fonds communs de placement	166	158	208	483	624
Revenu tiré des assurances, déduction faite des réclamations	69	60	62	195	183
Commissions liées aux opérations sur valeurs mobilières	122	106	134	348	437
Revenu de négociation (note 9)	328	(440)	(794)	(832)	(6 322)
Gains (pertes) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	25	60	68	233	31
Revenu tiré des valeurs mobilières désignées à la juste valeur	25	53	(39)	122	(86)
Revenu tiré des créances titrisées	113	137	161	369	451
Revenu tiré des opérations de change autre que de négociation	73	243	88	433	223
Divers	(34)	(42)	157	2	429
	1 488	888	578	3 065	(2 320)
Total des revenus	2 857	2 161	1 905	7 040	1 510
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 4)	547	394	203	1 225	551
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux (note 11)	901	891	942	2 724	2 869
Frais d'occupation	151	155	148	440	435
Matériel informatique, logiciels et matériel de bureau	263	251	270	759	797
Communications	74	76	67	218	213
Publicité et expansion des affaires	35	45	51	127	162
Honoraires	53	42	58	135	170
Taxes d'affaires et impôts et taxe sur le capital	29	30	29	89	89
Divers	193	149	160	499	539
	1 699	1 639	1 725	4 991	5 274
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	611	128	(23)	824	(4 315)
Charge (économie) d'impôts	172	174	(101)	279	(1 834)
	439	(46)	78	545	(2 481)
Participations sans contrôle	5	5	7	15	15
Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(51) \$	71 \$	530 \$	(2 496) \$
Bénéfice (perte) par action (en dollars) (note 12)					
- de base	1,02 \$	(0,24) \$	0,11 \$	1,08 \$	(7,05) \$
- dilué(e)	1,02 \$	(0,24) \$	0,11 \$	1,08 \$	(7,05) \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,87 \$	0,87 \$	0,87 \$	2,61 \$	2,61 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Actions privilégiées					
Solde au début de la période	3 156 \$	2 631 \$	2 331 \$	2 631 \$	2 331 \$
Émission d'actions privilégiées	-	525	-	525	-
Solde à la fin de la période	3 156 \$	3 156 \$	2 331 \$	3 156 \$	2 331 \$
Actions ordinaires					
Solde au début de la période	6 090 \$	6 074 \$	6 056 \$	6 062 \$	3 133 \$
Émission d'actions ordinaires	71	16	4	99	2 960
Frais d'émission, déduction faite des impôts sur les bénéfices connexes	-	-	-	-	(33)
Solde à la fin de la période	6 161 \$	6 090 \$	6 060 \$	6 161 \$	6 060 \$
Actions autodétenues					
Solde au début de la période	1 \$	- \$	8 \$	1 \$	4 \$
Achats	(2 340)	(2 059)	(2 109)	(6 354)	(7 215)
Ventes	2 340	2 060	2 101	6 354	7 211
Solde à la fin de la période	1 \$	1 \$	- \$	1 \$	- \$
Surplus d'apport					
Solde au début de la période	104 \$	100 \$	90 \$	96 \$	96 \$
Charge au titre des options sur actions	3	3	2	10	7
Options sur actions exercées	(1)	-	-	(1)	(1)
Prime nette (escompte net) sur les actions autodétenues	(1)	1	-	1	(11)
Divers	(4)	-	(3)	(5)	(2)
Solde à la fin de la période	101 \$	104 \$	89 \$	101 \$	89 \$
Bénéfices non répartis					
Solde au début de la période, montant établi antérieurement	4 826 \$	5 257 \$	5 699 \$	5 483 \$	9 017 \$
Rajustement pour modification de conventions comptables	-	-	-	(6)	(66)
Solde au début de la période, après retraitement	4 826	5 257	5 699	5 477	8 951
Bénéfice net (perte nette)	434	(51)	71	530	(2 496)
Dividendes					
Actions privilégiées	(44)	(39)	(30)	(119)	(90)
Actions ordinaires	(332)	(331)	(331)	(995)	(954)
Divers	2	(10)	-	(7)	(2)
Solde à la fin de la période	4 886 \$	4 826 \$	5 409 \$	4 886 \$	5 409 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Solde au début de la période	(360) \$	(390) \$	(807) \$	(442) \$	(1 092) \$
Autres éléments du résultat étendu	(125)	30	62	(43)	347
Solde à la fin de la période	(485) \$	(360) \$	(745) \$	(485) \$	(745) \$
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu					
	4 401 \$	4 466 \$	4 664 \$	4 401 \$	4 664 \$
Capitaux propres à la fin de la période	13 820 \$	13 817 \$	13 144 \$	13 820 \$	13 144 \$

- 1) Représente l'incidence de la modification de la date de mesure au titre des avantages sociaux futurs. Se reporter à la note 11 pour plus de renseignements.
2) Représente l'incidence de l'adoption de l'abrégié modifié du Comité sur les problèmes nouveaux 46 de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, *Baux adossés*.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(51) \$	71 \$	530 \$	(2 496) \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et taxes					
Écart de conversion					
(Pertes nettes) gains nets sur investissements dans des établissements étrangers autonomes	(513)	109	260	(378)	1 235
Gains nets (pertes nettes) sur opérations de couverture de risque de change	383	(128)	(203)	258	(924)
	(130)	(19)	57	(120)	311
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Gains latents sur valeurs disponibles à la vente, montant net	28	168	8	283	70
Reclassement de (gains nets) pertes nettes en résultat net	(18)	(119)	(5)	(199)	36
	10	49	3	84	106
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Pertes nettes sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(8)	(1)	-	(13)	(41)
Pertes nettes (gains nets) sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	3	1	2	6	(29)
	(5)	-	2	(7)	(70)
Total des autres éléments du résultat étendu	(125)	30	62	(43)	347
Résultat étendu	309 \$	(21) \$	133 \$	487 \$	(2 149) \$

(CHARGE D'IMPÔTS) ÉCONOMIE D'IMPÔTS ATTRIBUÉE À CHACUNE DES COMPOSANTES DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Écart de conversion					
Variations des investissements dans des établissements étrangers autonomes	34 \$	10 \$	(1) \$	37 \$	(4) \$
Variations des opérations de couverture de risque de change	(119)	117	92	(17)	425
Variation nette des valeurs disponibles à la vente					
Pertes latentes (gains latents) sur valeurs disponibles à la vente, montant net	41	(102)	(4)	(117)	(39)
Reclassement de gains nets (pertes nettes) en résultat net	8	55	3	93	(45)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie					
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	3	1	-	7	21
Variations des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie reclassés en résultat net	(2)	(1)	(2)	(4)	14
	(35) \$	80 \$	88 \$	(1) \$	372 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Non vérifié, en millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Flux de trésorerie d'exploitation					
Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(51) \$	71 \$	530 \$	(2 496) \$
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net (la perte nette) des flux de trésorerie d'exploitation :					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	547	394	203	1 225	551
Amortissement ¹	98	100	61	301	184
Rémunération à base d'actions	13	-	(3)	10	(20)
Impôts futurs	78	(98)	(235)	(150)	(1 053)
(Gains) pertes sur valeurs disponibles à la vente, montant net	(25)	(60)	(68)	(233)	(31)
Pertes (gains) à la cession de terrains, de bâtiments et de matériel	1	3	-	3	(1)
Autres éléments hors caisse, montant net	(36)	(131)	(54)	(175)	(1)
Variations des actifs et des passifs d'exploitation					
Intérêts courus à recevoir	109	95	121	338	257
Intérêts courus à payer	(47)	(40)	(158)	(179)	(275)
Montants à recevoir sur contrats de dérivés	5 594	136	517	534	1 101
Montants à payer sur contrats de dérivés	(6 251)	(1 062)	(1 280)	(1 968)	(2 316)
Variation nette des valeurs du compte de négociation	(914)	2 880	12 701	22 997 ²	16 584
Variation nette des valeurs désignées à la juste valeur	5 843	(7 554)	(6 794)	(1 648)	(12 088)
Variation nette des autres instruments financiers désignés à la juste valeur	(4 598)	3 263	2 128	2 748	1 464
Impôts exigibles	705	1 499	133	2 291	(1 735)
Divers, montant net	2 084	(3 029)	1 295	(1 181)	(2 266)
	3 635	(3 655)	8 638	25 443	(2 141)
Flux de trésorerie de financement					
Dépôts, déduction faite des retraits	(2 542)	(7 151)	(10 995)	(18 997)	(3 794)
Engagements liés à des valeurs vendues à découvert	(1 587)	818	(2 455)	(1 823)	(4 883)
Engagements liés à des valeurs prêtées ou vendues en vertu de mises en pension de titres, montant net	6 326	(3 452)	122	2 992	(2 292)
(Remboursement/rachat)/émission de titres secondaires	(818)	(77)	1 150	(895)	1 150
Émission d'actions privilégiées	-	525	-	525	(339)
Émission d'actions ordinaires, montant net	71	16	4	99	2 927
Produit net tiré des actions autodétenues (achetées) vendues	-	1	(8)	-	(4)
Dividendes	(376)	(370)	(361)	(1 114)	(1 044)
Divers, montant net	(133)	617	(949)	571	(1 171)
	941	(9 073)	(13 492)	(18 642)	(9 450)
Flux de trésorerie d'investissement					
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	1 190	2 076	1 050	2 358	1 390
Prêts, déduction faite des remboursements	(8 567)	4 661	(2 801)	(5 693)	(9 542)
Produit des titrisations	3 834	6 525	3 145	17 969	6 328
Achat de valeurs disponibles à la vente / valeurs détenues jusqu'à l'échéance	(20 515)	(22 849)	(6 248)	(72 089)	(11 458)
Produit de la vente de valeurs disponibles à la vente	7 789	8 215	1 073	21 165	8 887
Produit à l'échéance de valeurs disponibles à la vente	9 918	14 376	1 409	25 449	7 638
Valeurs empruntées ou acquises en vertu de prises en pension de titres, montant net	1 645	579	7 657	4 567	8 507
Achat de terrains, de bâtiments et de matériel	(40)	(108)	(32)	(183)	(96)
	(4 746)	13 475	5 253	(6 457)	11 654
Incidence de la fluctuation des taux de change sur l'encaisse et les dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	(46)	(12)	5	(50)	26
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au cours de la période	(216)	735	404	294	89
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques au début de la période	2 068	1 333	1 142	1 558	1 457
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques à la fin de la période	1 852 \$	2 068 \$	1 546 \$	1 852 \$	1 546 \$
Intérêts versés au comptant	850 \$	988 \$	2 144 \$	3 392 \$	7 381 \$
Impôts sur les bénéfices (recouvrés) payés au comptant	(610) \$	(1 227) \$	2 \$	(1 862) \$	955 \$

- 1) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et d'autres actifs incorporels.
- 2) Comprend les valeurs mobilières d'abord acquises à titre de valeurs du compte de négociation puis reclassées à titre de valeurs détenues jusqu'à l'échéance et de valeurs disponibles à la vente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES (non vérifié)

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de ses filiales (la « CIBC ») ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Les présents états financiers sont dressés selon les mêmes méthodes et conventions comptables que celles utilisées pour dresser les états financiers consolidés de la CIBC de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, sauf dans les cas décrits ci-après. Les états financiers consolidés intermédiaires de la CIBC ne comprennent pas toutes les informations à fournir exigées en vertu des PCGR du Canada pour les états financiers annuels et, par conséquent, doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008, figurant aux pages 94 à 155 de la Reddition de comptes annuelle 2008.

1. Modifications des conventions comptables

Actifs incorporels

En date du 1^{er} novembre 2008, nous avons adopté le chapitre 3064 du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », en remplacement du chapitre 3062 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et du chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Le nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels.

L'adoption de cette norme n'a entraîné aucune modification dans la constatation de nos écarts d'acquisition et de nos actifs incorporels. Toutefois, nous avons reclassé rétroactivement les actifs incorporels liés aux logiciels d'application d'une valeur comptable nette de 374 M\$ au 31 janvier 2009 (385 M\$ au 31 octobre 2008) du poste Terrains, bâtiments et matériel au poste Logiciels et autres actifs incorporels de notre bilan consolidé.

Instruments financiers

Le 29 juillet 2009, le Conseil des normes comptables de l'ICCA (CNC) a modifié le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », en ce qui a trait aux états financiers intermédiaires et annuels pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2008.

Selon la norme modifiée, les titres de créance non cotés sur un marché actif font maintenant partie de la définition de prêts et créances (mais les prêts et titres de créance détenus à des fins de transaction ou détenus jusqu'à l'échéance en sont exclus). De plus, la norme modifie la méthode d'évaluation de la moins-value des

actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance de façon à ce que les dépréciations durables imputées aux résultats soient constatées pour les pertes sur créances seulement plutôt qu'à titre de réduction à la juste valeur. Nous évaluons l'incidence de la norme et l'appliquerons au quatrième trimestre de 2009.

2. Juste valeur des instruments financiers

L'approche que nous utilisons pour évaluer les instruments financiers à la juste valeur figure à la note 2 des états financiers consolidés de 2008.

Méthode et sensibilité

Les techniques d'évaluation qui utilisent des données observables autres que du marché servent à certains instruments financiers, y compris nos positions sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et certaines positions non liées au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Dans un marché inactif, les cours indicatifs des courtiers, les évaluations de remplacement pour des instruments financiers comparables et d'autres modèles internes utilisant nos propres hypothèses sur la façon dont les participants traitant au sein d'un marché fixeraient le prix d'une opération sur le marché à la date d'évaluation (nous considérons tous ces éléments comme des données observables autres que du marché), servent principalement à l'évaluation de ces positions.

Nous examinons aussi la nécessité d'un rajustement de valeur du crédit pour comptabiliser le risque qu'une de nos contreparties ne soit pas ultimement en mesure de respecter ses engagements.

Nos rajustements de valeur du crédit reposent sur les écarts de taux observables sur le marché pour chacune des contreparties, ou des données de remplacement d'une qualité de crédit comparable lorsque des écarts de taux observables n'existent pas, ou lorsque les écarts de taux observables sont considérés comme n'étant pas représentatifs d'un marché actif.

Le cas échéant, pour certains garants financiers, nous calculons le rajustement de l'évaluation du crédit en nous fondant sur les montants recouvrables estimatifs.

Nos expositions au risque de crédit structuré non couvert (titres du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation) sont sensibles aux variations de l'évaluation à la valeur du marché, généralement en fonction des cours indicatifs des courtiers ou des modèles internes, tel qu'il est décrit précédemment. Un changement défavorable de 10 % dans l'évaluation à la valeur du marché de nos positions

sous-jacentes entraînerait, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, une perte d'environ 34 M\$ dans notre portefeuille de positions non couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation et 62 M\$ dans notre portefeuille de titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation, à l'exclusion de nos positions non couvertes détenues jusqu'à l'échéance et compte non tenu de notre accord avec Cerberus Capital Management LP (Cerberus).

Une réduction de 10 % de l'évaluation à la valeur du marché de nos positions de crédit structuré couvertes au bilan autres que celles classées comme détenues jusqu'à l'échéance et une augmentation de 10 % dans l'évaluation à la juste valeur (avant les rajustements de l'évaluation du crédit) de tous les dérivés de crédit dans nos positions de crédit structuré couvertes entraîneraient une perte nette d'environ 38 M\$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, compte non tenu de la protection de Cerberus. La juste valeur de la protection de Cerberus devrait raisonnablement atténuer toute modification de la juste valeur des positions couvertes sur le marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation.

Une réduction de 10 % des débiteurs, déduction faite des rajustements de l'évaluation du crédit des garants financiers, entraînerait une perte nette d'environ 187 M\$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009.

Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, le gain net constaté dans l'état des résultats consolidé lié aux instruments financiers, dont la juste valeur est évaluée à l'aide d'une technique d'évaluation exigeant des paramètres non observables du marché, s'est élevé à 607 M\$ (perte nette de 69 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

3. Valeurs mobilières

Reclassement des instruments financiers

En vertu des changements apportés en octobre 2008 aux chapitres 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », et 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », il est permis, dans de rares circonstances, que certains actifs financiers du compte de négociation soient reclassés comme détenus jusqu'à l'échéance et disponibles à la vente. Nous n'avons pas reclassé de titres au cours du trimestre considéré.

Les tableaux suivants présentent les valeurs comptables, les justes valeurs ainsi que les bénéfices et les pertes propres aux actifs reclassés jusqu'à ce jour.

En millions de dollars, au	31 juillet 2009		31 oct. 2008	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	Reclassements antérieurs			
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance	5 616 \$	6 132 \$	6 135 \$	6 764 \$
Actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs disponibles à la vente	929	929	1 078	1 078
Total des actifs financiers reclassés	6 545 \$	7 061 \$	7 213 \$	7 842 \$

Option de la juste valeur

Les instruments financiers désignés à la juste valeur comprennent les instruments qui i) auraient autrement été comptabilisés aux résultats au coût après amortissement entraînant ainsi des écarts d'évaluation importants au sein des dérivés de couverture et des valeurs vendues à découvert comptabilisées à la juste valeur, ou ii) sont gérés selon leur juste valeur suivant une stratégie de négociation étayée, et communiqués au personnel de la direction clé.

La juste valeur des actifs désignés à la juste valeur et celle des passifs désignés à la juste valeur (à l'exclusion des couvertures) étaient de respectivement 23 736 M\$ et 6 861 M\$ au 31 juillet 2009 (22 867 M\$ et 6 388 M\$ au 31 octobre 2008). Les éléments désignés à la juste valeur et les couvertures connexes ont entraîné un bénéfice net de 91 M\$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 (307 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

L'incidence des changements dans les écarts de taux des prêts désignés à la juste valeur correspondait à un gain brut de 26 M\$ au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 (perte brute de 42 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) et à un gain de 14 M\$ au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 (perte de 2 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009), déduction faite des couvertures de risque de crédit.

L'incidence du risque de crédit de la CIBC sur les passifs en cours désignés à la juste valeur a pris la forme d'une perte de 4 M\$ au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 (perte de 7 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009).

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le		Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2009
Bénéfice (perte) constaté(e) sur valeurs mobilières reclassées			
Bénéfice brut constaté dans l'état des résultats	50 \$	71 \$	245 \$
Réductions de valeur	(23)	(55)	(78)
Frais d'intérêts liés au financement	(40)	(36)	(120)
(Perte nette) bénéfice net constaté(e), avant impôts sur les bénéfices	(13)	(20)	47
Incidence si le reclassement n'avait pas eu lieu			
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs détenues jusqu'à l'échéance	(512)	77	(113)
Sur les actifs détenus à des fins de négociation reclassés comme valeurs disponibles à la vente	(3)	(37)	(14)
Augmentation (diminution) des bénéfices, avant impôts sur les bénéfices	(515) \$	40 \$	(127) \$

4. Prêts

Provision pour pertes sur créances

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le					Pour les neuf mois terminés le	
	Provision spécifique	Provision générale	Provision totale	Provision totale	Provision totale	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Solde au début de la période	780 \$	988 \$	1 768 \$	1 627 \$	1 468 \$	1 523 \$	1 443 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	505	42	547	394	203	1 225	551
Radiations	(336)	-	(336)	(269)	(211)	(833)	(600)
Recouvrements	29	-	29	22	27	95	84
Divers	(28)	-	(28)	(6)	(3)	(30)	6
Solde à la fin de la période	950 \$	1 030 \$	1 980 \$	1 768 \$	1 484 \$	1 980 \$	1 484 \$
Se composent de ce qui suit :							
Prêts	949 \$	950 \$	1 899 \$	1 693 \$	1 398 \$	1 899 \$	1 398 \$
Facilités de crédit inutilisées	-	80	80	75	86	80	86
Lettres de crédit	1	-	1	-	-	1	-

Prêts douteux

En millions de dollars, au	31 juill. 2009			31 oct. 2008		
	Montant brut	Provision spécifique	Total net	Montant brut	Provision spécifique	Total net
Prêts hypothécaires à l'habitation	403 \$	35 \$	368 \$	287 \$	36 \$	251 \$
Particuliers ¹	335	246	89	297	207	90
Cartes de crédit ¹	-	265	(265)	-	188	(188)
Entreprises et gouvernements	930	403	527	399	200	199
Total des prêts douteux ²	1 668 \$	949 \$	719 \$	983 \$	631 \$	352 \$

1) Les provisions spécifiques pour des nombres élevés de soldes homogènes de montants relativement petits sont établies à partir des ratios historiques de radiations des soldes en souffrance et des encours; il peut en résulter un montant net négatif de prêts douteux.

2) Le solde moyen des prêts douteux bruts totalisait 1 215 M\$ (915 M\$ en 2008).

5. Titrisations et entités à détenteurs de droits variables

Titrisations

Prêts hypothécaires à l'habitation

Nous titrisons des prêts hypothécaires à l'habitation à taux fixe et à taux variable garantis par la création de titres adossés à des créances hypothécaires en vertu du programme d'Obligations hypothécaires du Canada et du processus plus récent d'adjudication de titres adossés à des créances hypothécaires assurées en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*. Nous titrisons également des actifs hypothécaires pour une structure d'accueil admissible qui détient des prêts hypothécaires canadiens. Le total des actifs de la structure d'accueil admissible au 31 juillet 2009 s'établissait à 721 M\$ (634 M\$ au 31 octobre 2008), dont 316 M\$ (171 M\$ au 31 octobre 2008) représentent les prêts hypothécaires de premier ordre garantis et les 405 M\$ restants (463 M\$ au 31 octobre 2008) constituent les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt A non garantis. Nous détenons également un montant additionnel de 97 M\$ (15 M\$ au 31 octobre

2008) dans les stocks aux fins de titrisation. Les prêts hypothécaires de quasi premier ordre ou assortis d'une cote Alt A ne respectent pas les critères de prêt traditionnels pour être admissibles aux taux préférentiels en raison de leur historique limité de crédit ou de problèmes de crédit découlant d'événements isolés précis, mais qui ont un profil de crédit solide et un taux moyen de perte de 27 points de base au cours des cinq dernières années et un ratio prêt-garantie moyen de 75 %.

À la vente de ces créances titrisées, un gain net ou une perte nette est constaté au revenu tiré des créances titrisées. Nous demeurons responsables de l'administration des prêts hypothécaires et constatons les revenus de ces services à mesure qu'ils sont rendus.

Cartes

Au cours du trimestre, nous avons titrisé des créances sur cartes de crédit de 54 M\$ dans Cards II (la fiducie), structure d'accueil admissible, et avons acheté, pour un montant équivalent, des billets de soutien d'une nouvelle série émis par la fiducie. Les billets sont subordonnés aux billets existants et en cours des séries 2005-1, 2005-2, 2005-3, 2005-4, 2006-1 et 2006-2 émis par la fiducie.

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le				Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2009	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2009	31 juillet 2008
	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes de crédit	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Prêts hypothécaires à l'habitation	Cartes de crédit	Prêts hypothécaires à l'habitation
Titrisés	114 \$	54 \$	14 405 \$	10 993 \$	22 383 \$	54 \$	19 964 \$
Vendus	3 786	54	6 567	3 164	17 954	54	6 373
Produit net au comptant	3 780	54	6 525	3 145	17 915	54	6 328
Droits conservés	169	-	350	77	905	-	145
Gain (perte) à la vente, déduction faite des frais d'opération	40	(1)	47	34	81	(1)	57
Hypothèses sur les droits conservés (en %)							
Durée résiduelle moyenne pondérée (en années)	3,6	0,20	3,6	3,2	3,5	0,20	3,5
Taux de remboursement anticipé / taux de remboursement	12.0 - 17.0	37,92	12.0 - 20.0	11.0 - 33.0	12.0 - 24.0	37,92	11.0 - 36.0
Taux d'actualisation	1.5 - 8.8	2,77	1.7 - 8.8	3.3 - 6.9	1.4 - 8.8	2,77	2.9 - 6.9
Pertes sur créances prévues	0.0 - 0.2	6,88	0.0 - 0.2	0.0 - 0.1	0.0 - 0.2	6,88	0.0 - 0.1

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV)

EDDV consolidées

Comme il est mentionné à la note 6 afférente aux états financiers consolidés de 2008, nous étions considérés comme le principal bénéficiaire de certaines EDDV, et avons consolidé des actifs et des passifs totalisant environ 1 353 M\$ en date du 31 juillet 2009 (109 M\$ au 31 octobre 2008).

Au cours du troisième trimestre, nous avons consolidé certains TAC flux groupés après avoir déterminé que nous étions le principal bénéficiaire par suite d'un événement ayant entraîné une révision du statut de l'entité, au moment de la restructuration d'une protection souscrite auprès d'un garant financier. La consolidation des TAC flux groupés a entraîné la constatation au bilan consolidé au 31 juillet 2009 de titres adossés à des créances hypothécaires et à des créances mobilières de 621 M\$, de dépôts désignés à la juste valeur de 428 M\$ et de dérivés de taux d'intérêt connexes ayant une évaluation à la valeur du marché négative de 193 M\$.

Au cours des premier et deuxième trimestres, nous avons fait l'acquisition de la totalité du papier commercial émis par MACRO Trust, fonds multicédants soutenu par la CIBC. Cette acquisition a entraîné la consolidation du fonds multicédants et la constatation au bilan consolidé de 111 M\$ au titre des créances liées au financement de stocks des détaillants, de 372 M\$ au titre des contrats de location de voitures et d'autres actifs au 31 juillet 2009.

Le tableau ci-après présente plus de précisions sur les actifs sur lesquels s'appuient les obligations des EDDV consolidées.

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Encaisse	76 \$	- \$
Valeurs du compte de négociation	621	34
Valeurs disponibles à la vente	76	60
Prêts hypothécaires à l'habitation	97	15
Autres actifs	483	-
	1 353 \$	109 \$

EDDV dans lesquelles nous détenons des droits importants qui ne sont pas consolidés

Au 31 juillet 2009, nous détenons des droits importants dans des EDDV participant à la titrisation de créances de tiers pour lesquelles nous ne sommes pas considérés le principal bénéficiaire et, par conséquent, nous ne les consolidons pas. Nous pouvons fournir à ces EDDV des facilités de liquidité, détenir leurs effets ou agir comme contrepartie à des contrats de dérivés. Ces EDDV comprennent plusieurs fonds multicédants au Canada que nous gérons et des TAC flux groupés pour lesquels nous avons agi à titre d'agents de structuration et de placement.

Les valeurs émises par les entités incorporées par la Société canadienne d'hypothèques et de logement, la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae), la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac), la Government National Mortgage Association (Ginnie Mae) et la Student Loan Marketing Association (Sally

Mae) font partie des participations qui ne sont pas jugées importantes dans les entités.

De temps à autre, nous continuons de soutenir nos fonds multicédants au moyen de l'achat de papier commercial émis par ces fonds multicédants. Au 31 juillet 2009, les investissements directs dans du papier commercial émis par les fonds multicédants que nous

soutenons se sont élevés à 453 M\$ (729 M\$ au 31 octobre 2008). Nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants. Au 31 juillet 2009, notre risque maximal de perte lié aux fonds multicédants soutenus par la CIBC s'élevait à 4,5 G\$ (8,7 G\$ au 31 octobre 2008).

Le risque maximal de perte, soit des montants présentés déduction faite des couvertures, comprend la juste valeur des investissements, le montant nominal de référence des facilités de liquidité et des facilités de crédit, les montants nominaux de référence déduction faite du cumul des pertes liées à la juste valeur pour les dérivés de crédit vendus sur les actifs de référence d'EDDV, et la juste valeur positive liée à tous les autres contrats de dérivés avec des EDDV. Les positions couvertes exclues totalisent 18,8 G\$ (25,8 G\$ au 31 octobre 2008).

En milliards de dollars, au	31 juillet 2009		31 oct. 2008	
	Total de l'actif	Risque maximal de perte	Total de l'actif	Risque maximal de perte
Fonds multicédants soutenus par la CIBC	4,8 \$	4,5 \$	10,1 \$	8,7 \$
Entités émettrices de TAC flux groupés structurées par la CIBC	0,9	-	1,1	-
Entités structurées par des tiers	5,2	0,8	7,2	1,5

En outre, au cours du deuxième trimestre, CIBC Capital Trust, fiducie en propriété exclusive de la CIBC, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A d'un capital de 1,3 G\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B d'un capital de 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108, qui sont admissibles au titre des fonds propres réglementaires de première catégorie. La fiducie est une EDDV qui n'est pas consolidée puisque nous ne sommes pas considérés comme le principal bénéficiaire. Pour plus de précisions, se reporter à la note 8.

6. Titres secondaires

Le 1^{er} juin 2009, nous avons racheté la totalité de nos débetures (titres secondaires) à 4,25 %, soit 750 M\$, venant à échéance le 1^{er} juin 2014, pour leur principal impayé, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, conformément à leurs modalités.

7. Capital-actions

Actions ordinaires

Au cours du premier trimestre, nous avons émis 0,3 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 12 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Au cours du deuxième trimestre, nous avons émis 0,4 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 16 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions.

Au cours du troisième trimestre, nous avons émis 0,1 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 6 M\$ en vertu de régimes d'options sur actions. Nous avons également émis 1,0 million de nouvelles actions ordinaires pour une contrepartie totale de 65 M\$, conformément au régime d'investissement à l'intention des actionnaires.

Actions privilégiées

Le 4 février 2009, nous avons émis 13 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté à 6,5 %, série 35, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un produit net de 319 M\$.

Le 6 mars 2009, nous avons émis 8 millions d'actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, à taux rajusté à 6,5 %, série 37, d'une valeur nominale de 25,00 \$ l'action, pour un produit net de 196 M\$.

Ratios et fonds propres réglementaires

Nos ratios de fonds propres et notre ratio actif/fonds propres sont présentés dans le tableau suivant.

En millions de dollars, au	31 juillet 2009	31 oct. 2008
Fonds propres de première catégorie	13 845 \$	12 365 \$
Total des fonds propres réglementaires	19 020	18 129
Actif pondéré en fonction du risque	115 426	117 946
Ratio des fonds propres de première catégorie	12,0 %	10,5 %
Ratio du total des fonds propres	16,5 %	15,4 %
Ratio actif/fonds propres	16,2x	17,9x

8. Titres de Capital Trust

Le 13 mars 2009, CIBC Capital Trust (la fiducie), filiale en propriété exclusive de la CIBC créée sous le régime des lois de la province d'Ontario, a émis des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A d'un capital de 1 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 et des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B d'un capital de 300 M\$ arrivant à échéance le 30 juin 2108 (collectivement, les billets). La fiducie a utilisé le produit pour acheter des billets de dépôt de premier rang de la CIBC. La fiducie est une EDDV qui n'est pas consolidée par la CIBC; les billets émis par la fiducie ne sont donc pas comptabilisés au bilan consolidé. Les billets de dépôt de premier rang émis à la fiducie sont constatés comme des dépôts aux entreprises et aux gouvernements au bilan consolidé.

Les billets sont structurés de façon à être admissibles au traitement en tant que fonds propres réglementaires de première catégorie et, à ce titre, comportent des caractéristiques analogues à celles des titres de participation, y compris le report de l'intérêt en espèces dans certaines circonstances (les cas de report). Si un cas de report survient, les porteurs de billets seront tenus d'investir l'intérêt payé sur ceux-ci dans des actions privilégiées perpétuelles de la CIBC. Si la fiducie ne verse pas les paiements d'intérêts semestriels sur les billets en entier, nous ne déclarerons aucun dividende sur nos actions privilégiées ou ordinaires pendant une période précise.

De plus, les billets seront automatiquement échangés contre des actions privilégiées perpétuelles de la CIBC si l'un des événements suivants se produit : i) les procédures sont amorcées pour notre liquidation; ii) le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a pris le contrôle de la CIBC ou de ses actifs; iii) nous sommes d'avis ou le BSIF est d'avis que notre ratio de fonds propres de première catégorie est inférieur à 5 % ou que notre ratio du total des fonds propres est inférieur à 8 %; ou iv) le BSIF nous enjoint, aux termes de la *Loi sur les banques*, d'augmenter nos fonds propres ou d'obtenir des liquidités supplémentaires et nous choisissons de procéder à l'échange automatique, ou nous ne nous conformons pas à cette directive. Après l'échange automatique, les porteurs de billets cesseront d'avoir quelque droit ou réclamation à l'égard de l'intérêt ou du capital contre la fiducie.

Les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A porteront intérêt à un taux de 9,976 %, versé semestriellement, jusqu'au 30 juin 2019. Le 30 juin 2019 et à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sur les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A sera rajusté au taux correspondant au rendement des obligations du Canada de cinq ans, majoré de 10,425 %. Les billets de catégorie 1 de la CIBC, série B porteront intérêt à un taux de 10,25 %, versé semestriellement, jusqu'au 30 juin 2039. Le 30 juin 2039 et à chaque cinquième anniversaire de cette date par la suite, le taux d'intérêt sur les billets de catégorie 1 de la CIBC, série B sera rajusté au taux correspondant au rendement des obligations du Canada de cinq ans, majoré de 9,878 %.

Selon les lignes directrices du BSIF, les instruments de fonds propres novateurs peuvent comprendre jusqu'à 15 % de fonds propres de première catégorie nets et 5 % additionnel admissible au titre des fonds propres de deuxième catégorie. Au 31 juillet 2009, une tranche de 1 598 M\$ représentait les fonds propres de première catégorie et était présentée déduction faite d'une tranche de 2 M\$ de billets de catégorie 1, série B détenus à des fins de négociation.

Le tableau ci-dessous présente les principales modalités des billets au 31 juillet 2009 :

En millions de dollars							31 juillet 2009
Émission	Date d'émission	Date de versement des intérêts	Rendement annuel	Date de remboursement la plus proche		Capital	
				Le plus élevé entre le prix du rendement des obligations du Canada ¹ et la valeur nominale			
				À la valeur nominale	À la valeur nominale		
CIBC Capital Trust							
1 300 \$ de billets de catégorie 1, série A	13 mars 2009	30 juin, 31 décembre	9,976 %	30 juin 2014	30 juin 2019	1 300 \$	
300 \$ de billets de catégorie 1, série B	13 mars 2009	30 juin, 31 décembre	10,25 %	30 juin 2014	30 juin 2039	300 \$	

- 1) Rendement des obligations du Canada : prix calculé au moment du rachat (autre que la date d'ajustement du taux d'intérêt prévue pour les séries) visant à offrir un rendement à l'échéance équivalant au rendement d'une obligation du gouvernement du Canada d'une échéance équivalente, majoré i) dans le cas des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A, a) de 1,735 % si la date de rachat précède le 30 juin 2019, ou b) de 3,475 % si la date de rachat est le 30 juin 2019 ou après cette date, et ii) dans le cas des billets de catégorie 1 de la CIBC, série B, a) de 1,645 % si la date de rachat précède le 30 juin 2039, ou b) de 3,29 % si la date de rachat est le 30 juin 2039 ou après cette date.

Sous réserve de l'approbation du BSIF, la fiducie peut, en tout ou en partie, aux dates de rachat précisées ci-dessus, et à toute date par la suite, racheter les billets de catégorie 1 de la CIBC, série A ou série B sans le consentement des porteurs. De plus, sous réserve de l'approbation du BSIF, la fiducie peut racheter la totalité, mais non une partie, des billets de catégorie 1 de la CIBC, série A ou série B avant la date de rachat la plus rapprochée précisée ci-dessus sans le consentement des porteurs, à la survenance d'un cas réglementaire ou d'un cas fiscal.

9. Garants financiers

Nous avons souscrit des contrats de dérivés auprès de garants financiers afin de nous couvrir contre le risque à l'égard de divers actifs de référence, y compris les titres adossés à des créances avec flux groupés et d'autres titres liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation. Au cours du trimestre, nous avons constaté un montant de 148 M\$ (1 441 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) à l'égard des contrats de couverture des garants financiers dans le revenu tiré des activités de négociation. Les rajustements de valeur de ces contrats ont atteint 2,5 G\$ au 31 juillet 2009 (4,6 G\$ au 31 octobre 2008). La juste valeur des contrats de dérivés conclus auprès de garants financiers s'est établie à 1,8 G\$ au 31 juillet 2009 (2,3 G\$ au 31 octobre 2008), déduction faite des rajustements de valeur.

En juillet 2009, nous avons racheté des contrats liés au marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation auprès d'un garant financier pour une contrepartie en espèces de 207 M\$ et des titres évalués à 34 M\$, pour un total de 241 M\$. En outre, les contrats liés aux titres autres que du marché américain des prêts hypothécaires à l'habitation conclus avec cette contrepartie ont été transférés à une entité capitalisée nouvellement établie. Ce rachat et cette restructuration ont entraîné une réduction du montant brut à recevoir de 2,4 G\$ et du rajustement de l'évaluation du crédit de 2,3 G\$, pour un gain avant impôts de 163 M\$.

À notre avis, nous avons rajusté la juste valeur adéquatement jusqu'à maintenant. Le calcul des rajustements de la juste valeur exige que nous fondions nos estimations sur les processus comptables et sur le jugement de la direction. Nous évaluons de façon continue le caractère adéquat des rajustements de juste valeur. La conjoncture et les conditions du marché qui sont liées à ces contreparties pourraient changer dans l'avenir, ce qui pourrait donner lieu à des pertes futures importantes.

10. Impôts sur les bénéfices

Actif d'impôts futurs

Au 31 juillet 2009, notre actif d'impôts futurs était de 1 853 M\$ (1 822 M\$ au 31 octobre 2008), déduction faite de la provision pour moins-value de 61 M\$ (62 M\$ au 31 octobre 2008). L'actif d'impôts futurs comprend des reports en avant de pertes fiscales canadiennes autres qu'en capital totalisant 1 242 M\$ au 31 juillet 2009 (1 260 M\$ au 31 octobre 2008) qui viennent à échéance dans 20 ans, un montant de 68 M\$ au 31 juillet 2009 (75 M\$ au 31 octobre 2008) lié aux reports en avant de pertes fiscales canadiennes en capital n'ayant pas de date d'échéance, et un montant de 342 M\$ au 31 juillet 2009 (296 M\$ au 31 octobre 2008) lié à nos activités américaines. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit établie lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie de l'actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas assurée, nous sommes d'avis, d'après toutes les informations dont nous disposons, qu'il est plus probable qu'improbable que tous les actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, seront réalisés.

Enron

Le 5 août 2009, l'Agence du revenu du Canada (ARC) a émis un avis de nouvelle cotisation préliminaire dans lequel elle envisage d'interdire la déduction des paiements d'environ 3 G\$ se rapportant au règlement d'affaires judiciaires liées à Enron en 2005. Lorsque la nouvelle cotisation sera établie, nous avons l'intention d'entamer une action en justice pour défendre notre position fiscale et nous pensons être en mesure de pouvoir défendre au moins le montant de l'économie d'impôts qui a été constaté jusqu'à maintenant. Si nous réussissons à défendre notre position fiscale en entier, nous serions en mesure de constater une économie d'impôts additionnelle de 214 M\$ et ainsi rembourser l'intérêt. Si nous ne réussissons pas, une charge d'impôt additionnelle d'environ 826 M\$, majorée des intérêts connexes, nous incomberait.

11. Salaires et avantages sociaux

Rémunération à base d'actions

L'incidence de la variation du cours de l'action de la CIBC sur la rémunération à base d'actions réglée au comptant en vertu du programme d'octroi d'actions subalternes et du programme d'unités d'actions au rendement est couverte au moyen de dérivés. Les gains et pertes sur ces dérivés sont constatés au poste Salaires et avantages sociaux de l'état des résultats consolidé. Au cours du trimestre, nous avons constaté des gains de 40 M\$ (59 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) à l'état des résultats consolidé et des gains de 15 M\$ (21 M\$ pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2009) dans les autres éléments du résultat étendu.

Charges au titre des avantages sociaux futurs

En millions de dollars	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Régimes de retraite à prestations déterminées¹					
Régimes de retraite	18 \$	20 \$	37 \$	58 \$	113 \$
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	8	9	10	27	31
	26 \$	29 \$	47 \$	85 \$	144 \$
Régimes à cotisations déterminées					
Régimes de retraite de la CIBC	3 \$	3 \$	2 \$	9 \$	10 \$
Régimes de retraite d'État ²	18	18	19	56	63
	21 \$	21 \$	21 \$	65 \$	73 \$

- 1) À compter du 1^{er} novembre 2008, nous avons choisi de modifier la date d'évaluation de nos obligations au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes de retraite à prestations déterminées des employés pour la faire passer du 30 septembre au 31 octobre. Ce changement fait coïncider la date d'évaluation avec la fin de notre exercice et n'a eu aucune incidence sur l'état des résultats consolidé du trimestre.
- 2) Régime de pensions du Canada / Régime des rentes du Québec et *Federal Insurance Contributions Act* des É.-U.

12. Résultat par action

En millions de dollars, sauf les données par action	Pour les trois mois terminés le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
Résultat de base par action					
Bénéfice net (perte nette)	434 \$	(51) \$	71 \$	530 \$	(2 496) \$
Dividendes et primes sur actions privilégiées	(44)	(39)	(30)	(119)	(90)
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	390 \$	(90) \$	41 \$	411 \$	(2 586) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	381 584	381 410	380 877	381 300	366 686
Résultat de base par action	1,02 \$	(0,24) \$	0,11 \$	1,08 \$	(7,05) \$
Résultat dilué par action					
Bénéfice net (perte nette) applicable aux actions ordinaires	390 \$	(90) \$	41 \$	411 \$	(2 586) \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	381 584	381 410	380 877	381 300	366 686
Ajouter : le nombre d'options sur actions pouvant être exercées ¹ (en milliers)	972	369	1 295	621	1 666
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation ² (en milliers)	382 556	381 779	382 172	381 921	368 352
Résultat dilué par action ³	1,02 \$	(0,24) \$	0,11 \$	1,08 \$	(7,05) \$

- 1) Ne tient pas compte du nombre moyen de 2 269 430 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 77,88 \$, du nombre moyen de 4 845 876 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 64,67 \$ et du nombre moyen de 2 302 495 options en cours à un prix d'exercice moyen pondéré de 78,44 \$, respectivement pour les trois mois terminés le 31 juillet 2009, le 30 avril 2009 et le 31 juillet 2008, le prix d'exercice des options étant supérieur au cours moyen des actions ordinaires de la CIBC.
- 2) Les actions privilégiées convertibles et le passif au titre des actions privilégiées ne sont pas compris dans le calcul, étant donné que nous avons le droit de les racheter au comptant avant la date de conversion.
- 3) En cas de perte, l'incidence des options sur actions pouvant être exercées sur le bénéfice dilué (la perte diluée) par action sera antidilutive; c'est pourquoi le bénéfice (la perte) de base par action et le bénéfice dilué (la perte diluée) par action seront identiques.

13. Cautionnements

En millions de dollars, au	31 juillet 2009		31 oct. 2008	
	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable	Paiement maximal futur éventuel ¹	Valeur comptable
Prêts de valeurs avec indemnisation ²	28 513 \$	- \$	36 152 \$	- \$
Lettres de crédit de soutien et de bonne fin	5 384	19	6 249	14
Dérivés de crédit				
Options vendues	20 847	4 350	32 717	6 877
Protection vendue relativement aux swaps	3 474	330	3 892	256
Autres options vendues sur contrats de dérivés	- ³	3 451	- ³	4 334
Autres contrats d'indemnisation	- ³	-	- ³	-

- 1) Le montant total des sûretés disponibles relativement à ces garanties s'élevait à 31,3 G\$ (39,3 G\$ au 31 octobre 2008).
- 2) Comprennent le plein montant contractuel des valeurs des clients dont nous avons la garde et prêtées par la Société de services de titres mondiaux CIBC Mellon, coentreprise à parts égales entre la CIBC et The Bank of New York Mellon.
- 3) Pour plus de précisions, consulter la description, à la page 143 des états financiers consolidés de 2008.

14. Informations sectorielles

La CIBC compte deux secteurs d'activité stratégiques : Marchés de détail CIBC et services bancaires de gros. Ces secteurs d'activité bénéficient du soutien de cinq groupes fonctionnels, à savoir Technologie et opérations, Expansion de l'entreprise, Finance (y compris la Trésorerie), Administration et Gestion du risque. Les activités de ces groupes fonctionnels sont intégrées au groupe Siège social et autres, et leurs revenus, leurs frais et leurs ressources au bilan sont habituellement ventilés entre les secteurs d'activité.

Au cours du trimestre, nous avons apporté certaines modifications à nos méthodes de fixation des prix de cession et de répartition des revenus de trésorerie afin de mieux tenir compte des frais de financement, et nous avons observé le comportement de la clientèle dans le contexte actuel. Les modifications ont donné lieu à une augmentation du revenu de Marchés de détail CIBC et à une diminution correspondante du revenu des services bancaires de gros et de Siège social et autres. Les modifications ont été appliquées de manière prospective et l'information des périodes précédentes n'a pas été retraitée. Nous avons inclus la dotation à la provision pour pertes sur créances relative à la provision générale au poste Siège social et autre et l'information des périodes précédentes a été retraitée pour tenir compte de ce changement.

Au cours du premier trimestre, nous avons transféré l'incidence de la titrisation de Marchés de détail CIBC vers Siège social et autres, et l'information des périodes précédentes a été retraitée. En outre, nous avons transféré le revenu tiré du contrat de sous-location de nos installations de New York et les coûts d'exploitation connexes de services bancaires de gros vers Siège social et autres, et l'information des périodes antérieures n'a pas été retraitée.

En millions de dollars, pour les trois mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 455 \$	75 \$	(161) \$	1 369 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	884	456	148	1 488
	Total des revenus	2 339	531	(13)	2 857
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	423	129	(5)	547
	Amortissement²	26	2	70	98
	Frais autres que d'intérêts	1 298	256	47	1 601
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	592	144	(125)	611
	Charge (économie) d'impôts	171	58	(57)	172
	Participations sans contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	416 \$	86 \$	(68) \$	434 \$
	Actif moyen³	287 725 \$	80 759 \$	(27 823) \$	340 661 \$
30 avril 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 232 \$	124 \$	(83) \$	1 273 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	1 018	(365)	235	888
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 251	(241)	151	2 161
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	366	18	10	394
	Amortissement ²	31	1	68	100
	Frais autres que d'intérêts	1 273	246	20	1 539
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	581	(506)	53	128
	Charge (économie) d'impôts	161	(152)	165	174
	Participations sans contrôle	5	-	-	5
	Bénéfice net (perte nette)	415 \$	(354) \$	(112) \$	(51) \$
	Actif moyen ³	286 748 \$	90 106 \$	(23 035) \$	353 819 \$
31 juillet 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	1 378 \$	(67) \$	16 \$	1 327 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	992	(531)	117	578
	Revenu intersectoriel ¹	1	-	(1)	-
	Total des revenus	2 371	(598)	132	1 905
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	224	11	(32)	203
	Amortissement ²	27	4	30	61
	Frais autres que d'intérêts	1 350	262	52	1 664
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	770	(875)	82	(23)
	Charge (économie) d'impôts	198	(334)	35	(101)
	Participations sans contrôle	7	-	-	7
	Bénéfice net (perte nette)	565 \$	(541) \$	47 \$	71 \$
	Actif moyen ³	261 624 \$	97 452 \$	(15 680) \$	343 396 \$

En millions de dollars, pour les neuf mois terminés le		Marchés de détail CIBC	Services bancaires de gros	Siège social et autres	Total CIBC
31 juillet 2009	Revenu net (frais nets) d'intérêts	3 975 \$	277 \$	(277) \$	3 975 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	3 026	(355)	394	3 065
	Revenu intersectoriel¹	2	-	(2)	-
	Total des revenus	7 003	(78)	115	7 040
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	1 105	136	(16)	1 225
	Amortissement²	92	5	204	301
	Frais autres que d'intérêts	3 841	767	82	4 690
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	1 965	(986)	(155)	824
	Charge (économie) d'impôts	552	(325)	52	279
	Participations sans contrôle	15	-	-	15
	Bénéfice net (perte nette)	1 398 \$	(661) \$	(207) \$	530 \$
	Actif moyen³	289 329 \$	89 421 \$	(24 165) \$	354 585 \$
31 juillet 2008	Revenu net (frais nets) d'intérêts	4 152 \$	(214) \$	(108) \$	3 830 \$
	Revenu autre (frais autres) que d'intérêts	2 902	(5 507)	285	(2 320)
	Revenu intersectoriel ¹	4	-	(4)	-
	Total des revenus	7 058	(5 721)	173	1 510
	Dotation à la provision pour pertes sur créances	633	19	(101)	551
	Amortissement ²	83	12	89	184
	Frais autres que d'intérêts	4 027	963	100	5 090
	Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et participations sans contrôle	2 315	(6 715)	85	(4 315)
	Charge (économie) d'impôts	574	(2 388)	(20)	(1 834)
	Participations sans contrôle	13	2	-	15
	Bénéfice net (perte nette)	1 728 \$	(4 329) \$	105 \$	(2 496) \$
	Actif moyen ³	259 639 \$	103 275 \$	(17 296) \$	345 618 \$

- 1) Le revenu intersectoriel représente les commissions de vente internes et la répartition des revenus selon le modèle de gestion fabricant-secteur client-distributeur.
- 2) Comprend l'amortissement des bâtiments, du mobilier, du matériel, des améliorations locatives, des logiciels et des actifs incorporels à durée de vie limitée.
- 3) Les actifs sont présentés en fonction de moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière et c'est la mesure examinée par la direction.
- 4) Certaines informations ont été retraitées pour les rendre conformes à la présentation du trimestre considéré.